

This report was produced by/for the National Housing Council. The analysis, interpretations and recommendations are solely those of the National Housing Council, and do not necessarily represent or reflect the official policy or position of the Government of Canada and/or Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC). The National Housing Council will have the document made accessible upon request.

La présente étude a été réalisée par ou pour le Conseil national du logement. Les analyses, interprétations et recommandations présentées sont celles du Conseil national du logement uniquement, et ne reflètent pas nécessairement la politique ou l'opinion officielle du Gouvernement du Canada ou de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le Conseil national du logement rendra le document accessible sur demande.

To obtain an accessible version of this document, please email nationalhousingcouncil@cmhc-schl.gc.ca or complete the portion below and return it to the following address:

Pour obtenir une copie du document, veuillez envoyer un courriel à conseilnationaldulogement@cmhc-schl.gc.ca ou fournir l'information ci-dessous en l'envoyant à l'adresse suivante :

The National Housing Council
c/o Canada Mortgage and Housing Corporation
700 Montreal Road
Ottawa, Ontario K1A 0P7

Conseil national du logement
a/s de Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Report title • Titre du rapport

Name • Nom

***Telephone number • N° de téléphone**

***Email address • Courriel**

**Mandatory/Obligatoire*

Address • Adresse

Street • rue		Apt. • app.
City • ville	Province • province	Postal code • code postal

The National Housing Council recognizes that accessibility for people with disabilities is important. If you wish to obtain this publication in an alternative format, please contact: nationalhousingcouncil@cmhc-schl.gc.ca

Le Conseil national du logement reconnaît l'importance de l'accessibilité pour les personnes handicapées. Si vous désirez obtenir la publication sur un support de substitution, veuillez envoyer un courriel à conseilnationaldulogement@cmhc-schl.gc.ca

Conseil national du logement

Amélioration de la Stratégie nationale sur le logement : Une Stratégie nationale sur le logement par qui et pour qui? Expériences documentées des personnes ayant éprouvé des besoins en matière de logement
Analyse documentaire

Contexte

La création d'un premier Conseil national du logement (CNL) a été annoncée le 22 novembre 2020. Le CNL a commencé à fournir des conseils au ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion sur l'efficacité de la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et sur la manière de faire progresser la politique canadienne sur le logement.

Le Conseil national du logement (le Conseil), par l'entremise de son Groupe de travail sur l'amélioration de la SNL, a mandaté Vers un chez-soi Canada pour effectuer une analyse documentaire sur les expériences documentées des personnes ayant éprouvé des besoins en matière de logement. Les conclusions de cet examen et de cette analyse l'aideront à formuler des recommandations à l'intention du ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion.

À propos de l'analyse documentaire

L'analyse documentaire examine près de 300 documents sur l'expérience vécue des besoins en matière de logement. Elle présente quatre conclusions générales de l'analyse accompagnées de neuf recommandations qui visent non seulement à faire progresser la réalisation du droit au logement, mais aussi à donner une place centrale à l'expérience vécue.

Voici les conclusions générales du rapport :

1. Les connaissances liées à l'expérience vécue sont essentielles pour atteindre les objectifs de la SNL et réaliser le droit au logement. La recherche, les politiques et la planification liées au logement doivent donc accorder la priorité aux connaissances tirées de l'expérience vécue (recommandations 1 et 2).
2. Pour réaliser le droit au logement, il faut adopter des mesures pour veiller à ce que les logements soient très abordables et de qualité suffisante (recommandations 3, 4 et 5).
3. Pour faire progresser le droit au logement, il faut adopter une perspective intersectionnelle (recommandations 6 et 7).
4. Il existe déjà des recommandations de personnes ayant une expérience vécue, et la SNL doit rendre compte de leur réalisation (recommandations 8 et 9).

Recommandations incluses dans le rapport :

1. Afin de faire progresser l'engagement à l'égard du droit au logement énoncé dans la SNL et de respecter l'engagement qui consiste à axer celle-ci sur les connaissances issues de l'expérience vécue (EV), le CNL doit réclamer avec insistance que le financement relatif à la conception, à la mise en œuvre, à l'analyse, à la réalisation et à la diffusion de recherches relatives au logement soit accordé, en priorité, à des personnes ayant une EV.
2. Pour mieux responsabiliser le gouvernement et les systèmes à l'égard des personnes ayant une EV, il faut mieux prendre en compte les voix et les recommandations de ces personnes et utiliser les données désagrégées connexes dans le cadre des plans en matière de logement communautaire et de lutte contre l'itinérance ainsi que des évaluations des besoins.

3. Pour favoriser une abordabilité accrue, le CNL doit préconiser l'adoption d'une définition de l'abordabilité fondée sur les recommandations de personnes ayant une EV et correspondant bien aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou qui ont des besoins impérieux de logement.
4. Le CNL doit insister pour que les volets de financement de la SNL contribuent à la création d'un parc de logements plus diversifié en tenant compte des besoins des personnes ayant une EV, car il s'agit d'un aspect essentiel de la réalisation de l'ambition de la SNL en matière de droit au logement. Ces logements doivent répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement tout en tenant compte des pratiques prometteuses relatives aux approches fondées sur les traumatismes et les systèmes.
5. Le CNL doit promouvoir une stratégie dirigée par les Autochtones qui répond aux besoins des peuples autochtones en matière de logement et de soutien connexe. Il devrait également demander la création d'une entité sans but lucratif responsable du logement et de l'itinérance chez les peuples autochtones, comprenant un conseil consultatif axé sur l'EV composé de personnes autochtones ayant une EV (Baspaly et coll., 2022, p. 26), qui donnerait des conseils généraux sur l'expérience des Autochtones en matière d'itinérance.
6. Le CNL doit exiger une application plus générale de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), qui tient compte du concept d'intersectionnalité, dans la mise en œuvre de tous les aspects de la SNL. Par exemple, les personnes présentant une demande à un volet de financement devraient être tenues de démontrer comment elles ont appliqué une perspective ACS+ à leurs plans de développement et de quelle façon leurs aménagements répondront à divers besoins en matière de qualité. Cela nécessitera une participation significative et continue de personnes ayant une EV.
7. Le CNL peut et doit encourager vivement que l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation continue des mesures de soutien et des programmes liés au logement soient axés sur une EV diversifiée, et donner l'exemple en la matière.
8. Le CNL doit extraire avec soin les recommandations formulées par des personnes ayant une EV et demander que celles-ci participent à l'élaboration de mécanismes de reddition de comptes pour contribuer à lutter contre le fléau qui fait en sorte que d'importants rapports sont relégués aux oubliettes plutôt que d'être mis en pratique.
9. Le CNL devrait collaborer avec des personnes qui ont une EV pour formuler des recommandations sur l'application du droit de regard qu'elles auront désormais sur la mise en œuvre de la SNL et le travail du CNL.

Prochaines étapes

Dans le cadre de cette analyse, le Groupe de travail sur l'amélioration de la SNL du Conseil a également mené une mobilisation des intervenants et d'autres recherches sur les programmes de la SNL. Ces efforts ont été consignés dans différents rapports qui seront publiés au cours des prochaines semaines et qui, en fin de compte, fourniront des conseils constructifs et fondés sur des données probantes au ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion dans un rapport final dont les recommandations devraient être présentées au début de l'automne.

Si vous avez des questions à propos de ce travail, n'hésitez pas à envoyer un courriel au Secrétariat du Conseil national du logement à l'adresse conseilnationaldulogement@cmhc-schl.gc.ca.

Mise en garde

Veillez noter que les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que son auteur et ne reflètent pas les opinions ou la position du Conseil national du logement, de la SCHL ou du gouvernement du Canada. Le Conseil national du logement, la SCHL et le gouvernement du Canada déclinent toute responsabilité à l'égard des opinions exprimées dans ce rapport de recherche ou de toute conséquence pouvant découler de l'utilisation de cette analyse documentaire ou du fait de s'y fier.

À propos du Conseil

En juillet 2019, la Loi sur la stratégie nationale sur le logement est entrée en vigueur. Elle reconnaît, entre autres, qu'une stratégie nationale sur le logement doit favoriser la réalisation progressive du droit à un logement suffisant. La Loi prévoit la création du Conseil national du logement. Ce dernier a pour mandat de conseiller le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion et de faire progresser la politique sur le logement du gouvernement du Canada et la Stratégie nationale sur le logement. S'appuyant sur l'expertise et l'expérience diverses de ses membres, le Conseil national du logement favorise la participation et l'inclusion dans l'élaboration de la politique sur le logement grâce à la diversité de ses membres et à la mobilisation des collectivités.



SYSTEMS PLANNING
COLLECTIVE

Une stratégie nationale sur le logement par qui et pour qui?

Expériences documentées de personnes ayant éprouvé
des besoins en matière de logement



 canadian
observatory on
homelessness

A WAY HOME
VERS UN CHEZ-SOI
CANADA



Le 15 juin 2022

REMERCIEMENTS

Les membres de l'équipe de recherche qui ont contribué à préparer ce rapport résident sur les territoires non cédés et les terres visées par des traités de nombreux peuples, nations et groupes autochtones. Nous reconnaissons le rôle du colonialisme et les conséquences qu'il continue à avoir sur la réalisation du droit au logement des peuples autochtones, ainsi que les interactions d'autres systèmes d'oppression entre eux et avec le colonialisme qui privent tant de gens d'un chez-soi.

Plusieurs personnes ont contribué aux recherches nécessaires pour préparer le présent rapport ainsi qu'à sa rédaction, dont :

Leah Levac, Ph. D., professeure agrégée, Université de Guelph

Amanda Buchnea, gestionnaire, Toronto Centre of Excellence on Youth Homelessness and Prevention, Making the Shift et doctorante, Université de Guelph

Laura Pin, Ph. D., professeure adjointe, Université Wilfrid Laurier

Rubina Karyar, étudiante à la maîtrise en service social, Université York

Jes Annan, conseillère en politiques et en recherche, Black Lives Matter Canada et membre du Making the Shift Scholars with Lived Experience Network

Erika Morton, coordonnatrice de la planification des systèmes, Observatoire canadien sur l'itinérance

Jayne Malenfant, Ph. D., professeure adjointe, Université Concordia et membre du comité directeur du Making the Shift Scholars with Lived Experience Network

L'équipe de recherche reconnaît le soutien logistique et les conseils fournis par le Collectif de planification des systèmes, en particulier **David French** et **Francesca Tauvette** (Vers un chez soi Canada) et **Jenn Legate** (HelpSeeker Technologies). Nous exprimons également notre grande reconnaissance envers **Jes Annan** et **Jayne Malenfant** pour avoir joué le rôle de conseillères. Leur expérience vécue et leur expertise ont façonné plusieurs aspects de ce travail. De plus, nous avons eu la chance, dans le cadre de ce projet, de bénéficier de l'expertise que notre principale adjointe de recherche, **Rubina Karyar** a tiré de son expérience vécue. Nous remercions aussi **Xieling Zhang**, qui a contribué à l'élaboration de la longue liste de références, et nos collègues de l'Institut urbain du Canada, qui ont largement diffusé une demande de documents supplémentaires à inclure dans notre analyse. Merci également à **Katherine Apostolou** du Secrétariat du Conseil national du logement qui s'est occupée de la conception du rapport. Enfin, nous remercions **Michelle De Anda Perez**, du Secrétariat du Conseil national du logement (CNL) et les membres du groupe de travail sur les améliorations à apporter à la Stratégie nationale sur le logement du CNL, **Tim Ross**, **Tim Richter**, **Ann McAfee**, **Maya Roy** et **Caroleen Stevenson**.

CONTENU

1	Remerciments
3	Résumé
3	Résumé des conclusions
6	Résumé des conclusions et recommandations
9	Introduction
12	Approche
13	Stratégie de recherche
15	Cadre d'analyse
16	Limites
17	Résultats
18	Conclusions générales
20	Le rôle des personnes ayant une EV ou des besoins impérieux de logement dans l'évolution des connaissances liées au logement
25	Expérience relative au logement des personnes ayant une expérience vécue de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement
42	Résumé des lacunes de la documentation actuelle
43	Conclusions et recommandations relatives à la Stratégie nationale sur le logement
43	Accorder la priorité aux connaissances issues de l'EV dans les domaines de la recherche, des politiques et de la planification
45	Faire progresser la grande abordabilité et la qualité des logements
47	Reconnaître que le droit au logement dépend d'une perspective intersectionnelle
49	Rendre des comptes à l'égard des recommandations de personnes ayant une expérience vécue
52	Références

RÉSUMÉ

Le démantèlement des campements de personnes en situation d'itinérance partout au pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ainsi que les loyers élevés et le recours aux expulsions pour cause de rénovation et de démolition pour contourner les plafonds d'augmentations de loyer, ont ramené au premier plan l'urgence de faire progresser le droit au logement, un engagement énoncé dans la Stratégie nationale sur le logement (SNL, 2018), qui établit « le droit de chaque Canadien d'accéder à un logement convenable » (p. 8). La réalisation du droit au logement exige de mettre l'accent sur l'expertise de personnes en situation d'itinérance, ayant des besoins impérieux en matière de logement ou ayant une expérience vécue de l'une de ces situations (personnes ayant une expérience vécue [EV]) qui comprennent véritablement ce qui se produit lorsque les logements ne sont pas abordables, disponibles ou de qualité convenable. Nous utilisons des documents et des rapports décrivant l'expérience des personnes ayant une EV en milieu urbain pour formuler des recommandations afin d'améliorer la Stratégie nationale sur le logement (SNL).

Pour produire ce rapport, notre équipe a entrepris une analyse secondaire de recherches et de rapports accessibles au public auxquels des personnes ayant une EV de l'itinérance ou des besoins impérieux logement ont, au minimum, participé en tant que sujets de recherche. Nous avons recensé 268 documents et 20 plans communautaires sur le logement ou l'itinérance répondant à ce critère, pour un total de 288 documents.

Résumé des conclusions

Conclusions générales

Nous présentons plusieurs conclusions générales, mais surtout, nous soulignons que **l'itinérance et les besoins impérieux de logement constituent des problèmes URGENTS dans tout le Canada**, surtout pour les personnes et les familles à très faible revenu et celles qui sont membres de communautés historiquement marginalisées, notamment les personnes autochtones, noires et les autres personnes racisées, les personnes handicapées et les personnes membres des communautés LGBTQ2S+ qui sont, par rapport à la population canadienne en général, surreprésentées au sein de la population des personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement (Claveau, 2020; Statistique Canada, 2021). Dans l'ensemble du rapport, **nous soulignons les différents aspects de ce problème, notamment ses fondements structurels, et nous réclamons la prise de mesures immédiates et audacieuses, car il y a des vies en jeu.**

Le rôle des personnes ayant une EV de l'itinérance ou des besoins impérieux logement dans l'évolution des connaissances liées au logement

Seuls 51 des près de 300 documents que nous avons examinés comportaient la participation de chercheurs et chercheuses ayant une EV ou de personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Quarante-quatre (44) de ces documents étaient des études ou des rapports de recherche, et sept (7) d'entre eux étaient des plans communautaires de logement ou de lutte contre l'itinérance. Ces documents présentent des stratégies et des engagements importants pour veiller à ce que la participation des personnes ayant une EV soit significative. Bien qu'il soit mince, le corpus croissant de documents dirigés et rédigés par les personnes qui sont les plus touchées par l'itinérance

(Cataldo et coll., 2021; Jarrett, 2016; Loignon et coll., 2018; Malenfant et Smith, 2021) démontre que les personnes ayant une EV, qui étaient auparavant des sujets de recherche, agissent maintenant en tant que leaders pour trouver des solutions d'avenir, non seulement en ce qui concerne la compréhension de l'itinérance et des besoins impérieux de logement, mais aussi pour réaliser le droit au logement dans tout le Canada. Plusieurs de nos recommandations insistent sur l'importance d'interagir de façon plus significative avec les personnes ayant une EV.

L'expérience en matière de logement des personnes qui ont une expérience vécue de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement

Les documents sur les connaissances de l'itinérance et des besoins impérieux de logement acquises par l'EV révèlent certains aspects complexes relatifs à l'abordabilité et à la qualité des logements, notamment leur accessibilité, leur adéquation et l'absence de discrimination.

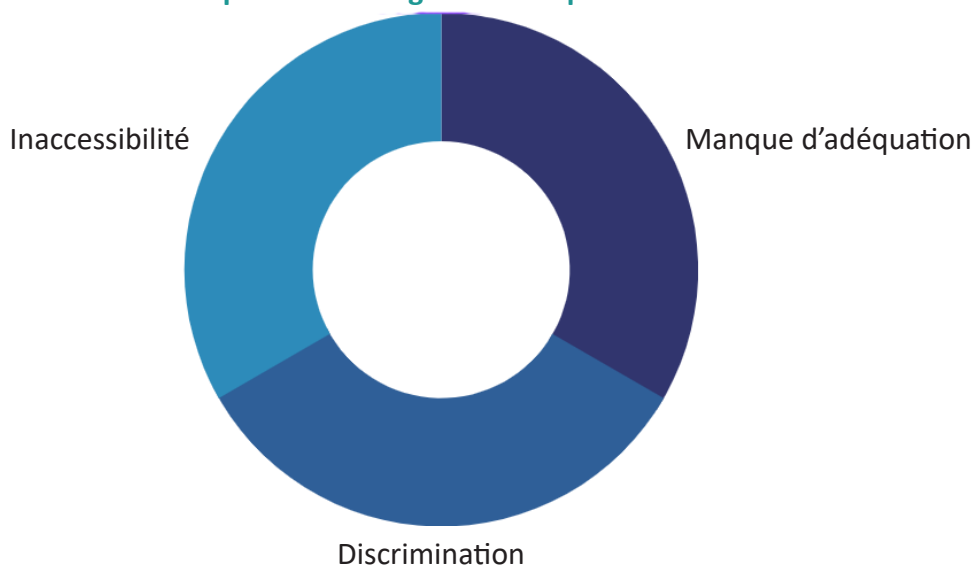
Abordabilité

Les personnes ayant une EV soulignent la nécessité d'adopter une définition de l'abordabilité qui tient compte de façon significative des besoins des personnes en situation d'itinérance et de celles qui ont des besoins impérieux de logement. Comme le soulignent Beer et coll. (2022), les définitions de l'abordabilité qui sont liées aux mesures du marché ne permettent pas de répondre aux problèmes d'itinérance et de besoins impérieux de logement. Les documents que nous avons examinés mettent en évidence les obstacles distincts liés à l'abordabilité auxquels font face les membres de différents groupes, notamment les personnes immigrantes, les jeunes et les femmes. Les discussions sur l'abordabilité fondées sur l'EV indiquent toutes que la possibilité de trouver un logement social très abordable hors marché n'est pas une perspective réaliste à court ou moyen terme et qu'il y a un lien entre l'insuffisance du revenu et l'abordabilité du logement, en particulier pour les personnes qui font face à des obstacles à l'emploi.

Qualité convenable

La SNL reconnaît le besoin de logements abordables, mais accorde peu d'attention à l'aménagement de logements de qualité convenable. Notre synthèse révèle que l'offre de logements de qualité convenable soulève de vastes enjeux qui se recourent. **Selon les personnes ayant une EV, les trois ensembles d'obstacles les plus importants auxquels font face les personnes qui cherchent un logement de qualité convenable sont l'accessibilité, l'absence de discrimination et l'adéquation.** Les documents qui tiennent compte de l'EV soulignent plusieurs lacunes de ce type sur le plan de l'offre de logements. De façon générale, nous pouvons conclure que les personnes qui éprouvent des besoins en matière d'accessibilité et dont le revenu est faible ne sont pas en mesure d'accéder à un logement de qualité convenable, que malgré les lois fédérales et provinciales sur les droits de la personne, il y a discrimination en matière de logement pour plusieurs motifs protégés et que les possibilités de logement offertes aux personnes qui sont en situation d'itinérance ou ont des besoins impérieux de logement ne sont parfois pas appropriées sur le plan de la taille, de l'état physique des logements, des exigences culturelles ou de la disponibilité de soutiens connexes.

Obstacles importants au logement de qualité convenable



Accès à l'aide au logement

Notre étude a également révélé des obstacles systémiques et d'importantes considérations liées à l'EV en ce qui concerne l'accès aux programmes et aux services relatifs au logement. L'un des thèmes récurrents au sein de la documentation met en évidence les points de vue de personnes ayant une EV au sujet de la nécessité d'offrir des services de défense des droits et d'orientation aux personnes en situation d'itinérance qui s'efforcent de faire une transition vers un logement sûr, stable et de qualité convenable. Les services d'orientation et de défense des droits peuvent s'avérer particulièrement importants pour les personnes en situation d'itinérance ou immigrantes. Il est essentiel pour les peuples autochtones de se voir offrir un plus grand nombre de mesures de soutien au logement qui tiennent compte des conséquences permanentes du colonialisme. Il est également essentiel d'offrir des services de logement de transition aux personnes quittant des habitations collectives offrant un hébergement à court terme. L'application d'une perspective intersectionnelle à l'ensemble de ces besoins révèle que les services de soutien liés au logement doivent tenir compte du fait que les populations particulières ont des besoins différents. **Enfin, en matière d'aide au logement, il faut tenir compte du fait qu'il est essentiel que ces mesures d'aide soient offertes aux personnes concernées avant qu'elles ne se retrouvent condamnées à l'itinérance.**

Besoins insatisfaits en matière de logement

La portée et l'ampleur des besoins insatisfaits en matière de logement consignés dans les documents que nous avons analysés soulignent l'urgence du problème de l'itinérance et des besoins impérieux de logement dans tout le Canada. Les documents tenant compte de l'EV que nous avons examinés soulignent que, sans une approche du logement axée sur les droits, les besoins de nombreux groupes, notamment les jeunes, les Autochtones, les familles, les personnes qui consomment des substances ou sont considérées comme ayant des problèmes psychologiques et celles qui passent leurs nuits à l'extérieur et n'ont pas accès à des maisons d'hébergement, continueront d'être ignorés. Ces documents contiennent également des mises en garde contre l'hypothèse voulant que les besoins des membres de ces groupes (entre autres) soient homogènes. Les approches tenant compte des traumatismes constituent de nouvelles façons de répondre aux divers besoins de logement qui nécessiteront de l'attention à l'avenir.

Résumé des conclusions et des recommandations

Les personnes ayant une EV ont apporté une contribution extrêmement importante à la compréhension de l'itinérance et des besoins impérieux de logement, mais malgré les engagements explicites d'axer la SNL et sa loi habilitante, la Loi sur la stratégie nationale sur le logement (2019), sur leurs connaissances, ces personnes continuent d'être surtout positionnées en tant que sujets de recherche et négligées en tant qu'acteurs et actrices politiques. Les résultats de notre recherche et de notre analyse suggèrent plusieurs moyens importants de progresser, surtout pour la SNL, mais avec certaines répercussions sur le Conseil national du logement (CNL). Voici quatre conclusions générales de notre analyse, accompagnées de neuf recommandations :

- les connaissances liées à l'EV sont essentielles pour atteindre les objectifs de la SNL et réaliser le droit au logement. La recherche, les politiques et la planification liées au logement doivent donc accorder la priorité aux connaissances tirées de l'EV (recommandations 1 et 2);
- pour réaliser le droit au logement, il faut adopter des mesures pour que les logements soient très abordables et de qualité suffisante (recommandations 3, 4 et 5);
- pour faire progresser le droit au logement, il faut adopter une perspective intersectionnelle (recommandations 6 et 7);
- il existe déjà des recommandations de personnes ayant une EV et la SNL doit rendre compte de leur réalisation (recommandations 8 et 9).

Les neuf recommandations visant à faire progresser non seulement la réalisation du droit au logement, mais aussi l'accent mis sur l'EV, sont énumérées ici et détaillées dans les dernières pages du rapport.

Recommandation 1

Afin de faire progresser l'engagement à l'égard du droit au logement énoncé dans la SNL et de respecter l'engagement qui consiste à axer celle-ci sur les connaissances issues de l'EV, le CNL doit réclamer avec insistance que le financement relatif à la conception, à la mise en œuvre, à l'analyse, à la réalisation et à la diffusion de recherches relatives au logement soit accordé, en priorité, à des personnes ayant une EV.

Recommandation 2

Pour mieux responsabiliser le gouvernement et les systèmes à l'égard des personnes ayant une EV, il faut mieux prendre en compte les voix et les recommandations de ces personnes et utiliser les données désagrégées connexes dans le cadre des plans de logement communautaire et de lutte contre l'itinérance ainsi que des évaluations des besoins.

Recommandation 3

Pour favoriser la grande abordabilité, le CNL doit préconiser l'adoption d'une définition de l'abordabilité fondée sur les recommandations de personnes ayant une EV et correspondant bien aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou qui ont des besoins impérieux de logement.

Recommandation 4

Le CNL doit insister pour que les volets de financement de la SNL contribuent à la création d'un parc de logements plus diversifié en tenant compte des besoins des personnes ayant une EV, car il s'agit d'un aspect essentiel de la réalisation de l'ambition de la SNL relativement au droit au logement. Ces volets de financement doivent répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement tout en tenant compte des pratiques prometteuses relatives aux approches fondées sur les traumatismes et les systèmes.

Recommandation 5

Le CNL doit promouvoir une stratégie dirigée par les Autochtones qui répond aux besoins des peuples autochtones en matière de logement et de soutien connexe. Il doit également demander la création d'une entité sans but lucratif responsable du logement et de l'itinérance chez les peuples autochtones, comprenant un conseil consultatif axé sur l'EV composé de personnes autochtones ayant une EV (Baspaly et coll., 2022, p. 26), qui donnerait des conseils généraux sur l'expérience des Autochtones en matière d'itinérance.

Recommandation 6

Le CNL doit exiger une application plus générale de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), qui tient compte du concept d'intersectionnalité, dans la mise en œuvre de tous les aspects de la SNL. Par exemple, les personnes présentant une demande à un volet de financement devraient être tenues de démontrer comment elles ont appliqué une perspective ACS+ à leurs plans de développement et de quelle façon leurs aménagements répondront à divers besoins en matière de qualité. Cela nécessitera une participation significative et continue de personnes ayant une EV.

Recommandation 7

Le CNL peut et doit encourager vivement que l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation continue des mesures de soutien et des programmes liés au logement soient axés sur une EV diversifiée, et donner l'exemple en la matière.

Recommandation 8

Le CNL doit extraire avec soin les recommandations formulées par des personnes ayant une EV et demander que celles-ci participent à l'élaboration de mécanismes de reddition de comptes pour contribuer à lutter contre le problème qui fait en sorte que d'importants rapports sont relégués aux oubliettes plutôt que d'être mis en pratique.

Recommandation 9

Le CNL doit collaborer avec des personnes qui ont une EV pour formuler des recommandations sur l'application du droit de regard qu'elles auront désormais sur la mise en œuvre de la SNL et le travail du CNL.



INTRODUCTION

Le démantèlement des campements de personnes en situation d'itinérance de tout le pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les loyers élevés et le recours aux expulsions pour cause de rénovation et de démolition pour contourner les plafonds d'augmentations de loyer ont mis l'accent sur l'urgence de faire progresser le droit au logement, un engagement énoncé dans la Stratégie nationale sur le logement (SNL, 2018), qui établit « le droit de chaque Canadien d'accéder à un logement convenable » (p. 8). Cet engagement cadre avec les engagements du Canada à l'égard :

- du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies¹
- de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies, qui comprend le droit au logement (Monari, 2020; Shoemaker et coll., 2020; OMS, 1986);
- de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui confirme le droit des peuples autochtones à l'autodétermination, notamment en ce qui concerne le logement.²

Le droit au logement, que nous exposons plus en détail ci-dessous, exige de mettre l'accent sur l'expertise de personnes en situation d'itinérance, ayant des besoins impérieux de logement ou ayant une expérience vécue de l'une de ces situations (personnes ayant une EV), qui comprennent de façon toute particulière ce qui se produit lorsque les logements ne sont pas abordables, disponibles ou adéquats. L'expertise de ces personnes en fait des actrices et des acteurs politiques importants, car elle révèle des connaissances variées, d'une importance critique, qui sont essentielles pour trouver des moyens de réaliser le droit au logement en tant que droit de la personne.

Ce rapport présente les résultats d'une analyse de près de 300 articles de recherche, rapports et plans de logement communautaire et de lutte contre l'itinérance, et d'évaluations des besoins mettant en évidence les connaissances de personnes ayant une EV. Il vise à formuler des recommandations pour améliorer la SNL et tirer un meilleur parti des connaissances des personnes ayant une EV en matière de recherche, de politiques et de planification liées au logement.

En plus d'un engagement en ce qui concerne la réalisation du droit au logement en tant que droit de la personne, les principes de la SNL comprennent d'accorder la priorité aux besoins de logement des personnes qui en ont le plus besoin : les femmes et les enfants, notamment ceux et celles qui fuient la violence; les personnes âgées; les jeunes adultes; les Autochtones; les personnes handicapées; les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie (que nous appelons dans le présent rapport des

1. Le Canada a signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies en 1976. Ce pacte énonce « [...] le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants [...] » (Article 11.1, 1966, p. 4).

2. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones affirme que ceux-ci ont droit, « sans discrimination d'aucune sorte, à l'amélioration de leur situation économique et sociale, notamment dans [le domaine] du logement [...] » (article 21.1, 2007, p. 17) et « de définir et d'élaborer des priorités et des stratégies en vue d'exercer leur droit au développement. En particulier [...] la définition des programmes de santé, de logement et d'autres programmes économiques et sociaux les concernant [...] » (article 23, 2007, p. 18). En 2021, le Canada a adopté la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui « a) [confirme] que la Déclaration constitue un instrument international universel en matière de droits de la personne qui trouve application en droit canadien; et b) [encadre] la mise en œuvre de la Déclaration par le gouvernement du Canada » (2021, art. 4).

considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou qui consomment des substances); les anciens combattants et anciennes combattantes; les personnes qui s'identifient comme membres de communautés LGBTQ2S+; les personnes membres de groupes racisés; les personnes qui viennent d'immigrer, en particulier les réfugiés et réfugiées; et les personnes en situation d'itinérance (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2018). Trois considérations importantes au sujet de cette liste ont éclairé certains aspects de notre rapport. Tout d'abord, les personnes ayant une EV qui s'identifient à une ou plusieurs de ces identités sociales devraient être des actrices et acteurs importantes en ce qui concerne la recherche, les politiques et la planification en matière de logement. Nous soulignons, dans l'ensemble du présent rapport, la raison pour laquelle cette recommandation est si importante, ainsi que des façons de la mettre en application. Deuxièmement, les personnes ayant une EV qui s'identifient à une ou plusieurs de ces identités sociales ont été soumises à des systèmes d'oppression qui se recoupent, dont le colonialisme, l'(hétéro)sexisme, le racisme, la discrimination fondée sur la capacité physique et le classisme. Cela signifie que les efforts visant à faire du logement un droit de la personne doivent aussi s'attaquer à des problèmes systémiques plus vastes qui causent et reproduisent l'itinérance et les besoins impérieux de logement, ce que nous essayons de faire au moyen de notre analyse et de nos recommandations.

Troisièmement et dans le même ordre d'idées, **les peuples autochtones ayant une EV ont des droits uniques à l'autodétermination, une expérience persistante du colonialisme et de riches systèmes de connaissances auxquels il faut accorder une considération particulière pour faire progresser les stratégies visant la réalisation du droit au logement.** En faisant référence à la définition de l'itinérance chez les Autochtones présentée en 2012 par l'Aboriginal Standing Committee on Housing and Homelessness (2012), Thistle (2017), précise que : « L'itinérance chez les Autochtones ne se définit pas par un manque de structures ou de logement, mais se décrit plutôt et se comprend pleinement à travers une lentille composite de visions du monde autochtone » (p. 6). Leviten-Reid et Parker (2018) soutiennent également que pour éliminer les obstacles à l'accès et à l'aide au logement, il faut effectuer un changement et intégrer les connaissances autochtones (p. 479). Ces appels sont appuyés par d'autres personnes qui présentent des arguments convaincants en faveur de modèles uniques, contrôlés par des Autochtones, pour répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement (Baspaly et coll., 2021) et soulignent l'urgence d'axer la Stratégie nationale sur le logement (p. ex., Gaetz et coll., 2016) et le Conseil national du logement (Paradis, 2018) sur les connaissances et l'EV des peuples autochtones. Nous mettons donc l'accent sur les connaissances des Autochtones ayant une EV dans l'ensemble du présent rapport, notamment dans la section Conclusions et recommandations.

Les peuples autochtones ayant une EV ont des droits uniques à l'autodétermination, une expérience persistante du colonialisme et de riches systèmes de connaissances auxquels il faut accorder une considération particulière pour faire progresser les stratégies visant la réalisation du droit au logement.

L'analyse présentée dans le présent rapport est guidée par des engagements théoriques et pratiques interreliés, notamment la reconnaissance de l'expertise des personnes ayant une EV, le droit au logement (SNL, 2018; Farha et Schwan, 2020; Haut-Commissariat aux droits de la personne, 1991) et l'intersectionnalité (Crenshaw, 1989; Collins et Bilge, 2020). Notre engagement à reconnaître l'expertise des personnes ayant une EV se traduit par l'importance centrale que nous accordons à leurs connaissances. À cette fin, nous mettons, dans l'ensemble de ce rapport, l'accent sur des définitions, des besoins et des stratégies de mobilisation déterminées par des personnes ayant une EV, et ainsi de suite. L'adoption d'une perspective de droit au logement se traduit par la reconnaissance du fait que toutes les personnes détiennent des droits, y compris celles qui sont en situation d'itinérance, le fait

fait d'assurer la disponibilité de logements abordables et adéquats (c'est-à-dire accessibles, exempts de discrimination et appropriés), la détermination des causes de l'inadéquation des logements et le fait de travailler pour y remédier (Farha et Schwan, 2020). Nous tenons compte de l'importance du droit au logement dans l'ensemble de notre rapport. En fin de compte, notre analyse révèle qu'une perspective du droit au logement permet de découvrir les facteurs structurels qui causent l'insécurité en matière de logement et l'itinérance, comme le statut d'immigrant ou d'immigrante (Forchuk et coll., 2022; Teixeira, 2014), les inégalités fondées sur le sexe (Lazarus et coll., 2011; Singer, 2004; Schwan et coll., 2021), la stigmatisation des personnes qui consomment des substances ou sont considérées comme ayant des problèmes psychiatriques (Fleming et coll., 2019; Lachaud et coll., 2021), la colonisation (Baskin, 2007) et la rareté des logements réellement abordables (Baskin, 2007; Forchuk et coll., 2022; Gaetz et coll., 2016; Lazarus et coll., 2011; RAPSIM, 2016). Nous abordons de nouveau ces éléments ci-dessous.

Kimberlé Crenshaw, une juriste noire, a été la première à parler d'intersectionnalité (1989) pour décrire l'expérience des femmes noires qui cherchent à obtenir justice. Ce concept contribue à montrer que « les inégalités ne sont jamais le résultat de facteurs uniques et distincts. Elles résultent plutôt d'intersections entre différents lieux sociaux et différentes relations de pouvoir et expériences » (Hankivsky, 2014, p. 2). Le concept de l'intersectionnalité est utilisé en tant que théorie, que pratique (Collins et Bilge, 2020) et que méthode pour examiner les politiques publiques (Hankivsky et coll., 2014). Dans le présent rapport, nous utilisons l'intersectionnalité de toutes ces façons. Dans nos conclusions, nous soulignons de quelle façon les besoins de logement de différents groupes dignes d'équité varient et naissent différemment. Notre engagement à l'égard de l'intersectionnalité en tant que pratique est lié à notre engagement à reconnaître l'expertise des personnes ayant une EV, qui sont souvent exclues des conversations sur les politiques par des systèmes les désignant comme inadmissibles. Enfin, nos recommandations sur les façons d'améliorer la SNL sont fondées sur une approche intersectionnelle des politiques publiques visant à révéler et à corriger les répercussions inégales de l'application des politiques sur la vie des gens.

Nous nous appuyons sur des documents et des rapports décrivant l'expérience des personnes ayant une EV afin de formuler des recommandations pour améliorer la SNL dans le but de réaliser le droit au logement dans tout le pays, y compris pour les personnes qui en ont le plus besoin. Ce rapport contribue aux travaux du groupe de travail du CNL qui est chargé d'améliorer la SNL. Le mandat du CNL est établi par la *Loi sur la stratégie nationale sur le logement*, 2019. Il est chargé « 6(1) [...] de faire avancer la politique en matière de logement et la stratégie nationale sur le logement des façons suivantes : a) en conseillant le ministre, de sa propre initiative ou à la demande de celui-ci, notamment sur l'efficacité de la stratégie nationale sur le logement [...] » [LNH, 2019, paragr. 6(1)].

En 2021-2022, le CNL a établi trois priorités pour ses travaux. Celles-ci comprennent la réalisation progressive du droit à un logement suffisant, l'amélioration de la SNL et le logement des Autochtones en milieux urbains, ruraux et nordiques (communiqué du CNL, 2021). Le présent rapport complète d'autres rapports visant à aider le groupe de travail du CNL à améliorer la SNL, comme l'Analyse de l'offre de logements abordables créée par les programmes unilatéraux de la Stratégie nationale sur le logement (Beer et coll., 2022).

3. Les sept dimensions du logement convenable décrites par le Haut-Commissariat des droits de l'homme (1991) : (a) la sécurité d'occupation (avec protection juridique); (b) l'existence de services, matériaux, installations et infrastructures; (c) un logement accessible financièrement; (d) l'habitabilité; (e) l'accessibilité; (f) l'emplacement; et (g) le respect de critères culturels. En plus de mettre l'accent sur l'accessibilité, l'adéquation, l'abordabilité et l'absence de discrimination, notre analyse aborde d'autres aspects de cette définition.

Dans les pages qui suivent, nous synthétisons les renseignements provenant de 268 études et rapports publics et de 20 plans municipaux et régionaux de logement communautaire et de lutte contre l'itinérance qui décrivent l'EV en ce qui concerne l'abordabilité du logement, l'accès à l'aide au logement et les besoins insatisfaits en matière de logement. Nous synthétisons également les conclusions des 51 documents que nous avons analysés et qui ont été réalisés avec la participation, de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche, de personnes ayant une EV afin de souligner les pratiques prometteuses pour positionner ces personnes en tant qu'expertes en matière de recherche, de politiques et de planification. Enfin, nous formulons les quatre conclusions générales suivantes :

- Les connaissances liées à l'EV sont essentielles pour atteindre les objectifs de la SNL et réaliser le droit au logement. La recherche, les politiques et la planification liées au logement doivent donc accorder la priorité aux connaissances tirées de l'EV.
- Pour réaliser le droit au logement, il faut adopter des mesures pour veiller à ce que les logements soient très abordables et de qualité suffisante.
- Pour faire progresser le droit au logement, il faut adopter une perspective intersectionnelle.
- Il existe déjà des recommandations de personnes ayant une EV et la SNL doit rendre compte de leur réalisation.

Elles sont accompagnées de neuf recommandations qui mettent l'accent sur la façon dont les connaissances issues de l'EV, l'engagement à l'égard de l'intersectionnalité, les initiatives propres aux Autochtones et de meilleurs mécanismes de suivi et de responsabilisation peuvent faire progresser le droit au logement des personnes qui sont les plus souvent exclues.

APPROCHE

Pour produire ce rapport, notre équipe a entrepris une analyse secondaire de recherches et de rapports accessibles au public auxquels des personnes ayant une EV de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement ont, au minimum, participé en tant que sujets de recherche. L'un des principaux avantages de cette approche est qu'elle permet d'éviter le piège qui consiste à faire, au risque de faire revivre des traumatismes à leurs membres, trop de recherches sur les groupes historiquement marginalisés tout en négligeant de reconnaître leur rôle ou de promouvoir d'importants changements sociaux. Toutefois, malgré son importance, il s'agit tout de même d'un petit pas vers la reconnaissance de l'expertise des personnes ayant une EV dans la conception de politiques sur le logement et l'itinérance, comme la SNL. Après nos discussions initiales avec les membres du groupe de travail du CNL, nous avons tout de même décidé qu'il s'agissait de l'approche la plus appropriée pour préparer ce rapport en raison du temps limité dont nous disposions⁴ et des défis auxquels font toujours face à cause de la pandémie les personnes ayant une EV et les organismes communautaires qui travaillent avec celles-ci.

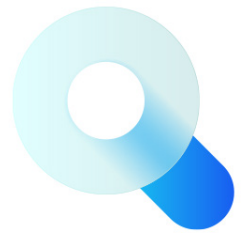
4. Comme nous l'expliquerons plus en détail ci-dessous, l'établissement de relations et la réciprocité sont des aspects importants de la mobilisation des personnes ayant une EV.

Stratégie de recherche

Notre analyse est fondée sur des études et des rapports que nous avons trouvés par l'intermédiaire d'une stratégie de recherche bien établie, conçue pour découvrir le plus grand nombre possible d'études et de rapports comprenant des renseignements sur les expériences liées au logement des personnes ayant une EV. Nous en avons tiré un examen général des recherches universitaires et des rapports communautaires qui ont été publiés, ainsi que des plans municipaux et régionaux et des analyses des besoins portant sur le logement et l'itinérance.

Étape 1 : Recherches théoriques générales et précises.

Nous avons commencé par élaborer une longue liste de bases de données de recherche, de revues, de chercheurs et de chercheuses et de termes de recherche clés fondée sur l'ensemble de nos connaissances du domaine. Nous avons commencé par effectuer une analyse documentaire à l'aide des paramètres généraux que nous avons élaborés pour ensuite faire des recherches plus précises en nous limitant à six bases de données clés : Scholars Portal Périodiques; Canadian Business and Current Affairs Database; Political Science Database; Nursing & Allied Health Database; Public Health Database et Sociology Database. Nous avons effectué des recherches ciblées dans chacune de ces bases de données en utilisant diverses combinaisons de termes clés pour trouver le plus grand nombre possible de documents pertinents. Nous avons utilisé la fonction de recherche avancée de toutes les bases de données pour restreindre nos recherches aux documents axés sur le Canada, aux personnes en situation d'itinérance⁵ ou ayant des besoins impérieux de logement, ainsi qu'à l'expérience vécue et à l'expertise qui en est issue. Nous avons ensuite utilisé des termes de recherche secondaires et tertiaires (ainsi que des termes dérivés connexes⁶) pour cibler nos recherches sur des populations précises, notamment les jeunes, les familles monoparentales, les personnes membres des communautés LGBTQ2S+, les personnes autochtones, noires, racisées ou qui viennent d'arriver au Canada (notamment les personnes immigrantes et réfugiées) et les personnes handicapées, vivant dans la pauvreté, considérées comme ayant des problèmes psychiatriques et consommant des substances. Nous avons effectué de nombreuses recherches dans chaque base de données jusqu'à ce que nous trouvions plusieurs articles en double, après quoi nous avons déterminé que nous avons découvert la plupart des recherches pertinentes disponibles. Nous avons limité nos recherches aux documents produits depuis 2000 et en nous concentrant sur les documents publiés en anglais.



5. Dans les recherches par mot-clé, l'utilisation d'un « * » à la fin d'un mot permet d'obtenir les résultats relatifs à tous les termes qui ont la même racine. Par exemple, une recherche effectuée avec la racine « Itinéranc* » permet d'obtenir tous les documents qui comprennent les termes « itinérant », « itinérante » ou « itinérance ».

6. Par exemple, les recherches portant sur les travaux de recherche sur les jeunes adultes comprennent également les termes « jeune », « adolescent » et « adolescente* ».

Étape 2 : Recherches ciblées et activités de liaison.

Nous avons également effectué des recherches et des activités de liaison supplémentaires pour trouver des recherches universitaires et des rapports communautaires pertinents. Ces activités ont notamment compris :

- des recherches au sein des listes de références d'études trouvées à l'étape 1 afin de trouver d'autres recherches;
- de brèves recherches ciblées afin de trouver des documents pertinents en français;
- d'autres recherches ciblées pour combler les lacunes de nos conclusions (par exemple, trouver des études portant explicitement sur l'expérience des personnes qui viennent d'arriver au Canada);
- des recherches ciblées de sites Web axés sur des enjeux relatifs au logement et l'itinérance, notamment : le Homeless Hub et la Société canadienne d'hypothèques et de logement;
- des communications avec des organismes et des universitaires œuvrant dans les secteurs du logement et de l'itinérance pour les inviter à nous envoyer d'autres rapports qu'ils avaient préparés ou dont ils connaissaient l'existence⁷;
- des recherches en ligne de plans communautaires sur le logement ou l'itinérance et d'évaluations des besoins de logement préparés par des municipalités ou différentes régions du Canada.



Étape 3 : Examen de l'inclusivité.

Nous avons examiné les résumés de 371 des documents recueillis aux étapes 1 et 2, notamment des articles de recherche, des livres électroniques, des rapports gouvernementaux et des rapports de recherche communautaires. Ces documents comprenaient également 58 plans communautaires sur le logement ou l'itinérance ou évaluations des besoins. L'inclusivité de ces documents a été examinée en fonction de trois critères :

- Le document a-t-il été rédigé par des personnes en situation d'itinérance, ayant des besoins impérieux en matière de logement ou ayant une expérience vécue de l'une de ces situations (personnes ayant une EV)?
- Des personnes ayant une EV ont-elles participé à la recherche autrement qu'en tant que sujets d'étude?
- La recherche comprend-elle des données provenant de personnes ayant une EV?



Pour inclure un document dans ce rapport, nous devons être en mesure de répondre par l'affirmative à au moins une des questions ci-dessus. Dans le cadre de cet examen, nous avons trouvé 268 documents et 20 plans communautaires sur le logement ou l'itinérance à inclure dans notre analyse. De ce nombre, seuls 51 comportaient la participation de chercheurs et chercheuses ayant une EV ou de personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. La plupart de ces 51 documents étaient des

7. Thanks to our colleagues at the Canadian Urban Institute who helped to facilitate this step through the survey they conducted as part of their work for the NHC WG.

études ou des rapports de recherche. Seuls sept plans communautaires ou évaluations des besoins répondant à nos critères d'inclusion (sur 20) indiquaient clairement la participation de personnes ayant une EV autrement qu'à titre de participants aux consultations générales.

La dernière série de documents analysés aux fins de ce rapport comprend 288 recherches universitaires primaires, des analyses secondaires de données recueillies auprès de personnes ayant une EV, des recherches menées par des organismes communautaires ainsi que des plans communautaires et des évaluations portant sur les besoins en matière de logement et d'itinérance provenant de municipalités ou de régions. En plus des documents que nous avons analysés, nous avons conservé plusieurs documents qui nous ont servi à documenter le contexte de ce rapport en définissant le droit au logement et en soulignant les défis urgents auxquels font face les peuples autochtones ou en donnant des renseignements généraux sur l'état de l'itinérance ou les besoins impérieux de logement dans le contexte canadien, par exemple.

Cadre d'analyse

Une fois que nous avons déterminé qu'un document méritait d'être inclus dans notre recherche, nous l'examinions plus attentivement par l'intermédiaire d'un cadre que nous avons élaboré en tenant compte des besoins du groupe de travail du CNL, en nous fondant sur notre connaissance du domaine et en collaborant avec deux spécialistes ayant une EV, qui soulignaient l'importance de certains aspects en fonction de leur expertise. Ces spécialistes ont, par exemple, souligné l'importance de demander si des personnes ayant une EV ont eu une incidence sur les analyses présentées dans les recherches et de chercher des preuves de l'utilisation d'approches tenant compte des traumatismes dans la prestation de services relatifs au logement et de services connexes.

En plus de consigner le nom du ou des auteurs, l'année de publication et certains autres renseignements de base au sujet de chaque document que nous avons analysé, nous en avons extrait les renseignements suivants :

- les pratiques prometteuses en ce qui concerne la participation de personnes ayant une EV;
- l'identité ou la situation sociale des personnes ayant une EV qui ont participé à la recherche;
- les régions géographiques étudiées;
- les définitions et expériences relatives à l'abordabilité et à la qualité;
- les expériences en matière d'accès à l'aide au logement;
- les besoins insatisfaits signalés en matière de logement;
- l'utilisation de perspectives ou d'approches correspondant à des pratiques prometteuses ou aux priorités du CNL, notamment le droit au logement, les approches systémiques et les approches tenant compte des traumatismes.

Nos conclusions comprennent une combinaison de renseignements généraux et précis. Nous portons une attention particulière aux connaissances présentées dans les 51 documents auxquels des personnes ayant une EV ont participé de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche.

Limites

Le CNL « entend s'engager auprès des personnes ayant les plus grands besoins, notamment les personnes ayant éprouvé des besoins en matière de logement et celles qui ont vécu l'itinérance, afin de s'assurer que leurs voix sont entendues par les responsables politiques » (communiqué du CNL, 2021). Malgré cet engagement, qui est également au cœur de nos engagements et de nos pratiques, l'une des limites de ce rapport est que nous n'avons pas été en mesure de collaborer avec des personnes ayant une EV pour concevoir notre approche ou solliciter des connaissances liées à l'EV en ce qui concerne précisément la SNL. Si nous avions été en mesure de le faire, cela aurait pu révéler d'importants renseignements supplémentaires, car les documents que nous avons examinés font très rarement directement référence à la SNL. Il y est surtout fait allusion dans le cadre de discussions sur les programmes Logement d'abord régionaux ou relativement à l'ancienne Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) (Canham et coll., 2019, 2018; Teixeira et Drolet, 2016; Fleury et coll., 2014). La SNL est mentionnée dans certains plans communautaires et certaines évaluations des besoins, mais pas de façon exhaustive, ainsi que dans les discussions sur la façon dont la SNL devrait soutenir certains groupes particuliers, comme les Autochtones, les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées (Ion et coll., 2018; Leviten-Reid et Parker, 2018; Gaetz et coll., 2016).

Pour faire participer des personnes ayant une EV de façon significative, il faut s'engager fondamentalement dans des relations réciproques à long terme et aller au-delà de la participation aux fins d'extraction de connaissances pour adopter des modèles axés sur la création conjointe et les partenariats. Pour ce faire, il faut s'engager à mettre les connaissances liées à l'EV au premier plan à toutes les étapes de l'élaboration des projets, assurer la participation des personnes concernées aux étapes conceptuelles de ces projets et négocier les paramètres et les limites avec elles.

Pour faire participer des personnes ayant une EV de façon significative, il faut s'engager fondamentalement dans des relations réciproques à long terme et aller au-delà de la participation aux fins d'extraction de connaissances pour adopter des modèles axés sur la création conjointe et les partenariats. Pour ce faire, il faut s'engager à mettre les connaissances liées à l'EV au premier plan à toutes les étapes de l'élaboration des projets, assurer la participation des personnes concernées aux étapes conceptuelles de ces projets et négocier les paramètres et les limites avec elles

Bien que l'équipe de recherche qui a travaillé sur ce projet comprenne des personnes ayant une EV de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement et des chercheurs et chercheuses ayant des relations avec les communautés de personnes ayant une EV, les contraintes opérationnelles relatives à ce rapport ont fait en sorte que nous n'avons pu adopter une approche que nous décrivions comme une création conjointe de connaissances issue d'une collaboration complète avec des personnes ayant une EV.

Pour aider à atténuer ces limites, nous avons, dans le cadre de notre analyse, porté une attention particulière aux recherches et aux rapports indiquant explicitement la participation de personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Comme nous l'indiquons dans notre examen des pratiques prometteuses, les connaissances issues de l'EV donnent une orientation, non seulement pour comprendre l'itinérance et les besoins impérieux de logement, mais aussi pour faire avancer la réalisation progressive du droit au logement dans tout le Canada.

Pour être en mesure de s'acquitter de son mandat en ce qui a trait à la participation des personnes ayant une EV, il est essentiel que le CNL mette en œuvre des pratiques prometteuses pour mobiliser les personnes ayant une EV dans le cadre de ses futurs efforts pour éclairer la SNL. Nous recommandons également que le CNL examine les meilleures façons de faciliter la participation des personnes en situation d'itinérance et de celles qui ont des besoins impérieux de logement à l'élaboration de politiques en ce qui a trait aux

pratiques organisationnelles concernant les échéanciers, les budgets et les protocoles de gestion de l'information.

L'une des autres limites de notre rapport est que notre approche de collecte de plans communautaires et d'évaluations des besoins en matière de logement et d'itinérance n'était pas exhaustive. Notre rapport ne tient donc compte que d'un sous-ensemble des rapports communautaires utilisés pour éclairer la planification locale et l'élaboration de politiques. Trente-huit des 58 plans et évaluations que nous avons recueillis ont été éliminés en raison d'un manque de clarté quant à la participation des personnes ayant une EV à leur élaboration, ou à la nature de cette participation. Nous ne pouvons toutefois pas affirmer avec certitude que des personnes ayant une EV n'ont pas participé d'une façon ou d'une autre aux rapports ou aux évaluations préparés dans ces collectivités ou régions. Pourtant, même avec cet échantillon limité et en utilisant les renseignements fournis dans les rapports communautaires eux-mêmes, nous sommes en mesure de recueillir d'importants renseignements pouvant servir à éclairer les futures orientations de la recherche et des pratiques en matière de politiques et de planification.

Deux dernières limites méritent d'être indiquées. Premièrement, dans le cadre de notre approche, nous n'avons pas évalué la qualité des études que nous avons incluses et ne les avons pas pondérées en fonction du nombre de personnes qui y ont participé. Nous n'avons donc pas commenté la qualité des études et des rapports inclus dans notre recherche. Cependant, le fait que nous ayons sélectionné des études en fonction du rôle des personnes ayant une EV suggère qu'au minimum, toutes les conclusions dont nous discutons ci-dessous sont éclairées par des connaissances issues d'EV, ce qui est un important indicateur de qualité. Deuxièmement, notre approche n'a pas révélé de renseignements détaillés sur les conséquences que continue d'avoir la pandémie de COVID-19 sur les personnes qui sont en situation d'itinérance ou ont des besoins impérieux de logement, même si nous savons que la pandémie « a amplifié le vaste éventail de préjudices sanitaires et sociaux auxquels font face les personnes itinérantes ou à risque de le devenir » (Peri et Sohn, 2022) et amplifié les défis relatifs au logement auxquels font face divers groupes, notamment les femmes fuyant la violence (McLean et Wathen, 2022) et les personnes vivant dans la pauvreté (Pin et coll., 2021). À l'avenir, il est essentiel de tenir compte de la façon dont les efforts visant à faire progresser le droit au logement peuvent tenir compte des problèmes supplémentaires causés par la pandémie et des mesures politiques correspondantes.

RÉSULTATS

Nos conclusions comprennent un résumé général de la situation des personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement au Canada que nous pouvons déduire des documents que nous avons examinés, ainsi que de la mesure dans laquelle les recherches et les rapports actuels tiennent compte de l'expertise des personnes ayant une EV. À cet égard, nous nous appuyons également sur un corpus limité, mais croissant, de documents supplémentaires pour présenter certaines pratiques prometteuses clés en ce qui a trait à la participation significative de personnes ayant une EV. Conformément à notre cadre analytique, nous décrivons ensuite ce que les expériences consignées de personnes ayant une EV nous ont appris en matière d'abordabilité et de qualité du logement, d'accès à des services d'aide au logement et de besoins insatisfaits en matière de logement.

Conclusions générales

L'itinérance et les besoins impérieux de logement constituent des problèmes URGENTS dans tout le Canada, surtout pour les personnes et les familles à très faible revenu et pour les membres de communautés historiquement marginalisées, notamment les personnes autochtones, noires et les autres personnes racisées, les personnes handicapées et les personnes membres de communautés LGBTQ2S+, qui sont surreprésentées au sein de la population des personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement par rapport à la population canadienne en général (Claveau, 2020; Statistique Canada, 2021). Lorsqu'une personne est aux prises avec des problèmes d'itinérance ou des besoins impérieux de logement, cela a des répercussions profondes et durables sur sa santé physique et mentale, ainsi que sur son bien-être. Les documents que nous avons examinés reconnaissent les inégalités structurelles et les systèmes d'oppression qui créent cette situation. Cependant, de nombreuses études se concentrent encore sur les facteurs déterminants individuels de l'itinérance. Par exemple, nombre d'études que nous avons examinées étaient axées sur les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou qui consomment des substances plutôt que sur l'extrême pauvreté, le chômage, le racisme et la pénurie de logements abordables adéquats, ainsi que sur d'autres causes structurelles de l'itinérance et des besoins impérieux de logement. Cela risque de réduire l'attention portée aux causes structurelles de l'itinérance et de la précarité du logement (Gerrard, 2016; Cronley, 2010; Pleace et Qulgars, 2003).

À cause des systèmes oppressifs et des circonstances qui en découlent, qui suscitent des besoins impérieux de logement et l'itinérance, de plus en plus d'importance est accordée à la nécessité d'utiliser des systèmes d'aide au logement tenant compte des traumatismes, particulièrement pour les jeunes (Côté, 2021, 2019; Doucet, 2018; Fast et coll., 2018; Gaetz, 2016a, 2016b; Karabanow, 2018, 2008; Kidd et coll., 2020, 2019a, 2019b, 2016; Klodwasky et coll., 2006; Schwan et coll., 2018), les femmes (Kahan et coll., 2019; Fortheringham et coll., 2014; Latchford, 2006; Marshall et coll., 2021; Milaney et coll., 2020a; Schmidt et coll., 2015; Shier et Graham, 2011; Bernas et coll., 2019; Schwan et coll., 2021), les femmes trans (Sakomoto et coll., 2010; Schwan et coll., 2021), les familles et les personnes âgées (Grenier et coll., 2021; Humphries et Canham, 2021; Milaney et coll., 2020b; O'Neil et coll., 2021), les personnes qui consomment des substances (Jacob et coll., 2021; Patterson et coll., 2013), les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques (Kerman et Sylvestre, 2019; Monari et coll., 2020), et les peuples autochtones (Bingham et coll., 2019, 2018; Shier et Graham, 2011; Schmidt et coll., 2015; Bernas et coll., 2019).

Un petit nombre d'études pancanadiennes ont joué un rôle important en éclairant de nombreuses recherches dans ce domaine. En voici quelques-unes : l'Enquête canadienne sur le logement (Statistique Canada, 2021), l'Enquête pancanadienne sur le besoin en logement et l'itinérance chez les femmes (Schwan et coll., 2021), L'état de l'itinérance au Canada 2016 (Gaetz et coll. 2016a); et Sans domicile : un sondage national sur l'itinérance chez les jeunes (Gaetz et coll., 2016b).

Une grande partie des documents analysés mettent l'accent sur l'approche Logement d'abord en tant que modèle de logement avec services de soutien. Cela n'est pas surprenant étant donné la place qu'elle occupe dans les initiatives fédérales de lutte contre l'itinérance. Cinquante-trois des études que nous avons examinées ont évalué l'efficacité de l'approche Logement d'abord pour répondre aux besoins en matière de logement des personnes ayant participé au programme. Selon ces études, le modèle Logement d'abord est plus efficace que les autres modèles de logements avec services de soutien. Toutefois, le modèle Logement d'abord est plus efficace lorsqu'il est adapté aux besoins précis des personnes qui

utilisent les services et lorsque celles-ci reçoivent une aide globale comprenant des programmes de santé, des programmes financiers et des programmes sociaux. De plus, et comme nous l'exposons plus en détail ci-dessous, le modèle Logement d'abord comporte des limites qu'il faut envisager avec sérieux. Il convient également de noter que, dans ces articles, les références explicites au logement en tant que droit étaient moins fréquentes. Bien que le droit à un logement sans condition préalable soit l'un des principes fondamentaux de l'approche Logement d'abord en tant que modèle et philosophie de programme, il n'a pas été développé dans la documentation axée sur le programme Logement d'abord.

Les 288 documents que nous avons analysés portaient sur des groupes de personnes différents, bien que ceux-ci se chevauchent parfois. Le tableau 1 donne un aperçu des identités sociales auxquelles s'intéressent les articles et les rapports auxquels ont participé des personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Bon nombre des articles et des rapports que nous avons examinés comprenaient des renseignements démographiques sur des participants et participantes ayant une EV, mais les analyses subséquentes ne tenaient pas compte de leurs identités uniques. Pour les documents que nous avons examinés, la taille du bassin de participants et participantes variait considérablement, certains documents étant des comptes rendus individuels de l'expérience d'une personne et d'autres, des études comptant plus de 500 participants et participantes.

Le rôle des personnes ayant une EV au-delà de celui de sujets de recherche	
Nombre de documents auxquels des personnes ayant une EV ont participé de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche	51
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les femmes et les personnes de diverses identités de genre	11
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les personnes qui viennent d'arriver au Canada, notamment les personnes immigrantes et réfugiées	0
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les personnes qui consomment des substances ou ont des étiquettes psychiatriques	5
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les jeunes	11
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les peuples autochtones	5
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les adultes qui s'identifient aux communautés LGBTQ2S+	1
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les personnes âgées	0
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les hommes	1
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les familles	3
Nombre de ces documents qui étaient axés sur les diverses identités sociales	14

Le rôle des personnes ayant une EV ou des besoins impérieux de logement dans l'évolution des connaissances liées au logement

Dans l'ensemble des documents compilés aux fins de la présente étude, rares étaient ceux auxquels des personnes ayant une EV ont participé de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Dans la grande majorité des documents que nous avons examinés (plus de 80 %), l'EV était présentée dans le cadre des données recueillies par l'équipe de recherche et analysée sans aucune autre participation manifeste de personnes ayant une EV. Dans l'ensemble, seuls 51 des 288 documents analysés comportaient une participation plus productive de personnes ayant une EV⁸. Quarante-quatre de ces documents ont été découverts au moyen de l'analyse documentaire. Le taux d'inclusion de personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche ou participants passifs et participantes passives était plus élevé dans l'échantillon de plans communautaires et d'évaluations des besoins (7 sur 20). Cependant, dans les sept cas, il s'agissait de plans sur l'itinérance. Aucun de ces documents n'était une évaluation des besoins ou un plan propre au logement.

Pour la plupart des plans communautaires et des évaluations des besoins, la participation de personnes ayant une EV a eu lieu au moyen d'entrevues, de groupes de discussion ou de laboratoires de conception, d'événements communautaires ou de sondages. Certains des sondages mentionnés étaient des sondages publics plus généraux dont, dans bien des cas, les résultats n'étaient pas désagrégés pour déterminer le nombre de personnes en situation d'itinérance et/ou ayant des besoins impérieux de logement qui y ont répondu. Ces plans et rapports ne comprenaient souvent pas de données primaires désagrégées, ce qui limitait la transparence quant aux personnes prises en considération dans le cadre du processus de planification. De plus, bon nombre des rapports et des plans ne précisait pas si les conclusions et les recommandations provenaient directement de personnes ayant une EV. Lorsque les points de vue de personnes ayant une EV étaient compris, ils étaient ostensiblement intégrés à ceux de la « collectivité », un terme fourre-tout apparemment utilisé pour désigner toutes les personnes consultées qui ne fournissaient pas de services ni de fonds et ne représentaient pas le gouvernement. Une fois regroupé avec les intérêts des autres membres de la communauté, le point de vue des personnes ayant une EV risque d'y être englobé ou d'être effacé. Sans la participation directe de personnes ayant une EV, il n'y a aucun moyen de garantir publiquement que nous tenons compte de leurs intérêts et de leurs priorités et que nous répondons à leurs besoins en établissant des objectifs, des mesures et des indicateurs de planification locaux.

Nous avons regroupé les 44 articles et les sept plans communautaires dans le cadre desquels des personnes ayant une EV ont participé de façon autre qu'en tant que sujets de recherche en quatre approches, classées de la participation la plus intensive à la moins intensive : documents rédigés par des personnes ayant une EV, participation de personnes ayant une EV à l'ensemble du projet, participation de personnes ayant une EV au moyen d'entrevues de suivi et d'une vérification et participation de personnes ayant une EV au recrutement et à la collecte de données.

8. Il est possible que certaines des autres études que nous avons examinées aient fait appel à des personnes ayant une EV sans que cela ne soit indiqué dans l'étude ou le rapport connexe. Nous espérons que, dans la mesure du possible, le travail et les connaissances de personnes ayant une EV ont été mis en évidence dans les documents que nous avons examinés.

Documents rédigés par des personnes ayant une EV

Sesula et Kassam (2014) ont rédigé un article sur les obstacles à l'accès aux services de santé mentale, et Kassam a parlé des obstacles liés à la santé mentale. Chapple (2016) est une auteure ayant une EV qui a mené une enquête sur l'expérience de l'itinérance d'adultes membres des communautés LGBTQ2S+. Leblanc (2021) a rédigé une recherche portant sur sa propre EV et discuté avec des personnes qui passent leurs nuits dehors afin de souligner l'invisibilité de cette population dans le cadre des politiques québécoises sur le logement. L'organisme Parkdale People's Economy (2018) a créé un guide sur les réalités liées aux déplacements de population dans la région de Toronto, produit une recherche communautaire et recommandé des politiques. Voronka et coll. (2014) sont des auteurs ayant une EV qui, dans le cadre de leurs recherches, se sont penchés sur les expériences relatives au soutien en santé mentale à l'aide de récits de personnes ayant une EV.



Participation continue de personnes ayant une EV

Dans Brown et coll. (2007), l'équipe de recherche a fait appel à de jeunes Autochtones ayant une EV de l'itinérance et de mesures de protection de l'enfance pour préparer les objectifs et les questions de leur étude, effectuer et orienter le recrutement et participer à l'analyse et à la révision des données découlant des résultats (p. 57). Kidd et coll. (2019 a; 2019b) font appel à de jeunes pairs leaders pour tous les aspects de la conception des études et pour la diffusion des connaissances sur les transitions des jeunes quittant l'itinérance. Nichols et Braimoh (2018) ont adopté une approche de recherche participative et embauché des jeunes en tant que chercheurs et participants. Dans le cadre de cette étude, des jeunes ayant une EV ont également interrogé des fournisseurs de services (ibid.). Paradis (2017) a embauché et formé des femmes ayant une EV et leur a fourni du soutien matériel pour leur permettre de participer à ses travaux en tant que recruteuses, animatrices d'ateliers et responsables de l'élaboration de recommandations stratégiques. Dans le même ordre d'idées, Lewis (2016) a travaillé avec des communautés de personnes ayant une EV pour le recrutement, l'élaboration d'un plan d'accessibilité et la mobilisation des connaissances.

Phipps et coll. (2021) ont effectué des recherches sur la précarité du logement et l'itinérance en milieu rural avec une équipe de chercheurs et de chercheuses universitaires et communautaires d'Owen Sound, en partenariat avec d'autres groupes consultatifs communautaires de la région. Phipps et Masuda (2018) ont mené un projet de recherche participatif soutenant le leadership des personnes ayant une EV auprès de locataires vivant dans les régions urbaines et rurales de l'Ontario. Schwan et coll. (2021) ont fait appel à des pairs chercheurs et à des personnes ayant une EV pour concevoir et mettre à l'essai des questions d'enquête dans le cadre de leur étude sur les expériences des femmes et des personnes de diverses identités de genre en matière de logement et d'itinérance. Les personnes ayant une EV ont également participé à la collecte de données, à leur analyse et à la mobilisation des connaissances (ibid.). Nous avons découvert deux sources médiatiques populaires présentant des témoignages de personnes ayant une EV. Dans un billet de blogue de 2018, l'artiste Déné Michael Fatt parle de son expérience personnelle de l'itinérance, du fait qu'il a survécu à la rafle des années 1960 et à la consommation de drogues, et présente des œuvres d'art qu'il a créées pour illustrer ses récits. Dans un billet de blogue de Ferguson (2021), des témoignages de personnes ayant une EV de la vie dans des campements sont utilisés pour pousser la Ville de Toronto à demander un moratoire sur les évacuations de campements. Un petit nombre d'études font état de l'utilisation d'approches participatives, mais sans expliquer en détail la nature de la participation des personnes ayant une EV à toutes les étapes du processus de recherche (Fotheringham et coll., 2014; Forchuk et coll., 2022).

Quatre plans communautaires de lutte contre l'itinérance ont fait appel à des personnes ayant une EV tout au long du processus de planification en créant des groupes consultatifs ou des comités sur l'EV. Ces plans comprenaient la Intersectional Gender-Based Strategy to End Homelessness in Winnipeg (Bernas et coll., 2019); le Community Plan to End Homelessness in the Capital Region 2019-2024 (Greater Victoria Coalition to End Homelessness, 2019); Kelowna's Journey Home Strategy (Turner, 2018); et le plan quinquennal 2020-2025 (2019) de End Homelessness Winnipeg. Certains plans ont également fait appel à des personnes ayant une EV pour examiner des renseignements, les analyser et formuler des recommandations, ou pour occuper des rôles liés à la collecte des données, comme l'animation de groupes de discussion et de dialogue sur l'EV (Bernas et coll., 2019). C'est l'Intersectional Gender-Based Strategy to End Homelessness de Winnipeg (Bernas et coll., 2019) qui a offert la répartition la plus complète en termes de participation de personnes ayant une EV à chaque étape du projet, notamment grâce à la création d'un comité consultatif appelé First Voice Advisory Committee qui avait un droit de représentation et d'opposition sur les décisions et les recommandations du comité directeur de l'ensemble du projet.

Participation de personnes ayant une EV au moyen d'entrevues de suivi et d'une vérification

Dans le cadre de leurs recherches sur la maternité et l'itinérance, Benbow et coll. (2019; 2011) ont effectué des entrevues de suivi avec des participants et participantes pour leur demander de commenter l'interprétation et l'analyse des données par l'équipe de recherche afin de « développer conjointement des connaissances et d'en arriver à une compréhension commune » (Benbow et coll., 2019, p. 181). Brais et Maurer (2021) ont tenté de réaliser des entrevues de suivi, mais une seule personne participante s'est présentée. Nelson et coll. (2016) ont invité les personnes interrogées ayant une EV à fournir des commentaires et un rapport préliminaire décrivant leurs conclusions. Thulien et coll. (2018) ont fait appel à des jeunes ayant une EV dans le cadre de consultations sur des thèmes relatifs à l'intégration sociale et à l'itinérance découlant des données de recherche, ainsi que pour éclairer leur interprétation des données de recherche.



Participation de personnes ayant une EV au recrutement et à la collecte de données

Dans le cadre d'une étude d'Abramovich datée de 2021, les jeunes qui ont participé à la recherche étaient appuyés par des pairs qui ont facilité le recrutement et contribué au matériel de collecte de données. Des jeunes membres de communautés LGBTQ2S+ ayant une EV en matière de précarité du logement ont participé à une autre étude réalisée par Abramovich (2019), mais cette participation a été limitée à l'étape de la collecte de données. Le Conseil Jeunesse de Montréal est un organisme dirigé par des jeunes qui ont consulté des personnes de 12 à 30 ans ayant une EV des problèmes d'instabilité résidentielle afin de rédiger un rapport sur les réalités du logement au sein de la ville (2016). Des consultations ont également été effectuées dans le cadre du Plan communautaire 2019-2024 de Saskatoon pour le financement de la stratégie Vers un chez-soi (2019). Il s'agissait du seul des 14 plans Vers un chez-soi que nous avons examinés décrivant de façon détaillée la participation de personnes ayant une EV. L'approche de l'équipe de recherche comprenait un processus itératif de schématisation du secteur du logement accompagné de réunions communautaires et de réunions du secteur du logement, de consultations, d'activités



d'apprentissage et de travail effectué en particulier avec des peuples autochtones et les jeunes ayant une EV de l'itinérance, ainsi que des exercices de schématisation itératifs.

Dans Fleming et coll. (2019), des pairs adjoints à la recherche ont recruté des participants et des participantes pour examiner les expulsions à Vancouver. Comme dans Grewel et coll. (2021), huit personnes participantes ayant une EV ont pris part à un remue-méninges et à la détermination des obstacles auxquels font face les personnes ayant une EV qui sont aux prises avec le diabète (p. 6). Hwang et coll. (2003) ont formé des personnes ayant une EV des maisons de chambres afin de faire des sondages auprès de leurs pairs pour étudier la relation entre le logement et la santé dans des maisons de chambres de Toronto. Kennelly (2015) a collecté des données visuelles et vidéo avec des personnes participantes pour explorer les expériences des jeunes pendant les Jeux olympiques de Vancouver. Logan et Murdie (2014) ont utilisé une approche de recherche par amorce photo pour recueillir des données sur les expériences des personnes d'origine tibétaine qui viennent d'arriver à Toronto. Somers et coll. (2013) ont fait participer des personnes ayant une EV à des groupes de discussion afin et d'éclairer les demandes de subvention, la conception des recherches et les recherches elles-mêmes en assurant leur pertinence. Werschler et Ronis (2015) ont recruté trois jeunes au sein de leur échantillon de recherche et les ont formés pour recueillir des données relatives aux besoins de jeunes hommes risquant de se retrouver sans abri à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Certaines autres études ont permis de mettre sur pied des groupes consultatifs de personnes ayant une EV pour éclairer les recherches (Leviton-Reid et coll., 2020; Sakamoto et coll., 2010; Stewart et coll., 2010).

Pratiques prometteuses pour la mobilisation de personnes ayant une EV

La rareté des articles impliquant la participation de personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche démontre que celles-ci font encore face à des obstacles pour éclairer nos perceptions du logement et de l'itinérance au Canada. Il existe un corpus croissant, quoique limité, de documents rédigés par des personnes ayant une EV qui offrent des renseignements importants sur la façon de mobiliser adéquatement les personnes ayant une EV et d'accorder une importance centrale à leurs connaissances. Nelson, un chercheur ayant une EV (2020, 2016), décrit les difficultés relatives à la structuration et à l'organisation des connaissances sur l'itinérance issues de l'EV dans le contexte canadien tout en maintenant qu'il est impératif de le faire si nous voulons agir de façon à assurer le droit au logement. Les documents qui portent sur le développement des capacités de mobilisation des personnes ayant une EV, dont certains sont abordés ci-dessus, mettent l'accent sur un domaine de pratique prometteuse pour passer des pratiques courantes consistant à exclure les connaissances des personnes ayant une EV et à les rendre invisibles dans les recherches (Nelson, 2020; Yarbrough, 2020), à des pratiques consistant à centrer les recherches sur les personnes ayant une EV en tant que détenteurs de connaissances.

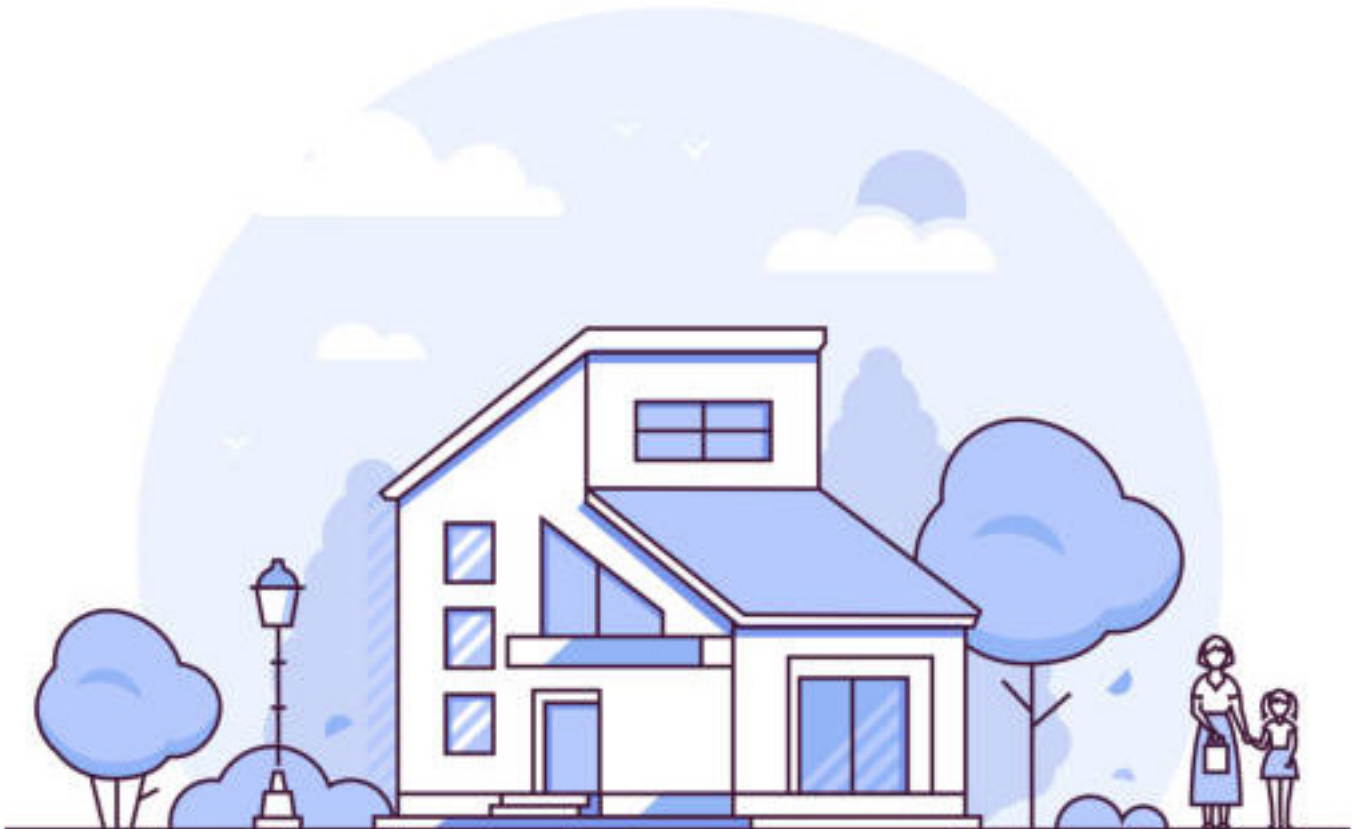


D'autres chercheurs ayant une EV soulignent que la reconnaissance du soutien matériel et social que nécessitent les personnes ayant une EV pour pouvoir participer pleinement à la recherche en tant que collaboratrices plutôt qu'en tant que sujets est très prometteuse et pourrait contribuer à transformer les espaces de création de connaissances, non seulement afin que ceux-ci comprennent des connaissances issues de l'EV, mais aussi pour tirer parti de la valeur de ces connaissances afin de transformer les interventions en matière d'itinérance. Les pratiques de recherche prometteuses qui permettent de garantir que des personnes ayant une EV sont au cœur de la collecte de données comprennent la mobilisation par des méthodes participatives, communautaires et narratives et la formation de pairs chercheurs

(Frederick, Daley et Zahn, 2018; Lewis, 2016). Les approches faisant appel à des personnes ayant une EV à toutes les étapes de la recherche et de la mobilisation des connaissances et accordant la priorité aux occasions de produire des résultats non traditionnels et importants pour les collectivités ont également leur importance.

Pour les communautés les plus touchées à la fois par la discrimination systémique et la précarité du logement, notamment les communautés de personnes autochtones, noires et racisées, les communautés LGBTQ2S+ et celles de personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques (Akom et coll., 2008, Andrews et Heerde, 2021, Tuck et Yang, 2014), l'autodétermination et le leadership en matière d'EV dans la recherche sont essentiels pour que les connaissances soient encrées dans la communauté. Bien qu'il soit mince, le corpus croissant de documents dirigés et rédigés par les personnes qui sont les plus touchées par l'itinérance (Cataldo et coll., 2021; Jarrett, 2016; Loignon et coll., 2018; Malenfant et Smith, 2021) démontre que les personnes ayant une EV, qui étaient auparavant des sujets de recherche, agissent maintenant en tant que leaders pour trouver des solutions d'avenir, non seulement en ce qui concerne la compréhension de l'itinérance et des besoins impérieux de logement, mais aussi pour réaliser le droit au logement dans tout le Canada.

Pour les communautés les plus touchées à la fois par la discrimination systémique et la précarité du logement, notamment les communautés de personnes autochtones, noires et racisées, les communautés LGBTQ2S+ et celles de personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques (Akom et coll., 2008, Andrews et Heerde, 2021, Tuck et Yang, 2014), l'autodétermination et le leadership en matière d'EV dans la recherche sont essentiels pour que les connaissances soient encrées dans la communauté.



Expérience relative au logement des personnes ayant une expérience vécue de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement

Comme nous l'avons déjà indiqué, les principes de la SNL comprennent d'accorder la priorité aux besoins en matière de logement des personnes qui en ont le plus besoin : les femmes et les enfants, notamment ceux et celles qui fuient la violence; les personnes âgées; les jeunes adultes; les Autochtones; les personnes handicapées; les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie (que nous appelons dans le présent rapport des personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou qui consomment des substances); les anciens combattants et anciennes combattantes; les personnes qui s'identifient comme membres de communautés LGBTQ2S+; les personnes membres de groupes racisés; les personnes qui viennent d'immigrer, en particulier les réfugiés et réfugiées; et les personnes en situation d'itinérance (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2018).

Une grande partie de la documentation que nous avons examinée portait sur certains aspects de l'abordabilité et de la qualité, notamment l'accessibilité, l'absence de discrimination et l'adéquation des logements. Les documents comprenaient peu de définitions explicites de ces termes. Les discussions relatives à chacun de ces aspects donnent donc l'occasion de réfléchir à la compatibilité des définitions élaborées à l'externe et des connaissances issues de l'EV, ainsi que sur la façon dont l'EV remet ces définitions en question et les élargit.

Abordabilité

L'un des rapports complémentaires préparés pour le groupe de travail du CNL sur la SNL (Beer et coll., 2022) souligne que l'offre de logements créée par les programmes de financement unilatéraux de la SNL souffre de définitions problématiques de l'abordabilité. Bien que la SNL définisse l'abordabilité en matière de logement comme le fait qu'un ménage consacre moins de 30 % de son revenu brut aux coûts de logement directs, les initiatives fédérales de la SNL en ce qui concerne l'offre de logements utilisent généralement des définitions de l'abordabilité relatives aux loyers moyens du marché plutôt qu'au revenu. Comme le font remarquer Beer et coll. (2022), même si l'abordabilité est un critère obligatoire pour participer à ces programmes, peu des logements créés dans le cadre de ces programmes sont abordables pour les personnes en situation d'itinérance et celles qui ont des besoins impérieux de logement (p. 4).

Une grande partie de la documentation que nous avons examinée portait sur certains aspects de l'abordabilité et de la qualité, notamment l'accessibilité, l'absence de discrimination et l'adéquation des logements. Les documents comprenaient peu de définitions explicites de ces termes. Les discussions relatives à chacun de ces aspects donnent donc l'occasion de réfléchir à la compatibilité des définitions élaborées à l'externe et des connaissances issues de l'EV, ainsi que sur la façon dont l'EV remet ces définitions en question et les élargit.

Dans les documents que nous avons examinés, des personnes ayant une EV discutaient de la nécessité de faire progresser l'abordabilité du logement au moyen de stratégies et de définitions ayant un lien significatif avec les besoins des personnes qui sont en situation d'itinérance ou ont des besoins impérieux de logement. Cela devrait comprendre au moins :

- la reconnaissance de plusieurs niveaux d'abordabilité, dont l'offre de logements très abordables à 50 % ou moins des taux moyens du marché pour les personnes à revenu faible ou fixe (Kerman et coll., 2019; PPE, 2018);
- la reconnaissance et la légalisation de divers types de logements abordables, comme les maisons de chambres (Hwang, 2002; EPI, 2018);
- le fait de mettre l'accent sur l'importance d'investir dans des possibilités de logement social hors marché, notamment des logements avec services de soutien, des logements subventionnés par le gouvernement et des logements dont le loyer est indexé sur le revenu (LPR) (Leviton-Reid et coll., 2020);
- l'élaboration et la mise en œuvre, en collaboration avec des personnes détenant des connaissances issues de l'EV, de l'Allocation canadienne pour le logement de la SNL pour offrir des suppléments-logements directs à des personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement (Stergiopoulos et coll., 2017).

Presque tous les comptes rendus de connaissances issues de l'EV relatives à l'abordabilité mettaient l'accent sur l'abordabilité des logements locatifs, ce qui concorde avec les données selon lesquelles les personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement sont surtout des locataires, qui ont tendance à avoir des revenus inférieurs et des logements moins sûrs (Bunting, 2004) que les propriétaires-occupants. Toutefois, certaines publications sur les connaissances en matière d'abordabilité des logements abordables issues de l'EV et l'expérience des personnes âgées font également état de préoccupations relatives à l'accession à la propriété (Weeks, 2010).

Il n'est pas surprenant de constater que selon les recherches axées sur les connaissances issues de l'EV, l'abordabilité est un obstacle important à l'obtention d'un logement stable.

Selon les témoignages de personnes en situation d'itinérance, l'absence de logements abordables est un obstacle majeur à leur sortie de l'itinérance (Conseil jeunesse de Montréal, 2017; Doucet et coll., 2018; Hill et coll., 2020; Kennelly et coll., 2015; Lazarus et coll., 2011; Piat et coll., 2012; Young et coll., 2017). Un certain nombre de documents mettaient l'accent sur le lien direct entre l'insuffisance des prestations d'aide sociale et l'itinérance, car le niveau de l'aide au revenu empêche les bénéficiaires de se payer un logement au loyer du marché, ce qui les force à passer de l'itinérance à des conditions de logement inadéquates et temporaires (Jadidzadeh et Kneebone, 2018; Kennedy et coll., 2016; Meij et coll., 2020; Voronka et coll., 2017; Waldbrook, 2013). Leviton-Reid et Parker (2018) décrivent l'insuffisance des taux d'aide sociale comme étant associée à une « crise » du logement chez les adultes célibataires à faible revenu non âgés.

Plusieurs articles mettaient en évidence l'intensité des préoccupations des personnes qui viennent d'immigrer et des personnes réfugiées au Canada en ce qui concerne l'abordabilité du logement (Brown et coll., 2016; Carter et coll., 2009; Francis et coll., 2014; Hiebert et coll., 2017; Ives et coll., 2014; Logan et Murdie, 2014; St Arnault et Merali, 2021; Sylvestre et coll., 2017; Walsh et coll., 2015). **Selon les personnes participantes ayant une EV, les facteurs précis qui influent sur la capacité des personnes immigrantes et réfugiées à se payer un logement comprennent un revenu insuffisant, la difficulté d'obtenir un emploi sans expérience de travail au Canada, le manque d'antécédents de crédit locaux et**

l'absence de réseaux familiaux pour offrir un soutien au revenu. Nous discutons plus en détail ci-dessous des défis particuliers relatifs aux besoins insatisfaits en matière de logement des personnes qui viennent d'arriver au Canada.

D'autres documents mettaient en évidence les défis uniques des jeunes en ce qui concerne l'abordabilité, en particulier pour les jeunes qui bénéficient d'un soutien familial limité et des personnes n'ayant plus accès aux services à l'enfance en raison de leur âge (Conseil jeunesse de Montréal, 2017; Doucet et coll., 2018; Kennelly et coll., 2015; Kidd, 2019; RAPSIM, 2016; Schnelly et coll., 2018). Les obstacles pour les jeunes comprenaient le manque d'antécédents de crédit, la faiblesse du revenu et la présence d'étiquettes psychiatriques rendant difficile l'accès aux études et à l'emploi. Les femmes (Jones, 2015; Kahan, 2019; Paradis et coll., 2017; Schwan et coll., 2021) peuvent également faire face à des obstacles particuliers à l'abordabilité du logement et sont plus susceptibles d'éprouver des besoins impérieux de logement, en particulier les femmes à faible revenu, les femmes handicapées, les mères monoparentales et les femmes autochtones (Jones, 2015; Schwan et coll. 2021). Les appels à la justice lancés dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) ont maintes fois souligné le rôle essentiel d'un logement sûr et abordable pour résoudre la crise de l'ENFFADA (Réclamer notre pouvoir et notre place, 2019). Les autres groupes ayant des préoccupations particulières relativement à l'abordabilité comprennent les personnes âgées (Weeks, 2010), les personnes qui étudient (Sotomayer et coll. 2021), et les adultes célibataires occupant des emplois peu rémunérés (Kahan, 2019). Les problèmes de logement auxquels font face les membres de ces groupes sont analysés plus en détail à la section *Besoins insatisfaits en matière de logement*.

Selon les personnes participantes ayant une EV, les facteurs précis qui influent sur la capacité des personnes immigrantes et réfugiées à se payer un logement comprennent un revenu insuffisant, la difficulté d'obtenir un emploi sans expérience de travail au Canada, le manque d'antécédents de crédit locaux et l'absence de réseaux familiaux pour offrir un soutien au revenu. Nous discutons plus en détail ci-dessous des défis particuliers relatifs aux besoins insatisfaits en matière de logement des personnes qui viennent d'arriver au Canada.

Les discussions sur l'abordabilité fondées sur une EV indiquent toutes que la possibilité de trouver un logement social très abordable hors marché n'est pas une perspective réaliste à court ou moyen terme et qu'il existe un lien entre l'insuffisance du revenu et l'abordabilité du logement, en particulier pour les personnes qui font face à des obstacles à l'emploi. L'incapacité de se procurer un logement abordable, qui est sous-jacente à l'urgence de la situation, était associée à une série de répercussions négatives sur les personnes concernées, notamment l'exclusion sociale, le fait de ne pas se sentir en sécurité dans son logement et les problèmes d'accessibilité et de qualité du logement (Leviten-Reid et coll., 2020).

Qualité convenable

Peu de définitions de la qualité du logement découlent des connaissances issues de l'EV. La « charte des droits des locataires » rédigée par des personnes ayant une EV fait reposer le concept de qualité du logement sur le droit à un logement sûr, de bonne qualité et à l'inclusion sociale par la participation à la prise de décisions et à des activités constructives (Coplan et coll., 2015). Le rapport Parkdale People's Economy (2018), rédigé en collaboration avec des personnes ayant une EV, définit de façon semblable la qualité des logements, qui doivent être « sûrs, sains, durables et bien entretenus; offerts dans le cadre de relations respectant les droits des locataires; inclusifs pour l'ensemble des locataires peu importe leur race, leur classe, leur sexe et leurs capacités et répondre aux besoins des locataires en termes d'espace et de mode d'occupation » (p. 30). De plus, dans son mot d'ouverture, la défenseure du logement récemment nommée au Canada a souligné que la définition

de la qualité et de l'adéquation du logement doit dépasser les considérations relatives à la composition des ménages (Houle, 2022). Dans le cadre de notre analyse et en nous appuyant sur les définitions susmentionnées dérivées de l'EV, nous avons relevé les trois aspects de la qualité qui ont reçu le plus d'attention, c'est-à-dire l'accessibilité, la protection contre la discrimination et l'adéquation.

Accessibilité

Bien que peu de définitions de l'accessibilité aient été formulées par des personnes ayant une EV, ce que nous avons découvert cadre en grande partie avec l'exposé sur l'abordabilité qui précède. La « charte des droits des locataires » rédigée par des personnes ayant une EV fait reposer le concept de qualité du logement sur l'accès aux mesures de soutien et aux services nécessaires ainsi que sur le droit de vivre dans une collectivité inclusive exempte de discrimination (Coplan et coll., 2015). Le rapport Parkdale People's Economy (2018) définit les logements accessibles de façon semblable : « des logements répondant aux besoins de l'ensemble des locataires, avec un processus de demande accessible, sans discrimination fondée sur le revenu et la situation d'emploi, dont la conception universelle ou adaptable permet aux personnes handicapées de vivre de façon autonome et dans la dignité et donnant aux locataires, au besoin ou à leur discrétion, accès à des services de soutien établis en fonction d'un continuum de soins » (p. 30). Ce qui est encore plus important, c'est que ces définitions correspondent à une vision multidimensionnelle de l'accessibilité intégrant des éléments de conception des logements qui ont une incidence sur la capacité des gens à accéder au logement. Les documents que nous avons examinés reprennent certains aspects de la qualité décrits par le Haut-Commissariat des droits de la personne (1991) comme l'accessibilité, l'emplacement et l'adéquation sur le plan culturel.



L'un des aspects de l'accessibilité analysés dans les documents que nous avons consultés repose sur les caractéristiques physiques du logement. Par exemple, les personnes qui possèdent des connaissances issues de l'EV et ayant des problèmes de mobilité ont parlé de la difficulté de trouver des logements sans caractéristiques constituant des obstacles, comme des escaliers (Reynolds et coll., 2016; Sylvestre et coll., 2018; Weeks, 2010). Les personnes ayant des connaissances issues de l'EV ont également parlé de l'importance de l'emplacement géographique des logements abordables du marché privés et des logements sociaux, surtout pour les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou des besoins de santé complexes. Dans leur stratégie intersectionnelle de lutte contre l'itinérance fondée sur le sexe pour Winnipeg, Bernas et coll. (2019) font remarquer que l'environnement bâti devrait contribuer activement à la décolonisation en créant des espaces accessibles pour se rassembler, participer à des cérémonies traditionnelles et culturelles et accueillir des visiteurs et visiteuses, des familles plus grandes et des ménages intergénérationnels (p. 48-49). Certaines personnes participantes ayant une EV ont expliqué avoir besoin de logements sociaux ou de logements avec services de soutien, mais que ceux-ci n'étaient pas facilement accessibles, surtout dans les régions moins urbanisées (CAMH, 2022; Diaksi, 2012). D'autres ont expliqué que dans les régions urbaines, les logements abordables sont situés dans des régions mal desservies par le transport en commun ou éloignées des principaux services dont ils et elles dépendent (Marshall et coll., 2021; Paradis et coll., 2017). Cela indique que, comme la proximité d'une vaste gamme de services, l'emplacement constitue un élément clé de l'accessibilité. Dans le cadre de plusieurs débats sur l'accessibilité, des personnes ayant une EV ont fait ressortir les difficultés que posent les exigences en matière de documents à fournir, comme les renseignements bancaires, les références et les documents nécessaires pour effectuer des vérifications de solvabilité et d'emploi (Carter, 2009, Kidd, 2019; Sotomayer et coll., 2021) pour accéder à un logement locatif.

Absence de discrimination

L'un des autres aspects relatifs à la qualité du logement qui a de l'importance dans le cadre d'une approche axée sur les droits consiste à déterminer si les gens sont victimes de discrimination en ce qui concerne l'accès à un logement ou le fait de pouvoir y rester. Les personnes ayant des connaissances issues de l'EV ont souvent parlé de discrimination sur la base d'un certain nombre de motifs protégés pour accéder à des logements du marché privés, notamment de discrimination contre les familles de personnes immigrantes ou réfugiées (Carter, 2009); de discrimination fondée sur la race, l'ethnicité ou les origines autochtones (Piat et coll., 2012; AFAC, 2018; Nixon, 2018; Walsh et coll., 2015); de discrimination envers les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou ayant reçu un tel diagnostic (Hill, 2020; Piat et coll., 2012), de discrimination envers les jeunes (Greater Victoria Coalition to End Homelessness, 2019; ville de Windsor, 2019; Schwan et coll., 2018; Social Planning Council and Resource Assistance for Youth, 2016); de discrimination envers les bénéficiaires de l'aide sociale (Hill, 2020; Piat et coll., 2012), de discrimination envers les personnes membres de communautés LGBTQ2S+ (Ecker et Kubicek, 2017), de discrimination contre les mères à faible revenu (Jones, 2015) et de discrimination contre les femmes (Lazarus et coll., 2006; Leviten-Reid et coll., 2020; Shier et coll., 2011; Singer, 2004).

Les expériences de discrimination dans les logements du marché privé étaient liées à la difficulté d'obtenir un logement et à la probabilité d'expulsion. Les personnes qui ont des connaissances issues de l'EV ont décrit l'utilisation d'avis d'expulsion et de zones grises juridiques pour faire pression sur les locataires indésirables afin qu'ils mettent fin à leur

contrat de location (Fleming, 2019; Piat et coll., 2012; Walsh et coll., 2015). Les femmes ayant une déficience intellectuelle ont décrit le lien entre la discrimination fondée sur le sexe et leurs préoccupations en matière de sécurité au sujet de leur logement (Lazarus et coll., 2006; Leviten-Reid et coll., 2020). Les familles de personnes immigrantes ou réfugiées ayant une EV ont parlé de discrimination fondée sur la taille de la famille et le statut d'immigrant ou d'immigrante (Carter, 2009).

En ce qui concerne le droit au logement, plusieurs articles considéraient que le manque d'information sur les droits des locataires et les politiques d'expulsion néfastes constituent des violations des droits des locataires (Coplan et coll., 2015; Fleming et coll., 2019; Gaetz et coll., 2016; Teixeira, 2011, 2009 et 2018). Une étude qualitative de Fleming et coll. (2019) présentait le manque de soutien aux droits des locataires de la façon suivante :

La plupart des personnes ayant participé à l'étude qui vivaient dans des logements sans but lucratif ne savaient pas s'ils avaient des droits en vertu de la Loi sur la location à usage d'habitation (p. ex., droit à un préavis, possibilité de contester une expulsion), ce qui compromettait davantage leur sécurité en matière de logement. Comme elles croyaient ne pas être protégées, les personnes ayant participé à l'étude étaient souvent expulsées de logements sans but lucratif de façon verbale et avec un court préavis (6,5 jours en moyenne), ce qui ne leur laissait pas le temps de trouver un autre logement ou un lieu d'entreposage sûr pour leurs effets personnels. Les participants et participantes ont qualifié d'injustes les processus entourant les expulsions de logements sans but lucratif et expliqué, pour reprendre les mots d'Olivia (femme blanche de 40 ans), qu'ils et elles n'avaient « pas de droits » (p. 173).

En ce qui concerne le manque d'information au sujet des droits relatifs au logement, une étude ethnographique de Forchuk et coll. (2022) sur l'expérience des familles nouvellement immigrées affirme « qu'à leur arrivée au Canada, les familles immigrantes seraient confrontées à des situations précaires en matière de logement en raison de difficultés systémiques relatives à la disponibilité de l'information, à leurs droits et à leurs responsabilités, ainsi qu'à d'autres problèmes socioéconomiques » (p. 36). Les personnes qui l'ont rédigée demandent instamment au gouvernement canadien de respecter « la Charte des droits de l'homme des Nations Unies, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967, ainsi que les droits et la dignité de toutes les personnes concernées, notamment les personnes immigrantes et leurs familles » (ibid., p. 36). Elles citent également la position de la Commission ontarienne des droits de la personne, selon laquelle « avoir un logement convenable est un droit de la personne essentiel à la dignité humaine en tout lieu et en tout temps » (ibid., p. 36).

La « charte des droits des locataires » (Coplan et coll., 2015) dont nous avons déjà parlé constitue une réponse des personnes ayant une EV à ces injustices. L'équipe⁹ a utilisé des entrevues et des groupes de discussion pour déterminer les divers besoins des locataires de logements avec services de soutien, notamment : 1. le droit à l'indépendance; 2. le droit d'accéder à des mesures et à des services de soutien; 3. le droit de vivre dans une collectivité inclusive; 4. le droit à l'habilitation; 5. le droit à la sécurité; 6. le droit à la sécurité dans un logement locatif; 7. le droit à un logement de bonne qualité; 8. le droit au rétablissement; 9. le droit à la sécurité alimentaire; 10. le droit à des activités significatives (ibid.).

9.The Dream Team est un organisme fondé par des personnes ayant une EV qui s'intéresse aux logements avec services de soutien destinés à des personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou qui consomment des substances.

En plus de la discrimination, les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou qui consomment des substances ont décrit d'autres obstacles à l'accessibilité pour obtenir et conserver un logement, notamment en ce qui concerne des exigences relatives au respect de régimes de traitement précis comme condition au logement (Hwang, 2012; Kennedy et coll., 2016). Le fait que les exigences relatives au traitement soient présentées comme des obstacles au logement renforce l'importance des approches Logement d'abord pour les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ou qui consomment des substances (Aubry et coll., 2016; Hwang, 2012; Kennedy et coll., 2016). Fait préoccupant, une étude récente a révélé que la proportion de femmes et de personnes de diverses identités de genre ayant une incapacité physique et qui sont considérées comme ayant des problèmes psychiatriques déclarant être incapables d'accéder à des maisons d'hébergement est beaucoup plus élevée que chez les personnes non handicapées (Schwan et coll., 2021).

Adéquation

Un logement adéquat est un logement dont la taille, l'emplacement et l'état conviennent aux besoins d'un ménage. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (1991) tient compte de ces aspects dans ses définitions de la disponibilité des services, des matériaux, des installations, des infrastructures et de l'habitabilité. Dans notre examen des documents tenant compte de l'EV, les préoccupations relatives aux caractéristiques physiques des logements auxquels ont accès les personnes ayant une EV comprenaient les préoccupations relatives au mauvais état, au délabrement, à la sécurité, à l'absence d'appareils de cuisson et aux infestations d'animaux ou d'insectes nuisibles (CAMH 2022; Jones, 2015; Kirst et coll., 2020; Patterson et coll., 2014; Schwan et coll., 2021, Sylvestre et coll. 2018). Les femmes vivant dans des logements de mauvaise qualité ont signalé des problèmes de sécurité ayant une incidence négative sur leur qualité de vie et leur inclusion sociale (Jones, 2015; Paradis et coll., 2017). Les récits de personnes ayant une EV parlaient également du surpeuplement comme d'un obstacle à l'obtention de logements appropriés (Christensen, 2016; Ives, 2014; Paradis et coll., 2017; Perrault et coll., 2020). Les groupes touchés par le surpeuplement comprenaient les personnes qui ont immigré récemment, les personnes réfugiées, les femmes et les personnes vivant dans des collectivités du Nord. Un rapport récent sur le logement des Autochtones en milieu urbain, rural et nordique indique également que les ménages autochtones font plus souvent face au surpeuplement et vivent plus souvent dans des logements nécessitant des réparations majeures que les ménages non autochtones (Baspaly et coll. 2022). Le manque de logement adaptés sur le plan culturel était également un problème pour les Autochtones vivant hors réserve (AFAC, 2018; Nixon, 2018).

Plusieurs articles soulignaient l'importance de pouvoir choisir son logement pour les personnes ayant une EV, ce choix contribuant à un sentiment d'autonomie et de sécurité personnelle (Hasforda, 2019, Patterson et coll., 2014). Les participants et participantes ayant une EV ont également indiqué qu'il était important que les logements sociaux comprennent des espaces partagés et des services intégrés (Leviten-Reid et Lake, 2016; Piat et coll., 2012). Le fait de vivre dans des logements de mauvaise qualité était associé à la stigmatisation et à l'exclusion sociale, ce qui indique qu'il existe un lien entre les caractéristiques physiques d'un espace et les dynamiques sociales (CAMH 2022; Patterson et coll., 2014; Sylvestre et coll. 2018).



De nombreux articles fondés sur les connaissances de personnes ayant une EV décrivaient les avantages de l'approche Logement d'abord (Aubry et coll., 2016; Cherry et coll., 2020; Hatch, 2021; Parpouchi et coll., 2013), mais certains soulignaient également que cette approche pourrait ne pas convenir à tous les groupes. Dans le cadre des programmes Logement d'abord destinés aux peuples autochtones, l'absence de logements sûrs adaptés sur le plan culturel et comprenant des liens avec les territoires, la communauté, la famille et les pratiques spirituelles était problématique (Alaazi et coll., 2015; Christensen, 2016; Ion, 2018; Paradis, 2018; Schmidt et coll., 2015). Dans les régions rurales, Logement d'abord a été critiqué comme étant une approche moins appropriée pour lutter contre l'itinérance lorsque l'absence de parc locatif privé entraînait l'échec de l'approche locative parce que la clientèle ne voulait pas quitter sa région (Macdonald et Gaulin, 2020; McCartney et coll., 2021). Par ailleurs, de nombreuses collectivités font face à des défis pour réussir à mettre en œuvre le modèle Logement d'abord en raison d'une pénurie de logements abordables pour les ménages à faible revenu et d'un manque d'intégration des systèmes pour répondre aux besoins globaux complexes des personnes participant au programme Logement d'abord, ainsi que du non-respect des principes fondamentaux de l'approche Logement d'abord par les programmes Logement d'abord.

Pour résumer cet exposé sur la qualité du logement, les documents tenant compte de l'EV relèvent un certain nombre de lacunes en ce qui concerne l'accessibilité, la protection contre la discrimination et l'adéquation de l'offre de logements. **Les principales conclusions sont notamment que les personnes à faible revenu ayant des besoins en termes d'accessibilité ne sont pas en mesure d'accéder à un logement convenable; que malgré les lois fédérales et provinciales sur les droits de la personne, il existe de la discrimination en matière de logement sur la base d'un certain nombre de motifs protégés et que les logements destinés aux personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement ne sont pas toujours appropriés quant à la taille, à l'état physique des logements ou d'équipements culturels et au soutien offert aux résidents et résidentes.** Nous analysons la question de l'accès à l'aide au logement plus en détail ci-dessous.

Accès à l'aide au logement

Notre étude a également révélé des obstacles systémiques et d'importantes considérations relatives aux expériences vécues quant à l'accès aux programmes et aux services de logement. L'un des thèmes récurrents abordés dans les documents met en évidence les points de vue de personnes ayant une EV sur la nécessité d'offrir des services de défense des droits et d'orientation aux personnes en situation d'itinérance qui s'efforcent de faire une transition vers un logement sûr, stable et adéquat. Les services d'orientation et de défense des droits comprennent le soutien aux personnes en situation d'itinérance pour les aider à chercher un logement et à remplir des formulaires de demande, les interventions auprès des propriétaires, la transmission d'informations sur les ressources et le soutien en matière de logement, etc. (Ecker et Kubicek, 2017; O'Neil et coll., 2021; St Arnault et Merali, 2019). Les services de ce genre peuvent contribuer à renforcer les capacités des personnes ayant une EV pour leur permettre d'élargir la portée de leurs stratégies de recherche de logements. Ils peuvent également offrir un soutien et des conseils généraux au cours d'un processus pouvant s'avérer accablant et incertain (Thulien et coll., 2018).

Par contre, l'absence de services d'orientation et de défense des droits peut faire en sorte que certaines personnes demeurent coincées dans leurs situations d'itinérance, en particulier celles qui sont en situation d'itinérance chronique (Hill et Tamminen, 2020). Le manque de soutien en matière d'orientation peut aussi s'avérer particulièrement lourd pour les personnes qui viennent d'arriver au Canada et les personnes réfugiées qui font face à



des obstacles supplémentaires pour trouver un logement à cause des différences linguistiques et culturelles (D'Addario et coll., 2017; Ives et coll., 2014). Coplan et coll. (2015) soulignent que les personnes qui viennent d'arriver au Canada et les personnes réfugiées qui ont des besoins linguistiques particuliers ont souvent moins facilement accès aux services, voire pas du tout. Une étude sur le parcours vers le logement des personnes réfugiées décrit l'incidence des services de défense des droits et des services d'orientation qui appliquent un sentiment d'humilité culturelle et d'appartenance dans le cadre de leur fonctionnement comme le fait de « contribuer à permettre aux personnes réfugiées de trouver un logement abordable et d'y accéder, peu importe la source de fonds qu'elles utilisent pour gravir les échelons de l'échelle des revenus [...] Les défenseurs des personnes réfugiées ont posé des gestes concrets, comme de les aider directement à chercher un logement, à remplir des formulaires ou à écrire des lettres attestant de leur admissibilité à un logement subventionné, ou à trouver des interprètes pour les aider à s'y retrouver au sein du marché local de l'habitation et des logements locatifs disponibles » (St. Arnault et Merali, 2019, p. 237).

Comme, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, les gens sont également victimes de discrimination en ce qui concerne l'accès aux services d'aide au logement et de soutien lié au logement, Stergiopolous (2012) suggère que les programmes et services de soutien liés au logement devraient s'adapter pour mieux servir leur clientèle, en particulier celle qui a des origines ethniques ou raciales diverses, par exemple en embauchant du personnel issu des mêmes populations que celle-ci et en lui offrant un espace pour parler des expériences de racisme et de discrimination. Ecker et Kubicek (2017) font valoir un argument semblable au sujet des adultes membres de communautés LGBTQ2S+, en particulier les personnes âgées, qui font également face à des obstacles pour accéder aux services. Les documents soulignent également la façon dont les programmes et les services de logement doivent comprendre la prestation inclusive de mesures de soutien continues aux membres de diverses identités de genre de la collectivité pour s'assurer que leur transition vers le logement soit harmonieuse, soutenue et adaptée à leurs traumatismes (Ecker et Kubicek, 2017; Osuji et Hirst, 2015), un concept que nous exposons plus en détail ci-dessous.

L'une des principales préoccupations soulevées dans les documents au sujet de l'accès à l'aide au logement et à des services liés au logement est que, dans certains cas, les personnes ayant une EV doivent accéder à une maison d'hébergement, à des services de crise ou à des services d'urgence avant d'être admissibles à d'autres services. Dans certains cas, les maisons d'hébergement sont essentielles pour permettre à ces personnes d'accéder à des programmes et à des ressources en matière de logement (Shier et coll., 2011), mais cela crée des lacunes pour les personnes en situation d'itinérance ou ayant des besoins impérieux de logement qui n'ont pas accès au système des maisons d'hébergement.

Une étude sur les parcours menant à l'itinérance et permettant d'en sortir soulignait que certaines « femmes sont devenues itinérantes pour avoir accès à d'autres services de soutien dont elles avaient besoin. Nous l'indiquons, car cela remet en question notre perception des raisons pour lesquelles les gens accèdent à des maisons d'hébergement d'urgence et à des services continus de maisons d'hébergement pour personnes en situation d'itinérance. De façon générale, les gens accéderaient à des maisons d'hébergement en dernier recours. Bien que cela soit parfois le cas, car certains répondants et certaines répondantes avaient fait le tour de toutes les possibilités, d'autres n'avaient pas accès à toutes ces possibilités et ce n'est qu'en devenant itinérantes qu'elles ont commencé à recevoir le soutien dont elles avaient besoin » (Jones et coll., 2012, p. 107, voir aussi Whitzman 2021). Une étude qui a fait appel à des jeunes des quatre coins du Canada pour trouver des solutions à l'itinérance a mis en évidence le fait que certains jeunes sont condamnés à l'itinérance, car les processus

permettant d'avoir accès à des logements sûrs, adéquats et abordables sont fastidieux (Schwan et coll., 2018); « Des jeunes de tout le Canada nous demandent d'agir maintenant pour éliminer les obstacles administratifs et bureaucratiques à l'accès à des logements subventionnés : les politiques, les exigences et les critères qui condamnent les jeunes et leurs familles à la pauvreté et à l'itinérance jusqu'à ce qu'ils soient considérés comme étant suffisamment "dans le besoin" pour mériter un logement » (Schwan et coll., 2018, p. 50). La nouvelle défenseure fédérale du logement, Marie-Josée Houle, a fait part de cette préoccupation en soulignant que les systèmes de logement et de lutte contre l'itinérance ne devraient pas être conçus uniquement pour répondre aux besoins des personnes qui ont tout perdu, comme celles qui ont été expulsées et se retrouvent dans une maison d'hébergement. « Nous ne devrions pas attendre que les gens en soient arrivés là pour leur trouver un logement [...] nous devons faire mieux! » (Houle, 2022). Dans l'ensemble, cela représente une lacune importante dans le continuum du logement et des services de soutien connexes. Le fait de concevoir l'accès aux ressources en matière de logement en fonction de l'utilisation du système de maisons d'hébergement dresse une série d'obstacles importants pour les personnes qui n'accèdent jamais au système des maisons d'hébergement parce qu'elles sont en situation d'itinérance cachée ou refusent de le faire en raison d'expériences dangereuses, d'un manque de dignité, de racisme ou de discrimination, d'une absence de sentiment d'appartenance, d'un manque de connaissances des ressources ou du fait que celles-ci ne répondent pas adéquatement à leurs besoins (Bernas et coll., 2019; Schwan et coll., 2021; Shier et coll., 2011; Whitzman, 2021).

Dans bien des cas, l'accès à l'aide au logement et aux services liés au logement se limite aux ressources disponibles au sein du système, qui sont souvent inadéquates et font en sorte que certaines personnes demeurent en situation d'itinérance. Il manque plus particulièrement de soutien et de programmes de logement pour certains groupes précis de personnes en situation d'itinérance ayant des besoins particuliers en matière de logement, comme des logements avec services de soutien pour les femmes qui tentent d'effectuer une transition vers un logement sûr et stable, particulièrement les femmes autochtones (Réclamer notre pouvoir et notre place, 2019) et surtout dans les collectivités nordiques du Canada (Schmidt et coll., 2015). Les logements de transition appropriés pour les personnes qui quittent un logement collectif à court terme (hôpitaux, maisons d'hébergement, etc.) constituaient une autre source de préoccupation. L'absence de logements de transition appropriés a suscité de l'instabilité en matière de logement (Abramovich et coll., 2019; Canham et coll., 2021; Doucet, 2018).



La disponibilité de logements de transition adaptés à la culture et comportant des liens vers des mesures de soutien appropriées ciblant des groupes dignes d'équité (comme les jeunes, les personnes membres de communautés LGBTQ2S+, les Autochtones) a une incidence positive sur l'inclusion sociale, la qualité de vie et la sécurité d'occupation (Abramovich et coll., 2019; Kidd, 2019; Klodawsky et coll., 2006; Leviten-Reid et Lake, 2016; Piat et coll., 2012). Les expériences vécues montrent à quel point les inégalités entre les races et les sexes ont rendu l'accès au logement de plus en plus difficile, en particulier dans le marché locatif privé, ce qui a une incidence sur l'accès au logement des membres de groupes comme les familles monoparentales dirigées par la mère, les personnes immigrantes et réfugiées, les personnes racisées et les personnes handicapées (Jones et coll., 2015; Paradis, 2019).

Il y a aussi un manque criant de mesures d'aide au logement appropriées pour les peuples autochtones. Cela est clairement énoncé dans les appels à la justice lancés dans le cadre de l'ENFFADA (Réclamer notre pouvoir et notre place, 2019). De plus, dans leur récent rapport sur le logement des Autochtones et l'itinérance, Baspaly et coll. (2022) font remarquer l'importance de « mesures de soutien complètes [permettant aux fournisseurs de services] de veiller à ce que les personnes autochtones s'épanouissent, peu importe leur âge, leur genre, leurs expériences, leur situation familiale, leurs problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, leur revenu, leur employabilité et leurs capacités physiques. La capacité [des fournisseurs] à fournir ces services est mise à rude épreuve en raison du “manque global de lieux culturellement sûrs à offrir [aux personnes et aux familles] [...]” » (p. 14). Bingham et coll. (2019) renchérissent en soulignant qu'au Canada, « la violence faite aux femmes autochtones a été largement publicisée, mais que cela n'a pas éclairé la planification des interventions en matière de logement » (sommaire), et en faisant remarquer par la suite « l'importance de reconnaître les expériences distinctes des femmes autochtones [notamment le risque élevé de suicide] lorsqu'on leur offre des logements et des services de soutien pertinents, en particulier ceux qui mettent l'accent sur les services adaptés à la culture et aux traumatismes » (p. 6).

En résumé, les documents tenant compte de l'EV démontrent clairement l'importance d'offrir du soutien aux personnes qui tentent d'accéder à un logement abordable et de qualité convenable. Les services d'orientation et de défense des droits peuvent s'avérer particulièrement importants pour les personnes en situation d'itinérance et les personnes qui viennent d'arriver au Canada. Il est essentiel pour les peuples autochtones de se voir offrir un plus grand nombre de mesures de soutien en matière de logement qui tiennent compte des conséquences permanentes du colonialisme. Il est également essentiel d'offrir des services de logement de transition aux personnes quittant des habitations collectives à court terme. L'application d'une perspective intersectionnelle à l'ensemble de ces besoins révèle que les services de soutien liés au logement doivent tenir compte du fait que les populations particulières ont des besoins différents. Enfin, en matière d'aide au logement, il faut tenir compte du fait qu'il est essentiel que ces mesures d'aide soient offertes aux gens avant que ceux-ci ne se retrouvent condamnés à l'itinérance.

Besoins insatisfaits en matière de logement

Les histoires racontées dans les documents que nous avons analysés confirment que certains groupes particuliers ont de nombreux besoins insatisfaits en matière de logement (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2018). Les études traitant du droit au logement affirment souvent que l'absence d'une approche du logement abordable axée sur les droits mène à l'insatisfaction continue des besoins des jeunes (Baskin, 2007; Doucet, 2018;

Karabanow et coll. 2018; Schwan et coll., 2018; Conseil des jeunes de Montréal, 2017), des Autochtones (Baskin, 2007; Gaetz et coll., 2016), des familles (Paradis, 2017), des femmes (Jones et coll., 2015; Lazurus et coll., 2011; Schwan et coll., 2021; Singer, 2004); des personnes qui consomment des substances, de celles qui sont considérées comme ayant des problèmes psychiatriques ainsi que de celles qui passent leurs nuits dehors et n'ont pas accès à des maisons d'hébergement (Leblanc, 2021).

Notre analyse révèle également les situations complexes que vivent les personnes dont l'identité ne correspond pas parfaitement à un groupe. Par exemple, Abramovitch et Kimura (2021), Abramovitch et coll. (2019) et Côté et Blais (2021, 2019) se penchent sur les expériences uniques des jeunes qui s'identifient aux communautés LGBTQ2S+, tandis que Walsh et coll. (2015) examinent les expériences des nouvelles arrivantes. Autrement dit, la détermination de groupes de personnes ayant des besoins insatisfaits en matière de logement s'accompagne de certains risques, notamment, même par inadvertance, l'homogénéisation des expériences des personnes composant ces groupes.

En d'autres termes, notre analyse souligne qu'il n'y a pas d'expérience universelle de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement et que, par conséquent, pour répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement, il faudra porter une attention beaucoup plus minutieuse aux types de logements soutenus par la SNL, et cela en suivant les conseils de personnes ayant une EV. L'identité des gens, qui a une incidence sur les obstacles auxquels ils font face comme la stigmatisation et la discrimination, joue un rôle important sur leur parcours de logement et le soutien dont ils ont besoin pour accéder à un logement approprié et le conserver.

En d'autres termes, notre analyse souligne qu'il n'y a pas d'expérience universelle de l'itinérance ou des besoins impérieux de logement et que, par conséquent, pour répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement, il faudra porter une attention beaucoup plus minutieuse aux types de logements soutenus par la SNL, et cela en suivant les conseils de personnes ayant une EV.

Notre analyse comprenait un peu plus de 30 articles portant sur les jeunes ayant une EV. Seulement 11 de ces articles comportaient la participation de jeunes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Les besoins des jeunes en matière de logement diffèrent de ceux des adultes à cause de l'incidence que l'itinérance et la précarité du logement peuvent avoir sur le développement personnel, l'acquisition de compétences nécessaires à la vie quotidienne et l'accès à des possibilités d'éducation et d'emploi (Parouchi et coll., 2021; Schwan et coll., 2018). La grande majorité des études étaient axées sur les jeunes en situation d'itinérance et soulignaient un large éventail de besoins insatisfaits, notamment l'accès à : des services de soutien appropriés (p. ex., Abramovitch et Kimura, 2021; Bani-Fatemi et coll., 2020; le Conseil jeunesse de Montréal, 2017; Kahan et coll., 2019; Wershler et Ronis, 2015); des logements sûrs et abordables (p. ex., Brown et coll., 2007); des logements pour les jeunes qui consomment des substances (p. ex., Csiemik et coll., 2017; Fast et coll., 2018) et des mesures de soutien répondant aux besoins des jeunes n'ayant plus accès aux services à l'enfance en raison de leur âge (Doucet, 2018), des jeunes en transition pour quitter l'itinérance (Kidd et coll., 2020, 2019; Lalonde et coll., 2021) et/ou des jeunes Autochtones (Kidd et coll., 2019).

La recherche sur les expériences en matière de logement des personnes qui viennent d'arriver au Canada met également en évidence des besoins insatisfaits uniques liés au logement. Nous n'avons trouvé aucune étude sur les personnes qui viennent d'arriver au Canada et ayant une EV à laquelle celles-ci aient participé de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. S'appuyant sur ses recherches antérieures, Hiebert (2017) souligne que « les mauvaises conditions de logement amplifient tous les autres défis que les personnes qui viennent d'arriver au Canada doivent relever pour trouver leur place dans la

société canadienne (Francis et Hiebert, 2014) » (p. 4). En effet, les résultats des recherches sur les personnes qui viennent d'arriver au Canada ayant une EV soulignent les défis complexes auxquels font face les membres de cette population hétérogène. Par exemple, Bhattacharyya et coll. (2020) expose l'incidence de la taille de la famille, des antécédents de traumatisme et de la maîtrise de l'anglais ou du français sur l'accès au logement des personnes réfugiées d'origine syrienne et yézidie et souligne, en particulier, les défis uniques liés au logement engendrés par les expériences traumatisantes des femmes yézidiennes. Dans les petites collectivités, même la disponibilité des logements constitue un problème. Par exemple, dans le cadre de son étude sur les personnes venant d'arriver à North Bay, en Ontario, Brown (2016) a constaté que « le défi ou l'obstacle le plus souvent cité par ces personnes [...], qu'elles soient actuellement locataires ou qu'elles vivent avec des membres de leur famille, était la disponibilité de logements locatifs » (p. 738).

En plus des travaux de Bhattacharyya et coll. mentionnés précédemment, un petit groupe de recherche sur les personnes qui viennent d'arriver au Canada ayant une EV se concentre précisément sur les expériences des nouvelles arrivantes (p. ex., Berman et coll., 2009; Ives et coll., 2014; Sjollema et coll., 2012; Walsh et coll., 2015). Ces études révèlent que l'insécurité en matière de logement expose les nouvelles arrivantes à un risque élevé d'exploitation (Ives et coll., 2014) et, comme l'expliquent Sjollema et coll. (2014) : « Les déclarations des femmes démontrent constamment que, pour les nouvelles arrivantes, la principale cause d'insécurité en matière de logement est un revenu inadéquat par rapport à la hausse des coûts du logement (p. 209). En outre, comme nous l'avons exposé dans la section sur la qualité du logement, de nombreuses femmes ont indiqué que la discrimination fondée sur la présence d'enfants ou l'ethnicité, les antécédents de traumatisme et les obstacles linguistiques sont des facteurs négatifs lorsqu'il s'agit de trouver un logement stable » (p. 209). Ce problème, que cette étude a signalé il y a près d'une décennie, ne peut qu'avoir empiré compte tenu de la conjoncture actuelle du logement.

Les documents que nous avons examinés étayaient également le fait que les peuples autochtones du Canada vivent l'itinérance de façon disproportionnée. Environ 30 des articles que nous avons examinés portaient précisément sur les Autochtones ayant une EV. Ils adoptaient rarement des cadres de connaissances autochtones et peu d'entre eux décrivaient une participation de personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche (pour prendre connaissance d'exceptions, voir Christensen, 2011, NWAC, 2018). Pour comprendre l'incidence de l'itinérance sur les femmes autochtones, Nixon (2012, 2018) adopte la roue médicinale comme cadre et l'utilise pour révéler les besoins en matière de logement propres aux femmes autochtones. Certains articles décrivant les expériences des peuples autochtones ayant une EV sont axés sur le Nord et traitent de la pénurie de logements et de services de soutien dans la région (Christensen, 2011; Young et Manion, 2017). Ces études mettent en évidence l'interaction complexe de facteurs comme les historiques de traumatismes, le colonialisme et les interactions avec les systèmes coloniaux de justice et de protection de l'enfance, le manque de logement et la toxicomanie pour engendrer et reproduire l'itinérance (Christensen, 2011, AFAC, 2018; Nixon, 2018). Ces facteurs sont également documentés dans d'autres recherches sur l'expérience des peuples autochtones (Alberton, 2020).

D'autres recherches sur les expériences des peuples autochtones ayant une EV traitent de l'importance de concevoir des logements adaptés à leur culture (Alaazi et coll., 2015; Bernas et coll., 2019; Latimer et coll., 2018; AFAC, 2018), de la crise du logement en milieu urbain à laquelle font face les peuples



(Baspaly et coll., 2022; Kauppi, 2018) et de la prévalence des problèmes relatifs au logement auxquels font face les personnes ayant une EV, comme « les propriétaires absents ou absentes, la saleté, les ententes louches relatives au loyer et les immeubles dangereux[...] » (Brown et coll., 2007, p. 62). Dans un sondage mené auprès de fournisseurs de logements aux Autochtones, les répondants ont presque toujours indiqué « [être incapables de combler] les besoins holistiques (spirituels, psychologiques, émotionnels et physiques) de leurs clients [...] » (Baspaly et coll., 2022, p. 13). Ion et coll. (2018) présentent un certain nombre de recommandations de politiques sociales axées sur des solutions pour créer et gérer des logements pour des personnes autochtones vivant avec le VIH ou touchées par le virus. Certaines de ces recherches soulignent également que comme ils manquent de possibilités pour se loger, les peuples autochtones sont forcés de migrer de régions et de réserves éloignées et rurales vers des centres urbains (Kishigami et coll., 2008; Shaikh et Rawal, 2019; AFAC, 2018), ce qui peut entraîner non seulement des transferts culturels, mais aussi de nouveaux problèmes de logement et d’itinérance.

Environ 22 études et un plan communautaire que nous avons analysés se concentraient sur les expériences des femmes en matière de logement. Certains de ces documents portaient notamment sur des personnes de diverses identités de genre, d’autres sur des intersections identitaires particulières (les documents traitant des nouvelles arrivantes, comme nous l’avons indiqué ci-dessus, par exemple), tandis que d’autres avaient une portée plus vaste. Par exemple, dans une étude à méthodes mixtes sur les femmes âgées vivant dans des logements sociaux collectifs en Ontario, Marshall et coll. (2021) suggèrent que les plans régionaux sur le logement portant sur une période de 10 ans appuyés par la SNL constituent un bon point de départ pour remédier à la pénurie de logements abordables, mais qu’il est possible qu’ils ne suffisent pas à « répondre à la demande actuelle de logements pour certains des citoyens et citoyennes les plus vulnérables du Canada sur le plan social » (p. 22).

Une étude récente de grande envergure sur les expériences des femmes et des personnes de diverses identités de genre en matière de logement et d’itinérance (Schwan et coll., 2021) faisait appel à un sondage élaboré en collaboration avec des femmes ayant une EV pour répondre aux questions suivantes : « Quels sont les principaux défis liés au logement auxquels les femmes et les personnes de diverses identités de genre font face, et quelles sont les aptitudes et les ressources que ces groupes emploient pour affronter ces difficultés? [...] Quelles sont les atteintes aux droits au logement que vivent les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre? [...] Quels changements politiques et pratiques devraient être apportés afin de répondre efficacement aux besoins en matière de logement et d’itinérance des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre au Canada? » (p. 5-6). Bien que le rapport complet mérite une grande attention, certaines de ses principales conclusions comprennent le fait que parmi les quelque 500 répondants et répondantes, « [...] 79 % des femmes et des personnes de diverses identités de genre en situation de besoin de logement ou d’itinérance déclarent avoir un handicap.... » (p. 7) et que leurs faibles revenus (notamment des prestations d’aide sociale nettement insuffisantes) et la pauvreté constituent les principaux obstacles qui les empêchent d’accéder au logement (ibid.).

Dans le même ordre d’idées, cette étude indique également que « la raison principale pour laquelle les femmes et les personnes de diverses identités de genre ont perdu leur dernier logement est une rupture, 47 % d’entre elles ayant fait état de cette situation. Cette raison expliquait un plus grand nombre de pertes de logement que tous les problèmes d’abordabilité et toutes les préoccupations relatives à la sécurité, expériences de violence, pertes de revenu ou de subventions ou mauvaises conditions de logement. » (p. 44). Comme l’explique le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à un logement suffisant,

« le droit indépendant des femmes à la sécurité d'occupation, quel que soit le statut familial ou relationnel, devrait être reconnu dans les lois, les politiques et les programmes nationaux de logement » (cité dans Schwan et coll., 2021, p. 44). Les résultats soulignent le fait qu'au Canada, le droit des femmes et des personnes de diverses identités de genre à un logement sûr et de qualité convenable est sérieusement compromis.

Les documents que nous avons examinés font également état des besoins insatisfaits des personnes âgées en matière de logement. Selon l'une des études que nous avons examinées, même dans les logements avec services de soutien, les hommes âgés membres de groupes minoritaires étaient victimes d'exclusion identitaire et institutionnelle à cause de discrimination relative à leur origine ethnique, à leur langue ou à leur orientation sexuelle (Burns et coll., 2020, p. 1). Comme il fallait s'y attendre, les personnes âgées qui détiennent des connaissances issues de l'EV soulignent un important besoin de mesures de soutien qui permettent de vieillir chez soi, notamment en santé et bien-être, des espaces sociaux partagés et des logements physiquement accessibles, car ces mesures répondent à d'importants besoins en matière de logement (p. ex., Leviten-Reid et Lake, 2016; Humphries et Canham, 2021; Reynolds et coll., 2016).

Dans les recherches que nous avons examinées, les personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques et les personnes qui consomment des substances étaient régulièrement regroupées, bien que l'accent semble avoir été mis davantage sur celles ayant une EV considérées comme ayant des problèmes psychiatriques. Ces personnes sont généralement décrites comme vivant avec une maladie mentale. Les études sur ce groupe prouvent que le fait que certaines personnes soient considérées comme ayant des problèmes psychiatriques et la consommation de substances contribuent aux problèmes de logement et sont exacerbés par ceux-ci. Les services de soutien intégrés au logement sont importants pour répondre aux besoins de logement de ces populations (Paleupa et coll., 2013; Patterson et coll., 2013), tout comme l'accès à des services qui favorisent l'inclusion sociale, notamment en matière de loisirs et d'emploi (Patterson et coll., 2014), tout en évitant de mettre l'accent sur la « guérison » des personnes ayant une EV.

L'un des concepts évoqués en tant que stratégie-cadre pour répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement consiste à utiliser une approche systémique. Une approche systémique « fait appel à la collaboration entre les organismes, à la programmation personnalisée et à la prestation de services communautaires [...] Dans le secteur de l'itinérance, un système de services est une méthode communautaire (ou encore provinciale, territoriale ou nationale) permettant d'offrir différemment des services d'aide aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir » (Homeless Hub, s.d., paragraphe 1). Une étude de Canham et coll. (2021) examinait la façon dont des systèmes de soins coordonnés et communautaires ont aidé des personnes ayant une EV qui avaient récemment reçu leur congé de l'hôpital. Les avantages d'une approche systémique comprennent « une collaboration entre les fournisseurs de logements sans but lucratif, les spécialistes de la santé et d'autres personnes pour assurer la prestation d'un service apportant un véritable soutien à la clientèle » (p. 7).



Les systèmes de services comprennent également des ramifications non conventionnelles. Dans le cadre d'un examen des bibliothèques¹⁰ publiques en tant que sites d'intervention, Hill et Tamminen (2020) ont, en expliquant que les bibliothèques¹⁰ sont un site accessible et accueillant pour les personnes ayant une EV, reconnu l'utilité de réseaux de service accessibles aux personnes en situation d'itinérance ayant une EV. Les personnes en situation d'itinérance et les populations à risque sont d'importants utilisateurs des programmes et des services des bibliothèques, car celles-ci sont souvent leur seul moyen d'accéder à des ressources et à du soutien au quotidien et constituent parfois le premier endroit où elles vont pour lorsqu'elles ont besoin d'un endroit sûr (p. 474).

Certains documents font également référence à des programmes coordonnés précis qui ont donné des résultats positifs pour les personnes ayant une EV, comme le Housing Outreach Program et le Homeless Prevention Program de la Colombie-Britannique, le Toronto Mental Health and Addictions Access Point, le programme Peer Education and Connection through Empowerment (PEACE) pour les jeunes de Toronto et le Supporting Transitions and Recovery Learning Centre (STAR) à Toronto (Canham et coll., 2019; Coplan et coll., 2015; Kahan et coll., 2019; Khan et coll. 2020). De plus, comme nous l'avons déjà indiqué, plusieurs articles examinaient les approches coordonnées évaluées dans le cadre de l'essai contrôlé Chez Soi/ At Home du programme le Logement d'abord (p. ex., Chung et coll., 2018; Fleury et coll., 2014; Kirst et coll., 2020; Lachaud et coll., 2021).

En outre, 15 des 20 plans communautaires et évaluations des besoins traitent, d'une certaine manière, d'une approche systémique (ou de « systèmes », pour les activités externes aux secteurs de l'itinérance et du logement), en faisant généralement référence aux systèmes d'accès coordonnés, qui sont maintenant exigés dans le cadre du volet Communautés désignées du programme Vers un chez-soi. Certains de ces plans et évaluations indiquaient que, selon les personnes ayant une EV et les fournisseurs de services, il était difficile d'accéder au complexe système de services, ce qui indique la nécessité d'améliorer la coordination et l'accessibilité, mais aucune information n'était fournie au sujet de l'expérience des gens en ce qui concerne l'accès coordonné. Il faudrait, surtout maintenant que l'approche a été adoptée à l'échelle nationale, effectuer davantage de recherches pour comprendre l'incidence des systèmes d'accès coordonnés sur l'expérience des gens en matière d'accès aux services.

L'utilisation d'approches tenant compte des traumatismes pour répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement est également abordée. Selon le gouvernement du Canada, les approches tenant compte des traumatismes sont « des politiques et des pratiques qui reconnaissent les liens entre les traumatismes, la violence et leurs répercussions négatives sur la santé et les comportements » (Agence de la santé publique du Canada, 2018). De plus, « les approches tenant compte des traumatismes [...] nécessitent des changements fondamentaux dans la façon dont les systèmes sont conçus, dont les organisations fonctionnent et dont les praticiens entrent en relation avec les personnes [pour] : comprendre les traumatismes et la violence ainsi que leurs répercussions sur la vie et le comportement des personnes; créer des environnements psychologiquement et physiquement sûrs; favoriser des possibilités de choix, de collaboration et d'établissement de rapports; offrir une approche basée sur les forces et le renforcement des capacités pour appuyer l'acceptation et la résilience des clients. » (Ibid.)

10. The Living Library: Stories of Housing and Home (<https://nfpl.historicniagara.ca/s/livinglibrary/page/exhibit>) est un projet intéressant de la bibliothèque publique de Niagara Falls qui renforce le rôle important que jouent les bibliothèques pour les personnes ayant une EV.

Les systèmes et les approches en matière de services qui tiennent compte des traumatismes témoignent d'un virage vers des approches plus pertinentes sur le plan culturel et plus globales pour répondre aux besoins impérieux de logement et lutter contre l'itinérance au Canada. Dans le cadre de notre analyse documentaire, nous avons trouvé plusieurs études faisant appel aux deux approches ou les examinant (Doucet, 2018; Fortheringham et coll., 2014; Gaetz et coll., 2016a, 2016b; Kahan et coll., 2019; Kidd et coll., 2020; Schmidt et coll., 2015; Shier et Graham, 2011). Par exemple, Schmidt et coll. (2015), qui ont examiné les expériences des itinérantes dans les territoires du Nord du Canada, ont déclaré que les femmes participant à l'étude préconisaient des « services intégrés, tenant compte des traumatismes et axés sur les femmes pour intervenir face aux facteurs sociaux et économiques qui ont une incidence sur l'itinérance et la santé mentale » (p. 74). L'adoption d'une approche tenant compte des traumatismes est un principe qui sous-tend les appels à la justice décrits dans le rapport final de l'enquête de l'ENFFADA (Réclamer notre pouvoir et notre place, 2019). Les documents soulignant la participation de personnes ayant une EV manifestaient de la considération envers les systèmes et les approches tenant compte des traumatismes à cause de leur façon conviviale de répondre aux besoins de logement des jeunes, des personnes considérées comme ayant des problèmes psychiatriques, des personnes qui consomment des substances, des Autochtones, des personnes réfugiées, des femmes et des personnes de la communauté LGBTQ2S+. Il est évident que, plutôt que de forcer les gens à participer à des programmes universels, il faut tenir compte de l'étape à laquelle ils sont arrivés.

Les systèmes et les approches en matière de services qui tiennent compte des traumatismes témoignent d'un virage vers des approches plus pertinentes sur le plan culturel et plus globales pour répondre aux besoins impérieux de logement et lutter contre l'itinérance au Canada.

En résumé, la portée et l'ampleur des besoins insatisfaits en matière de logement consignés dans les documents que nous avons analysés soulignent l'urgence du problème de l'itinérance et des besoins impérieux de logement dans l'ensemble du Canada. La persistance des besoins insatisfaits en matière de logement souligne également l'ampleur de notre échec en ce qui concerne la réalisation du droit au logement. Les documents tenant compte de l'EV traitent des besoins insatisfaits uniques des jeunes, des femmes, des personnes qui viennent d'arriver au Canada et des peuples autochtones, mais font rarement appel à des personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Ils mettent également en garde contre l'hypothèse que les besoins sont homogènes, que ce soit au sein de ces groupes ou d'autres. Les systèmes et les approches tenant compte des traumatismes constituent de nouvelles façons de répondre aux divers besoins insatisfaits en matière de logement qui nécessiteront attention accrue à l'avenir. Nous évoquons ci-dessous certains concepts visant à réclamer une attention accrue, dans le cadre de la SNL, à la qualité et aux besoins insatisfaits en matière de logement.

Résumé des lacunes de la documentation actuelle

La documentation et les rapports actuels contiennent une mine de connaissances issues de l'EV sur l'itinérance et les besoins impérieux de logement. Il subsiste néanmoins d'importantes lacunes dans notre compréhension des besoins et de l'expérience des personnes ayant une EV. Comme nous l'avons indiqué dans l'ensemble du présent rapport, bien qu'il y en ait quelques-unes, nous manquons de recherches auxquelles des personnes ayant une EV ont participé de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche. Étant donné les engagements découlant de la Loi sur la Stratégie nationale sur le logement (2019) en ce qui concerne la position centrale à accorder à l'expérience vécue, il est essentiel que nous accordions plus d'attention à ce que nous pouvons faire pour que les personnes ayant une EV jouent un rôle central en tant qu'acteurs en matière de recherche et de politiques.

Les recherches et les rapports actuels comportent également des lacunes notables en ce qui a trait à la participation de personnes ayant une EV en tant que détenteurs de connaissances. Bien que les personnes handicapées soient surreprésentées au sein des personnes ayant une EV, les recherches que nous avons trouvées étaient rarement axées sur celles-ci. Cette omission devrait être corrigée. L'expérience vécue par les personnes trans, bispirituelles et de diverses identités de genre est rarement prise en compte (voir Bernas et coll., 2019; Sakamoto et coll., 2010; Schwan et coll., 2021). Bien que nous sachions, de façon générale, qu'il existe dans les réserves des problèmes profonds et généralisés liés au logement (Affaires autochtones et du Nord Canada, 2017), la situation résidentielle des peuples autochtones dans le Nord et dans les réserves n'est pas bien documentée au sein des recherches que nous avons examinées. De plus, peu des documents tenant compte d'Autochtones ayant une EV utilisaient des cadres de connaissances autochtones ou faisaient appel à des Autochtones de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche, et ce, malgré le fait que les Autochtones ont manifestement droit à l'autodétermination. Les autres lacunes comprennent l'expérience vécue des familles en situation d'itinérance, les expériences des personnes âgées en matière de logement et l'expérience vécue de personnes noires.

La plupart des documents et des rapports que nous avons examinés étaient axés sur le logement et l'itinérance dans les centres urbains, ce qui concerne surtout Toronto, Vancouver et Montréal. Moins de 30 des documents que nous avons examinés tenaient compte du contexte des régions éloignées ou rurales. Il s'agit d'une autre lacune importante qui mérite une attention particulière.

Enfin, l'itinérance cachée est une préoccupation largement documentée dans l'ensemble du Canada qui pourrait toucher des centaines de milliers de personnes (Gaetz et coll., 2016; Duchesne, 2015, p. 3; Gulliver-Garcia, 2016, p. 11; Gaetz et coll., 2013). La population itinérante invisible comprend des personnes qui sont hébergées par leur famille ou par des connaissances, dont la situation résidentielle ne correspond pas aux normes ou qui vivent dans des logements surpeuplés (Gaetz et coll., 2016; Duchesne, 2015, p. 3; Gulliver-Garcia, 2016, p. 11). Moins de cinq des documents que nous avons examinés étaient axés sur les personnes ayant une EV en matière d'itinérance cachée.



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LE LOGEMENT

Les personnes ayant une EV ont apporté une contribution extrêmement importante à la compréhension de l'itinérance et des besoins impérieux de logement, mais malgré les engagements explicites d'axer la SNL et sa loi habilitante, la Loi sur la stratégie nationale sur le logement (2019), sur leurs connaissances, ces personnes continuent d'être surtout positionnées en tant que sujets de recherche et négligées en tant qu'acteurs et actrices politiques. Notre analyse d'environ 300 documents, plans de logement communautaire et plans de lutte contre l'itinérance révèle des renseignements détaillés sur des pratiques prometteuses pour mobiliser les personnes ayant une EV, ainsi que des renseignements importants et nuancés au sujet de problèmes persistants relatifs à l'abordabilité et à la qualité des logements, à l'accès à l'aide au logement et aux besoins insatisfaits en matière de logement.

Malgré les engagements nationaux et internationaux visant à réaliser le droit au logement, la SNL ne répond pas aux attentes. Les résultats de notre recherche et de notre analyse suggèrent plusieurs moyens importants de progresser, surtout pour la SNL, mais avec certaines répercussions sur le CNL. Voici quatre conclusions générales de notre analyse :

- Les connaissances liées à l'EV sont essentielles pour atteindre les objectifs de la SNL et réaliser le droit au logement. La recherche, les politiques et la planification liées au logement doivent donc accorder la priorité aux connaissances tirées de l'EV.
- Pour réaliser le droit au logement, il faut adopter des mesures pour veiller à ce que les logements soient très abordables et de qualité suffisante.
- Pour faire progresser le droit au logement, il faut adopter une perspective intersectionnelle.
- Il existe déjà des recommandations de personnes ayant une EV et la SNL doit rendre compte de leur réalisation.

Vous trouverez ci-dessous des précisions sur chacune de ces conclusions, que nous faisons correspondre à des recommandations précises. Nous suggérons que l'adoption de ces recommandations ferait non seulement progresser la réalisation du droit au logement, mais aussi la position accordée à l'expérience vécue, afin que celle-ci devienne centrale.

Accorder la priorité aux connaissances issues de l'EV dans les domaines de la recherche, des politiques et de la planification

Il existe un décalage entre l'engagement de la SNL à mobiliser des personnes ayant une EV et sa réalisation. Les principes de la SNL comprennent la reconnaissance du fait que : « Une bonne politique sur le logement exige qu'un partenariat transparent et responsable soit établi entre le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires, les municipalités, les secteurs social et privé et les personnes ayant éprouvé des besoins en matière de logement » (gouvernement du Canada, 2018, p. 5). Dans le même ordre d'idées, ils reconnaissent également que « Les stratégies en matière de logement pour les Premières Nations, les Inuits et la Nation des Métis doivent être élaborées conjointement [...] » (ibid., p. 5), ce qui souligne à la fois l'importance de la participation des personnes ayant une EV et le droit unique des peuples autochtones à l'autodétermination. De plus, comme nous l'avons déjà indiqué, les priorités du CNL comprennent de mettre l'accent sur un rôle actif pour les personnes ayant une EV (communiqué du Conseil national du logement, 2021).

Le chapitre 7 de la SNL traite des partenariats avec les gouvernements et les groupes autochtones. Toutefois, le chapitre 8, qui met l'accent sur la promotion de recherches permettant de « cerner les obstacles à l'accès au logement, de mesurer et évaluer l'incidence des politiques actuelles sur le logement, de définir les occasions futures en matière de recherche et de façonner la Stratégie nationale sur le logement » (gouvernement du Canada, 2018, p. 21), n'accorde pas la priorité au financement de recherches effectuées par des personnes ayant une EV ou avec leur participation.

Cette inadéquation est évidente dans l'ensemble de données exhaustif issu des documents que nous avons examinés. Quoique bon nombre des études que nous avons examinées aient été entreprises avant le lancement de la SNL, la tendance à faire appel le moins possible aux personnes ayant une EV, et à les faire participer surtout en tant que sujets de recherche, est manifeste, problématique et persistante, et ce, malgré le libellé de la SNL.

Recommandation 1

Afin de faire progresser l'engagement à l'égard du droit au logement énoncé dans la SNL et de respecter l'engagement qui consiste à axer celle-ci sur les connaissances issues de l'EV, le CNL doit réclamer, avec insistance, que le financement relatif à la conception, à la mise en œuvre, à l'analyse, à la réalisation et à la diffusion de recherches relatives au logement soit accordé, en priorité, à des personnes ayant une EV. Si le CNL suivait les pratiques prometteuses énoncées ci-dessus en harmonisant ses procédures opérationnelles avec celles-ci, cela constituerait un pas dans la bonne direction.

Accorder la priorité aux connaissances issues de l'EV se traduit également par une participation, une formation et une affectation plus intentionnelles, continues et transparentes de personnes ayant une EV dans le cadre des processus de planification locaux et régionaux. Cela a une importance cruciale pour combler « les lacunes dans les données concernant les besoins en matière de logement des populations les plus vulnérables du Canada [...] » (SNL, 2018, p. 21). Le fait de combler les lacunes dans les données est l'une des priorités indiquées dans les engagements en matière de recherche énoncés dans la SNL, mais cette mesure ne met pas l'accent sur la participation de personnes ayant une EV. Elle repose souvent sur l'analyse statistique de données tirées du recensement ou de données sur le logement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ce qui est important, mais insuffisant. Les évaluations des besoins communautaires, les plans de lutte contre l'itinérance et les plans intégrés de logement et de lutte contre l'itinérance comportaient plus souvent la participation directe de personnes ayant une EV, mais seuls sept plans de lutte contre l'itinérance décrivaient en détail les efforts accomplis pour faire appel à des personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sources de données. La plupart des connaissances issues de l'EV ont été rendues invisibles ou ont été intégrées à des thèmes issus de consultations communautaires ou publiques plus vastes. Pour permettre au CNL de s'acquitter de son mandat en ce qui a trait à la participation de personnes ayant une EV de l'itinérance et des besoins impérieux de logement à l'élaboration de politiques, nous recommandons également qu'il examine quelle est la façon la plus efficace de la faciliter par l'intermédiaire des pratiques organisationnelles relatives aux échéanciers, aux budgets et aux protocoles de gestion de l'information.

Recommandation 2

Pour mieux responsabiliser le gouvernement et les systèmes à l'égard des personnes ayant une EV, il faut mieux prendre en compte les voix et les recommandations de ces personnes et utiliser les données désagrégées connexes dans le cadre des plans de logement communautaire et de lutte contre l'itinérance ainsi que des évaluations des besoins. La *Intersectional Gender-Based Strategy to End Homelessness in Winnipeg* (Bernas et coll., 2019) est un bon exemple de stratégie de mobilisation complète visant à faire participer les personnes ayant une EV à toutes les étapes de la planification et de la prise de décisions. Elle pourrait éclairer les futures directives du CNL.

Faire progresser la grande abordabilité et la qualité des logements

Dans leur analyse des programmes de financement unilatéraux de la SNL, Beer et coll. (2022) décrivent de façon troublante à quel point ces programmes ne parviennent pas à combler les besoins impérieux de logement des personnes et des familles. Ils soulignent que les paramètres d'abordabilité du Fonds national de co-investissement pour le logement et de l'initiative Financement de la construction de logements locatifs (ibid.) négligent particulièrement les familles monoparentales et les personnes à très faible revenu. Nos conclusions mettent l'accent sur ces préoccupations concernant l'abordabilité du logement. Comme nous l'exposons en détail ci-dessus, le manque de logements très abordables demeure un problème grave pour les personnes en situation d'itinérance et celles qui ont des besoins impérieux de logement. C'est le cas pour les familles monoparentales et les personnes à très faible revenu, ainsi que pour d'autres groupes historiquement marginalisés, notamment les personnes qui viennent d'arriver au Canada (p. ex., Brown et coll., 2016; Logan et Murdie, 2014; St Arnault et Merali, 2021; Sylvestre et coll., 2017; Walsh et coll., 2015), les jeunes (p. ex., Conseil Jeunesse de Montréal, 2017; Lalonde et coll., 2021; Schwan et coll., 2018), et pour d'autres personnes également désignées comme populations prioritaires dans le cadre de la SNL. C'est aussi le cas dans les petites villes (Brown, 2016), les collectivités du Nord (Young et Manion, 2017) et les grands centres urbains. Dans *Réalisation progressive du droit à un logement suffisant : une analyse documentaire*, Biss et coll. (2021) présentent un portrait accablant de l'échec du Canada à réaliser le droit au logement et soulignent que la SNL pourrait adopter une approche plus systémique et itérative pour mobiliser les personnes ayant une EV afin de faire progresser le logement en tant que droit de la personne. Pour rendre le logement abordable pour les personnes en situation d'itinérance et celles qui ont des besoins impérieux de logement, il faut que la définition de l'abordabilité soit liée au revenu des gens et non au marché.

Recommandation 3

Pour favoriser la grande abordabilité, le CNL doit préconiser l'adoption d'une définition de l'abordabilité fondée sur les recommandations de personnes ayant une EV et correspondant bien aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou qui ont des besoins impérieux de logement. Les personnes ayant une EV laissent entendre que pour atteindre l'abordabilité, il faut adopter plusieurs stratégies complémentaires, notamment, comme nous l'avons indiqué ci-dessus :

- assurer plusieurs niveaux d'abordabilité, notamment des logements très abordables pour les personnes à revenu faible ou fixe, dont les loyers représentent 50 % ou moins des loyers moyens du marché (Kerman et coll., 2019; EPI, 2018);
- reconnaître et légaliser divers types de logements abordables, comme les maisons de chambres (Hwang, 2002; EPI, 2018);
- investir dans des logements sociaux hors marché, notamment des logements avec services de soutien, des logements subventionnés par le gouvernement et des logements dont le loyer est proportionné au revenu (Leviton-Reid et coll., 2020);
- élaborer et mettre en œuvre l'Allocation canadienne pour le logement de la SNL en collaboration avec des personnes qui détiennent des connaissances issues de l'EV afin d'offrir directement des suppléments au loyer aux personnes en situation d'itinérance et à celles qui ont des besoins impérieux de logement (Stergiopoulos et coll., 2017).

L'abordabilité du logement est une condition indispensable à la progression du droit au logement, mais elle est insuffisante, car le logement doit également être de qualité convenable (Haut-Commissariat des droits de la personne, 1991). Notre analyse souligne une multitude de défis auxquels font face les gens qui tentent d'accéder à un logement convenable, tant sur le plan de l'accessibilité et de l'adéquation que de la discrimination. L'adoption d'une perspective intersectionnelle permet de constater que la qualité d'un logement dépend de facteurs comme sa taille, son emplacement, la proximité de services de soutien, la présence de caractéristiques culturelles et l'accessibilité, qui sont liés à de nombreux et divers aspects de la position sociale et de l'EV. L'absence de logements de qualité convenable contribue à la persistance de l'itinérance et des besoins impérieux de logement. Néanmoins, la SNL ne tient que très peu compte de la notion de logement de qualité convenable et, compte tenu des besoins insatisfaits en matière de logement évoqués ci-dessus, cela ne suffit pas.

Recommandation 4

Le CNL doit insister pour que les volets de financement de la SNL contribuent à la création d'un parc de logements plus diversifié en tenant compte des besoins des personnes ayant une EV, car il s'agit d'un aspect essentiel de la réalisation de l'ambition de la SNL relativement au droit au logement. Ces volets devraient répondre aux besoins insatisfaits en matière de logement tout en s'inspirant des pratiques prometteuses liées aux approches systématiques et à celles qui tiennent compte des traumatismes.

Recommandation 5

Plusieurs aspects de la qualité du logement et de la persistance des besoins non comblés de logement sont uniques aux peuples autochtones. L'importance que les logements soient conçus pour être adaptés à la culture (p. ex., Alaazi et coll., 2015; Bernas et coll., 2019; Latimer et coll., 2018; AFAC, 2018), le rôle essentiel des approches tenant compte des traumatismes (p. ex., Bernas et coll., 2019; Réclamer notre pouvoir et notre place, 2019; Schmidt et coll., 2015) et les besoins logement insatisfaits bien documentés (p. ex., Kauppi, 2018; AFAC, 2018) sont tous mis en évidence dans les documents relatifs à l'expérience des peuples autochtones ayant une EV. Le CNL doit donc promouvoir une stratégie dirigée par les Autochtones pour répondre aux besoins des peuples autochtones en matière de logement et de soutien connexe. Il doit également demander la création d'une entité sans but lucratif responsable du logement et de l'itinérance chez les peuples autochtones comprenant un conseil consultatif axé sur l'EV composé de personnes autochtones ayant une EV (Baspaly et coll., 2022, p. 26), qui donnerait des conseils généraux sur l'expérience des Autochtones en termes d'itinérance.

Reconnaître que le droit au logement dépend d'une perspective intersectionnelle

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la SNL vise à servir les groupes prioritaires qui font face à des besoins non comblés uniques et généralisés en matière de logement. Toutefois, comme l'indique la documentation et comme nous l'indiquons ci-dessus, à la section sur les besoins insatisfaits en matière de logement, il reste beaucoup de travail à faire à cet égard. L'expérience de nombreuses personnes, et notamment de celles qui se trouvent dans plusieurs groupes prioritaires à la fois, demeure mal comprise, ce qui constitue en soi un obstacle à la réalisation du droit au logement. La SNL reconnaît l'ampleur de ce défi en mentionnant que « les lacunes actuelles dans nos connaissances et nos données rendent difficile l'évaluation des répercussions éventuelles des programmes et initiatives de logement sur certains groupes. Les lacunes importantes dans les données et la recherche sur le logement concernent principalement les besoins des aînés, des réfugiés, des personnes LGBTQ2, des jeunes LGBTQ2 et des jeunes Autochtones [...] » (2018, p. 29). La SNL s'attaque également à ce problème en affirmant l'engagement d'intégrer « l'ACS+ dans l'ensemble du cycle des programmes de la Stratégie nationale sur le logement » (2018, p. 25). Il y a toutefois peu de preuves de la mise en œuvre d'une approche intersectionnelle complète pour reconnaître les besoins en matière de

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la SNL vise à servir les groupes prioritaires qui font face à des besoins non comblés uniques et généralisés en matière de logement. Toutefois, comme l'indique la documentation et comme nous l'indiquons ci-dessus, à la section sur les besoins insatisfaits en matière de logement, il reste beaucoup de travail à faire à cet égard. L'expérience de nombreuses personnes, et notamment de celles qui se trouvent dans plusieurs groupes prioritaires à la fois, demeure mal comprise, ce qui constitue en soi un obstacle à la réalisation du droit au logement. La SNL reconnaît l'ampleur de ce défi en mentionnant que « les lacunes actuelles dans nos connaissances et nos données rendent difficile l'évaluation des répercussions éventuelles des programmes et initiatives de logement sur certains groupes. Les lacunes importantes dans les données et la recherche sur le logement concernent principalement les besoins des aînés, des réfugiés, des personnes LGBTQ2, des jeunes LGBTQ2 et des jeunes Autochtones [...] » (2018, p. 29). La SNL s'attaque également à ce problème en affirmant l'engagement d'intégrer « l'ACS+ dans l'ensemble du cycle des programmes de la Stratégie nationale sur le logement » (2018, p. 25). Il y a toutefois peu de preuves de la mise en œuvre d'une approche intersectionnelle complète pour reconnaître les besoins en matière de logement et affecter le financement relatif au logement. L'un des plans communautaires que nous avons examinés offre des renseignements et des conseils précieux en ce qui a trait aux approches intersectionnelles fondées sur le genre pour mettre fin à l'itinérance, et souligne que « pour mettre fin à l'itinérance fondée sur le sexe, il est important de comprendre l'intersectionnalité et de savoir utiliser une approche intersectionnelle fondée sur le genre [...] Si les solutions mettent l'accent sur un sexe particulier en tant que groupe homogène tout en négligeant les identités complexes et intersectorielles des personnes qui composent ce groupe, elles comporteront aussi des failles dans lesquelles tomberont les personnes victimes d'oppression [...] » (Bernas et coll., 2019, p. 7).

Recommandation 6

Le CNL doit profiter des appels que d'autres ont lancés en faveur de l'adoption d'approches féministes ou fondées sur les droits (Leviten-Reid et Parker, 2018; Gaetz et coll., 2016) et du fait que le gouvernement fédéral a adopté une perspective fondée sur l'ACS+ pour élaborer la SNL pour demander une application élargie de l'ACS+, qui est éclairée par le concept d'intersectionnalité, dans la mise en œuvre de toutes les dimensions de la SNL. Par exemple, les personnes présentant une demande à un volet de financement devraient être tenues de démontrer comment elles ont appliqué une perspective ACS+ à leurs plans de développement et de quelle façon leurs aménagements répondront à divers besoins en matière de qualité. Cela demandera des interactions significatives et continues avec des personnes ayant une EV. multiple forms of discrimination, oppression and systemic violence.

Il est également important de prendre, par l'intermédiaire de l'ACS+, un engagement à l'égard de l'intersectionnalité pour les programmes de logement et les services de soutien connexes ce qui, selon nous, suggère d'adopter des cadres antiracistes et anti-oppressifs pouvant contribuer à répondre aux déséquilibres de pouvoir structurels ainsi qu'à prévenir et réduire les préjugés et la discrimination dans les secteurs de l'itinérance et du logement. Dans une perspective optimiste, les documents font état d'un certain succès des programmes inspirés du modèle Logement d'abord, qui ont été adaptés pour mieux soutenir les participants et participantes de divers groupes ethnoraciaux. Une étude fait

remarquer « l'efficacité d'une adaptation au modèle Logement d'abord pour améliorer la stabilité du logement chez des personnes adultes en situation d'itinérance atteintes d'une maladie mentale issues de groupes ethnoraciaux minoritaires en utilisant la pratique des cadres antiracistes et anti-oppressifs... » (Stergiopoulos, 2016, p. 9). L'application des principes des cadres antiracistes et anti-oppressifs à la prestation des services comprend non seulement de s'occuper de « l'habilitation, de l'éducation, de la création d'alliances, de l'utilisation des langues, des stratégies de guérison de rechange, de la défense des droits, de la justice sociale ou de l'activisme et de la promotion de la réflexion... », mais aussi de la « formation régulière du personnel sur de telles pratiques, de la prestation de programmes et de services accessibles sur les plans linguistique et culturel et du fait que l'environnement physique soit inclusif et accueillant pour les membres de minorités ethniques » (Stergiopoulos, 2016, p. 3-4).

Une fois de plus, les personnes ayant une EV ont un rôle important à jouer. Les expériences du logement et de l'itinérance des personnes ayant une EV qui s'identifient comme autochtones, noires, racisées, membres des communautés LGBTQ2S+, transgenres ou de diverses identités de genre, vivant avec un handicap ou réfugiées sont teintées par des couches de préjugés et de discrimination. Notre analyse souligne aussi que les méthodes, les pratiques de recherche et les processus de planification communautaire actuels font rarement appel à des personnes ayant une EV de façon plus significative qu'en tant que sujets de recherche, et utilisent encore plus rarement des cadres autochtones, antiracistes et anti-oppressifs ou l'ACS+. Le contexte actuel de mobilisation de l'EV est particulièrement préoccupant pour les membres de groupes marginalisés dont l'expérience de l'itinérance est marquée par de multiples formes de discrimination, d'oppression et de violence systémique.

Recommandation 7

Le CNL peut et doit encourager vivement que l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation continue des mesures de soutien et des programmes liés au logement soient axés sur une EV diversifiée, et donner l'exemple en la matière.

En somme, les processus décisionnels qui éclairent directement la conception des solutions à l'itinérance et à la précarité du logement doivent être dirigés par divers groupes de personnes ayant une EV, et il faut offrir des occasions de renforcer ou de tirer parti du leadership de ces personnes.

Rendre des comptes à l'égard des recommandations de personnes ayant une expérience vécue

Enfin, on ne saurait trop insister sur l'avantage et la nécessité d'écouter et de suivre les recommandations de personnes ayant une expérience vécue. Malgré certaines lacunes notables, les besoins et les défis en matière de logement auxquels font face les personnes ayant une EV sont bien documentés, non seulement au sein des recherches et des rapports que nous avons examinés, mais aussi dans d'autres documents, par exemple lorsque Baspaly et coll. (2022) soulignent que les besoins en matière de logement et les recommandations connexes ont été « bien documentés dans le cadre d'importants rapports, notamment

les rapports finaux de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées » (p. 14).

Il est essentiel de mobiliser les personnes ayant une expérience vécue et d'assurer leur participation de façon inclusive, mais la responsabilité du gouvernement à réagir aux recommandations qui ont déjà été formulées l'est tout autant. L'absence de reddition de comptes risque d'accroître la marginalisation et l'exclusion des personnes dont les connaissances sont si essentielles à la réalisation du droit à un logement suffisant au Canada. Ces personnes pourraient se montrer sceptiques et douter que les efforts visant à axer la SNL sur une approche fondée sur les droits tiennent véritablement compte de leur contribution et de leurs commentaires (Paradis, 2018). Dans leur rapport visant à éclairer la création de la SNL, des participants et participantes ayant une EV ont souligné que « les gens ont été consultés de façon excessive, qu'il n'y a pas vraiment eu de changements » (participant ou participante de Toronto, dans Paradis, 2018, p. 16) et que « les personnes ayant une EV n'ont pas l'impression d'être entendues ou écoutées. Changez cela, écoutez-nous vraiment et accordez de l'importance à nos commentaires. La participation symbolique, c'est terminé. » (participant ou participante de Saskatoon, dans Paradis, 2018, p. 17) et « la participation est plus qu'un simple crochet. Vous devez mettre en œuvre des mécanismes de suivi et de reddition de comptes pour suivre nos conseils » (participant ou participante de Toronto, dans Paradis, 2018, p. 18).

L'EV documentée dans les recherches et les rapports à l'étude donne un large éventail d'idées non seulement pour rendre les logements plus abordables, mais aussi pour améliorer leur qualité. Le fait d'accorder plus d'importance à l'EV et d'agir en conséquence, en consacrant des ressources et des efforts au logement et en mettant en œuvre des programmes qui tiennent réellement compte des expériences diversifiées des membres de la collectivité et qui y répondent, pourrait entraîner de meilleurs résultats pour les gens, les collectivités et la société. Par exemple, Coplan et al. (2015) font remarquer que dans le secteur des logements avec services de soutien à Toronto, « les locataires ont aimé les programmes qu'ils ont élaborés, demandés ou sur lesquels ils avaient une incidence. La mise en œuvre de programmes qui ne répondent pas aux besoins des locataires peut paraître condescendant, et ces programmes peuvent être sous-utilisés » (p. 51). Voronka et coll. (2014) formulent des recommandations au sujet de services de soutien en santé mentale appropriés, et l'organisme Parkdale People's Economy (2018) fait des recommandations pour éviter les déplacements causés par l'aménagement. Ce ne sont là que quelques-unes des situations où des recommandations sont formulées à partir d'EV.

Recommandation 8

Le CNL doit extraire avec soin les recommandations formulées par des personnes ayant une EV et demander que ces personnes participent à l'élaboration de mécanismes de reddition de comptes pour aider à lutter contre le problème qui fait en sorte que d'importants rapports sont relégués aux oubliettes plutôt que d'être mis en pratique.

En ce qui concerne le droit au logement, les personnes ayant une EV ont également donné beaucoup de conseils. Les consultations menées par Paradis en 2018 ont permis de faire la lumière sur les atteintes quotidiennes aux droits des personnes qui y ont participé et de formuler des recommandations claires en ce qui a trait aux processus participatifs inclusifs et responsables que le CNL pourrait lui-même adopter ou qu'il serait possible d'intégrer à la SNL. Les personnes qui ont participé aux consultations ont suggéré que, pour soutenir une « grande participation des personnes directement touchées par le fait que les logements sont inadéquats et par l'itinérance » (Paradis, 2018, p. 19), il est important que les personnes ayant une EV soient bien représentées au sein du CNL et d'adopter une approche de mobilisation décentralisée pour financer les initiatives ou les organismes locaux. Les personnes participantes ont indiqué que cette approche pourrait comprendre « la mise en œuvre d'un grand nombre de conseils locaux » (participant ou participante de Toronto), « la mise en œuvre de plusieurs processus et de différentes façons de participer : en ligne ou par l'intermédiaire de conseils et de groupes locaux, de processus moins officiels, des arts ou du théâtre. Pas nécessairement dans un espace officiel » (participant ou participante de Hamilton) « et la mise en œuvre d'un leadership autochtone souverain local dans chaque territoire » (participant ou participante de Victoria) (dans Paradis, 2018, p. 19).

Dans l'ensemble, selon les personnes ayant une EV, les approches, les outils et les processus actuels utilisés pour faire appel à elles (p. ex., sondages, groupes de discussion, consultations ponctuelles) sont limités et il n'y a pas encore eu de démonstration claire d'engagement à l'égard de changements pour transformer la dynamique du pouvoir et la reddition de comptes envers les personnes ayant une EV de l'itinérance et des logements inadéquats.

Recommandation 9

Le CNL doit collaborer avec des personnes qui ont une EV pour formuler des recommandations sur l'application du droit de regard qu'elles auront désormais sur la mise en œuvre de la SNL et le travail du CNL.

La réalisation du droit au logement, qui dépend du fait d'accorder une place centrale aux connaissances des personnes ayant une EV, nécessitera des changements audacieux dans la répartition des pouvoirs relatifs aux processus d'élaboration des politiques et des définitions généralement reconnues de l'expertise. Les connaissances issues de l'EV que nous avons acquises grâce aux quelque 300 documents que nous avons examinés peuvent éclairer la mise en œuvre de changements à court, moyen et long terme afin de réaliser le droit au logement au Canada.

RÉFÉRENCES¹¹

*# Abramovich, A., Pang, N., Moss, A., Logie, C. H., Chaiton, M., Kidd, S. A., & Hamilton, H. A. (2021). Investigating the impacts of COVID-19 among LGBTQ2S youth experiencing homelessness. *PloS One*, 16(9), e0257693–e0257693.

<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0257693>

*# Abramovich, A., & Kimura, L. (2021). Outcomes for Youth Living in Canada’s First LGBTQ2S Transitional Housing Program. *Journal of Homosexuality*, 68(8), 1242–1259.

<https://doi.org/10.1080/00918369.2019.1696102>

Adair, C., Kopp, B., Lavoie, J., Distasio, J., Hwang, S. W., Watson, A., Veldhuizen, S., Chislett, K., Voronka, J., Ahmad, M., Ahmed, N., & Goering, P. (2014). Development and Initial Validation of the Observer-Rated Housing Quality Scale (OHQS) in a Multisite Trial of Housing First. *Journal of Urban Health*, 91(2), 242–255. <https://doi.org/10.1007/s11524-013-9851-6>

Adair, C., Kopp, B., Distasio, J., Hwang, S. W., Lavoie, J., Veldhuizen, S., Voronka, J., Kaufman, A. F., Somers, J. M., LeBlanc, S. R., Cote, S., Addoriso, S., Matte, D., & Goering, P. (2016). Housing Quality in a Randomized Controlled Trial of Housing First for Homeless Individuals with Mental Illness: Correlates and Associations with Outcomes. *Journal of Urban Health*, 93(4), 682–697. <https://doi.org/10.1007/s11524-016-0062-9>

* Akom, A.A., Ginwright, S. and Cammarota, J. (2008). Youthtopias: Towards a New Paradigm of Critical Youth Studies. *Youth Media Reporter: The Profession Journal of the Youth Media Field* 2(4): 1-30.

* Alaazi, D., Masuda, J. R., Evans, J., & Distasio, J. (2015). Therapeutic landscapes of home: Exploring Indigenous peoples’ experiences of a Housing First intervention in Winnipeg. *Social Science & Medicine* (1982), 147, 30–37. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2015.10.057>

*# Alberton, A., Angell, G. B., Gorey, K. M., & Grenier, S. (2020). Homelessness among Indigenous peoples in Canada: The impacts of child welfare involvement and educational achievement. *Children and Youth Services Review*, 111, 104846–. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2020.104846>

Anderson-Baron, J., & Collins, D. (2018). Not a “forever model”: The curious case of graduation in Housing First. *Urban Geography*, 39(4), 587–605. <https://doi.org/10.1080/02723638.2017.1375826>

Anderson-Baron, J., & Collins, D. (2019). “Take whatever you can get”: Practicing Housing First in Alberta. *Housing Studies*, 34(8), 1286–1306. <https://doi.org/10.1080/02673037.2018.1535055>

* Andrews, C. & Heerde, J. (2021). A Role for Lived Experience in Australian Homelessness Research. *Parity* 34(06), p.22-24. Anucha, U. (2005). “We are not just rent receipts”: Housing, Neighbourhood, and Community Re-imagined by Formerly Homeless People. *Canadian Social Work Review*, 22(2), 189–209.

Aubry, T., Bourque, J., Goering, P., Crouse, S., Veldhuizen, S., LeBlanc, S., Cherner, R., Bourque, P.-É., Pakzad, S., & Bradshaw, C. (2019). AEssai contrôlé randomisé sur l’efficacité de Logement d’abord dans une petite ville canadienne. *BMC Public Health*, 19(1), 1154–1154. <https://doi.org/10.1186/s12889-019-7492-8>

11. Les documents cités dans le rapport sont désignés par un astérisque (*). Les documents que nous avons trouvés dans le cadre de nos recherches sont désignés par un carré (#).

Aubry, T., Belanger, Y., Bird, C., Birdsall-Jones, C., Bonnycastle, M. M., Brown, D., Cherner, R., Franks, P., Farrell, S., Freistadt, J., Green, C., Greenop, K., Groot, S., Hodgetts, D., Kern, S., Wiremu King, P. R., Klodawsky, F., Lindstrom, G., Memmott, P., ... Peters, E.J. (2016). *Indigenous Homelessness: Perspectives from Canada, Australia, and New Zealand*. University of Manitoba Press.

Baker Collins, S. (2019). From Homeless Teen to Chronically Homeless Adult. *Critical Social Work*, 14(2). <https://doi.org/10.22329/csw.v14i2.5882>

*# Bani-Fatemi, A., Malta, M., Noble, A., Wang, W., Rajakulendran, T., Kahan, D., & Stergiopoulos, V. (2020). Supporting Female Survivors of Gender-Based Violence Experiencing Homelessness: Outcomes of a Health Promotion Psychoeducation Group Intervention. *Frontiers in Psychiatry*, 11, 601540–601540. <https://doi.org/10.3389/fpsy.2020.601540>

Bardwell, G. (2019). The impact of risk environments on LGBTQ2S adults experiencing homelessness in a midsized Canadian city. *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, 31(1), 53–64. <https://doi.org/10.1080/10538720.2019.1548327>

*# Baskin, C. (2019). Structural Determinants as the Cause of Homelessness for Aboriginal Youth. *Critical Social Work*, 8(1). <https://doi.org/10.22329/csw.v8i1.5740>

Bassi, A., Sylvestre, J., & Kerman, N. (2020). Finding home: Community integration experiences of formerly homeless women with problematic substance use in Housing First. *Journal of Community Psychology*, 48(7), 2375–2390. <https://doi.org/10.1002/jcop.22423>

* Baspaly, D., Hogg, C., Stewart, P., Swain, M. L. & Wahpisaw, O. (2022). National Urban, Rural, and Northern Indigenous Housing & Homelessness: Logement et itinérance des Autochtones à l'échelle nationale dans les régions urbaines, rurales et nordiques : argumentaire en faveur du soutien et modèle conceptuel.

* Beer, C., Leon, S., Kundra, S., McManus, T., Rand, A. (2022). Analyse de l'offre de logements abordables créée par les programmes unilatéraux de la Stratégie nationale sur le logement Conseil national du logement. <https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/place-to-call-home/pdfs/analysis-affordable-housing-supply-created-unilateral-nhs-programs-en.pdf>

Belanger, Y., Weasel Head, G., & Awosoga, O. (2012). *Housing and Aboriginal People in Urban Centres: A Quantitative Evaluation*. Asur les politiques autochtones Edmonton, Alberta, Canada), 2(1). <https://doi.org/10.5663/aps.v2i1.17705>

*# Benbow, S., Forchuk, C. & Ray, S. L. (2011). Mothers with mental illness experiencing homelessness: a critical analysis: Mothers with mental illness experiencing homelessness. *Journal of Psychiatric and Mental Health Nursing*, 18(8), 687–695. <https://doi.org/10.1111/j.1365-2850.2011.01720.x>

*# Benbow, S., Forchuk, C., Gorlick, C., Berman, H., & Ward-Griffin, C. (2019). “Until You Hit Rock Bottom There’s No Support”: Contradictory Sources and Systems of Support for Mothers Experiencing Homelessness in Southwestern Ontario. *Canadian Journal of Nursing Research*, 51(3), 179–190. <https://doi.org/10.1177/0844562119840910>

*# Berman, H., Mulcahy, G. A., Forchuk, C., Edmunds, K. A., Haldenby, A., & Lopez, R. (2009). Uprooted and Displaced: A Critical Narrative Study of Homeless, Aboriginal, and Newcomer Girls in Canada. *Issues in Mental Health Nursing*, 30(7), 418–430.

* Bernas, K., Dunsmore, R., English, L., Friesen, E., MacDonald, D., MacKinnon, S., Spring, L., & Wilson, J., (2019). Connecting the Circle: a Gender-Based Strategy to End Homelessness in Winnipeg. West Central Women's Centre. <https://wccwrc.ca/wp-content/uploads/2019/09/Connecting-the-Circle-Full-Web.pdf>

*# Bhattacharyya, P., Ogoe, S., Riziki, A., & Wilkinson, L. (2020). In search of a "home": Comparing the housing challenges experienced by recently arrived Yazidi and Syrian refugees in Canada. *Applied Psycholinguistics*, 41(6), 1415–1436. <https://doi.org/10.1017/S0142716420000478>

*# Bingham, B., Moniruzzaman, A., Patterson, M., Sareen, J., Distasio, J., O'Neil, J., & Somers, J. M. (2019). Gender differences among Indigenous Canadians experiencing homelessness and mental illness. *BMC Psychology*, 7(1), 57–57. <https://doi.org/10.1186/s40359-019-0331-y>

*# Bingham, B., Moniruzzaman, A., Patterson, M., Distasio, J., Sareen, J., O'Neil, J., & Somers, J. M. (2019). Indigenous and non-Indigenous people experiencing homelessness and mental illness in two Canadian cities: A retrospective analysis and implications for culturally informed action. *BMJ Open*, 9(4), e024748–e024748. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2018-024748>

*# Biss, M., & Raza, S. (2021). Implementing the Right to Housing in Canada: Expanding the National Housing Strategy. The National Right to Housing Network. <https://housingrights.ca/wp-content/uploads/NRHN-OFHA-Expanding-the-NHS-2021.pdf>

* Boland, B., Earle, A., & Ninomiya, M.M. (2009). A Chance to Prosper and Participate: Corner Brook Community Plan for Housing and Homelessness. <https://www.researchgate.net/publication/265520199>

* Bonin, J., Fournier, L., Blais, R., Perreault, M., & White, N. D. (2009). Health and Mental Health Care Utilization by Clients of Resources for Homeless Persons in Quebec City and Montreal, Canada: A 5-Year Follow-Up Study. *The Journal of Behavioral Health Services & Research*, 37(1), 95–110. <https://doi.org/10.1007/s11414-009-9184-0>

* Bousquet, R. (2016). La constitution de la mémoire des pensionnats indiens au Québec: Drame collectif autochtone ou histoire commune? *Recherches amérindiennes au Québec*, 46(2-3), 165–176. <https://doi.org/10.7202/1040444ar>

*# Brais, H., & Maurer, K. (2021). Inside the open door: Considerations of inclusivity among women accessing an open door housing service in Canada. *National Journal of Homelessness*. Online first page 1-15. <https://ijoh.ca>

*# Brown, J., Knol, D., Prevost-Derbecker, S., & Andrushko, K. (2007). Housing for Aboriginal youth in the inner city of Winnipeg. *First Peoples Child & Family Review*, 3 (2), 56-64.

Brown, N. (2017). Housing Experiences of Recent Immigrants to Canada's Small Cities: the Case of North Bay, Ontario. *Journal of International Migration and Integration*, 18(3), 719-747. <https://doi:10.1007/s12134-016-0498-5>

Buccieri, K. Oudshoorn, A., Waegemakers Schiff, J., Pauly, B., Schiff, R., & Gaetz, S. (2020). Quality of Life and Mental Well-Being: A Gendered Analysis of Persons Experiencing Homelessness in Canada. *Community Mental Health Journal*, 56(8), 1496–1503. <https://doi.org/10.1007/s10597-020-00596-6>

*# Bunting, T., Walks, A. R., & Filion, P. (2004). The uneven geography of housing affordability stress in Canadian metropolitan areas. *Housing Studies*, 19(3), 361–393.

<https://doi.org/10.1080/0267303042000204287>

*# Burns, V. Leduc, J. D., St-Denis, N., & Walsh, C. A. (2020). Finding home after homelessness: older men’s experiences in single-site permanent supportive housing.

Housing Studies, 35(2), 290–309. <https://doi.org/10.1080/02673037.2019.1598550>

Cameron, K., Racine, Y., Offord, D. R., & Cairney, J. (2004). Youth at Risk of Homelessness in an Affluent Toronto Suburb. *Canadian Journal of Public Health*, 95(5), 352–356. <https://doi.org/10.1007/BF03405145>

Campbell, D., O’Neill, B. G., Gibson, K., & Thurston, W. E. (2015). Primary healthcare needs and barriers to care among Calgary’s homeless populations. *BMC Family Practice*, 16(1), 139–139.

<https://doi.org/10.1186/s12875-015-0361-3>

*# Canham, S., Humphries, J., & Seetharaman, K., Custodio, K., Mauboules, C., Good, C., Lupick, D., & Bosma, H. (2021). Hospital-to-shelter/housing interventions for persons experiencing homelessness. *International journal on homelessness*, online first: page 1-16.

DOI:15206/ijoh.2022.1.13455

Canham, S., Custodio, K., Mauboules, C., Good, C., & Bosma, H. (2020). Health and Psychosocial Needs of Older Adults Who Are Experiencing Homelessness Following Hospital Discharge. *The Gerontologist*, 60(4), 715–724. <https://doi.org/10.1093/geront/gnz078>

*# Canham, S., Wister, A., & O’Dea, E. (2019). Strengths, weaknesses, opportunities, and threats to Housing First in Metro Vancouver. *Evaluation and program planning*, 75, 69-77.

Canham, S., Battersby, L., Fang, M. L., Wada, M., Barnes, R., & Sixsmith, A. (2018). Senior Services that Support Housing First in Metro Vancouver. *Journal of Gerontological Social Work*, 61(1), 104–125. <https://doi.org/10.1080/01634372.2017.1391919>

*# Carter, T. & Osborne, J. (2009). Housing and Neighbourhood Challenges of Refugee Resettlement in Declining Inner City Neighbourhoods: A Winnipeg Case Study.

Journal of Immigrant & Refugee Studies, 7(3), 308–327.

<https://doi.org/10.1080/15562940903150097>

* Cataldo, M.G., Street, B., Rynehart, S., White, C., & Larsen, K. (2021). Remembering Radical Roots: Lived Experience Participation Movements and the Risks and Responsibilities of Co-design in Community-Led Change. *Parity* 34(06), p. 13-17.

*# Centre for Addiction and Mental Health. (2022). Housing and Mental Health Policy Framework - February 2022. <https://www.camh.ca/-/media/files/pdfs---public-policy-submissions/housing-policy-framework-pdf.pdf>

* Centre de toxicomanie et de santé mentale (2018). Domaines d’intervention prioritaires. Consulté le 19 avril 2022 à l’adresse

<https://www.cmhc-schl.gc.ca/en/nhs/guidepage-strategy/priority-areas-for-action>

Chambers, C. Chiu, S., Scott, A. N., Tolomiczenko, G., Redelmeier, D. A., Levinson, W., & Hwang, S. W. (2013). Factors Associated with Poor Mental Health Status Among Homeless Women With and Without Dependent Children. *Community Mental Health Journal*, 50(5), 553–559. <https://doi.org/10.1007/s10597-013-9605-7>

*# Chapple, H. (2020). Data analysis report: Research of LGBTQ2S lived experience of homelessness in Calgary. Community leader, homeless/poverty and LGBTQ2S Advocate.

Cherner, A., Aubry, T., Sylvestre, J., Boyd, R., & Pettey, D. (2017). Housing First for Adults with Problematic Substance Use. *Journal of Dual Diagnosis*, 13(3), 219–229. <https://doi.org/10.1080/15504263.2017.1319586>

*# Christensen, J. (2012). Homeless in a homeland: Housing (in)security and homelessness in Inuvik and Yellowknife, Northwest Territories, Canada. ProQuest Dissertations Publishing.

*# Christensen, J. (2016). Indigenous housing and health in the Canadian North: Revisiting cultural safety. *Health & Place*, 40, 83–90. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2016.05.003>

Chu, C. Moodie, E. E. M., Streiner, D. L., & Latimer, E. A. (2020). Trajectories of Homeless Shelter Utilization in the At Home/Chez Soi Trial of Housing First. *Psychiatric Services* (Washington, D.C.), 71(7), 648–655. <https://doi.org/10.1176/appi.ps.201900260>

*# Chung, T. Gozdzik, A., Palma Lazgare, L. I., To, M. J., Aubry, T., Frankish, J., Hwang, S. W., & Stergiopoulos, V. (2018). Housing First for older homeless adults with mental illness: a subgroup analysis of the At Home/Chez Soi randomized controlled trial. *International Journal of Geriatric Psychiatry*, 33(1), 85–95. <https://doi.org/10.1002/gps.4682>

Ville du Grand Sudbury et N. Barry Lyon Consultants. (2019). The City of Greater Sudbury Housing and Homelessness Plan Update: 2019 - 2023. <https://www.grandsudbury.ca/vivre/logement-communautaire/services-de-logement/mise-a-jour-de-2019-2023-du-plan-de-logement-et-de-lutte-contre-le-sans-abrisme/>

*# City of Saskatoon's Community Entity and Community Advisory Board. (2019). Reaching Home: Canada's Homelessness Strategy Saskatoon Community Plan 2019 – 2024. <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/Finalized%20Community%20Plan%20-%20Saskatoon.pdf>

Ville de Toronto (2021). Service Plan Engagement Summary Report: What We Heard. <https://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2021/ec/bgrd/backgroundfile-171731.pdf>

Ville de Toronto (2021). Street Needs Assessment Results Report - 2021. <https://www.toronto.ca/legdocs/mmis/2021/ec/bgrd/backgroundfile-171729.pdf>

Ville de Toronto (2021).(2018). Street Needs Assessment Results Report. <https://www.toronto.ca/wp-content/uploads/2018/11/99be-2018-SNA-Results-Report.pdf>

*# Ville de Windsor. (2019). Listening to the Community: Consultation Summary Report. <https://www.citywindsor.ca/residents/housing/Housing-with-Supports-and-Homelessness-Prevention/Homelessness/Documents/Windsor-%20HH%20Plan%20-%20Consultation%20Report.pdf>

* Collins, P.H., & Bilge, S. (2020). *Intersectionality* (2nd Ed.). New Jersey: John Wiley & Sons.

* Communiqué du Conseil national du logement (Le 24 juin 2021) Le Conseil national du logement. Le Conseil national du logement annonce trois domaines prioritaires pour 2021-2022. Consulté le 18 avril 2022 à l'adresse <https://www.placetocallhome.ca/en/national-housing-council/media-newsroom/communiqué-june-2021>

*# Conseil Jeunesse de Montréal. (2017). Jeunes et Itinérance: Dévoiler une Réalité peu Visible. La Prévention de L'intérance Jeunesse à Montréal. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/cons_jeunesse_fr/media/documents/cjm_itinerance_montage_imp_page.pdf

Cook, S. & Hole, R. (2020). "Appropriately homeless and needy:" Examining street homeless survival through the lens of Bourdieusian social capital theory. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 30(7), 816–834. <https://doi.org/10.1080/10911359.2020.1747585>

*# Coplan, I., Spence, J.D., D'Cruz, D., Miller, L., Redford, M., Pawelkiewicz, J. (2015). Towards a New Bill of Rights: The Voice of Tenants in Permanent Supportive Housing. *The Homeless Hub*. <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/The%20Dream%20Team%20-%20Towards%20a%20New%20Bill%20of%20Rights.pdf>

*# Côté, P. B., & Blais, M. (2021). "The least loved, that's what I was": A qualitative analysis of the pathways to homelessness by LGBTQ+youth. *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, 33(2), 137–156. <https://doi.org/10.1080/10538720.2020.1850388>

*# Côté, P. B., & Blais, M. (2019). Between resignation, resistance and recognition: A qualitative analysis of LGBTQ+ youth profiles of homelessness agencies utilization. *Children and Youth Services Review*, 100, 437–443. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2019.03.024>

Crawley, J., Kane, D., Atkinson-Plato, L., Hamilton, M., Dobson, K., & Watson, J. (2013). Needs of the hidden homeless – no longer hidden: a pilot study. *Public Health (London)*, 127(7), 674–680. <https://doi.org/10.1016/j.puhe.2013.04.006>

* Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the intersection of race and sex: A Black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics. *University of Chicago Legal Forum*, 1, pp. 139-167.

* Cronley, Courtney. (2010). Unraveling the social construction of homelessness. *Journal of Human Behaviour in the Social Environment*. 20, 319-333.

Csiernik, R., Forchuk, C., Buccieri, K., Richardson, J., Rudnick, A., Warner, L., & Wright, A. (2016). Substance Use of Homeless and Precariously Housed Youth in a Canadian Context. *International Journal of Mental Health and Addiction*, 15(1), 1–15. <https://doi.org/10.1007/s11469-016-9656-4>

*# D'Addario, Hiebert, D., & Sherrell, K. (2007). Restricted Access: The Role of Social Capital in Mitigating Absolute Homelessness among Immigrants and Refugees in the GVRD. *Refuge (Toronto. English Edition)*, 24(1), 107–115. <https://doi.org/10.25071/1920-7336.21372>

Daiski, I., Halifax, D., Viva, N., Mitchell, G. J., & Lyn, A. (2012). Homelessness in the Suburbs: Engulfment in the Grotto of Poverty. *Studies in Social Justice*, 6(1), 103–123. <https://doi.org/10.26522/ssj.v6i1.1071>

- # Daiski, I. (2007). Perspectives of homeless people on their health and health needs priorities. *Journal of Advanced Nursing*, 58(3), 273–281. <https://doi.org/10.1111/j.1365-2648.2007.04234.x>
- # Desjarlais-deKlerk, K. (2018). Identity in transition: how formerly homeless individuals negotiate identity as they move into housing. *Journal of Social Distress and Homeless*, 27(1), 9–18. <https://doi.org/10.1080/10530789.2017.1379720>
- # Distasio, J., Snyder, M., & Ladd, A. (2021). A social enterprise model of Housing First: lessons from Canada’s At Home Chez Soi homelessness project. *Journal of Social Distress and Homeless*, 30(1), 50–58. <https://doi.org/10.1080/10530789.2020.1714129>
- # Doré-Gauthier, V., Côté, H., Jutras-Aswad, D., Ouellet-Plamondon, C., & Abdel-Baki, A. (2019). How to help homeless youth suffering from first episode psychosis and substance use disorders? The creation of a new intensive outreach intervention team. *Psychiatry Research*, 273, 603–612. <https://doi.org/10.1016/j.psychres.2019.01.076>
- *# Doucet, M. (2020). Relationships Matter: Examining the Pathways to Long-Term Supportive Relationships for Youth “Aging Out” of Care. ProQuest Dissertations Publishing.
- # Duhoux, A., Aubry, T., Ecker, J., Cherner, R., Agha, A., To, M.J., Hwang, S.W., & Palepu, A. (2017). Determinants of Unmet Mental Healthcare Needs of Single Adults Who Are Homeless or Vulnerably Housed. *Canadian Journal of Community Mental Health*, 36(3), 41.
- # Ecker, E., Aubry, T., & Sylvestre, J. (2022). Experiences of LGBTQ Adults Who Have Accessed Emergency Shelters in a Large Urban City in Canada. *Social Work in Public Health*, 37(2), 168–185. <https://doi.org/10.1080/19371918.2021.1976345>
- *# Ecker, J. (2017). LGBTQ2S Adult Housing Needs Assessment Final Report. Day Break. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.36596.09602>.
- # Ecker, J., Aubry, T., & Sylvestre, J. (2020). Pathways Into Homelessness Among LGBTQ2S Adults. *Journal of Homosexuality*, 67(11), 1625–1643. <https://doi.org/10.1080/00918369.2019.1600902>
- # Elliot, N.E. (2018). Stories of Spirit and the Streets: Indigenous Mental Health, Trauma, Traditional Knowledge and Experiences of Homelessness. ProQuest Dissertations Publishing.
- # Emploi et Développement social Canada (2021). Tout le monde compte : un guide sur les dénombrements ponctuels au Canada. <https://homelessnesslearninghub.ca/wp-content/uploads/2021/06/2829-Pit-Count-Report-edition-3.1-EN54.pdf>
- *# End Homelessness Winnipeg. (2019). End Homelessness Winnipeg 5-Year Plan 2020-2025. <https://endhomelessnesswinnipeg.ca/wp-content/uploads/End-Homelessness-Winnipeg-5-Year-Plan-2020-2025-with-budget.pdf>
- * Farha, L., & Schwan, K. (2020). A National Protocol for Homeless Encampments in Canada. UN Special Rapporteur on the Right to Housing. Viewed March 20, 2022 at <https://www.homelessnesshub.ca/resource/human-rights-approach-national-protocol-homeless-encampments-canada%C2%A0>

*# Fast, D., & Cunningham, D. (2018). "We Don't Belong There": New Geographies of Homelessness, Addiction, and Social Control in Vancouver's Inner City. *City & Society*, 30(2), 237–262. <https://doi.org/10.1111/ciso.12177>

*# Fatt, M. (2018). Sometimes Words are Not Enough: A Lived Experience. Homeless Hub. <https://www.homelesshub.ca/blog/sometimes-words-are-not-enough-lived-experience>

Feir, D.L., & Akee, R. (2018). Estimating Institutionalization and Homelessness for Status First Nations in Canada: A Method and Implications. *International Indigenous Policy Journal*, 9(4). <https://doi.org/10.18584/iipj.2018.9.4.2>

*# Ferguson, L. (2021). The City committed to human rights in housing. Let's hold them accountable. Social Planning Toronto. https://www.socialplanningtoronto.org/trinity_bellwoods_statement

*# Fleming, T., Damon, W., Collins, A. B., Czechaczek, S., Boyd, J., & McNeil, R. (2019). Housing in crisis: A qualitative study of the socio-legal contexts of residential evictions in Vancouver's Downtown Eastside. *The International Journal of Drug Policy*, 71, 169–177. <https://doi.org/10.1016/j.drugpo.2018.12.012>

Fleury, M.J., Grenier, G., Cao, Z., & Meng, X. (2020). Typology of Currently or Formerly Homeless Individuals Based on Their Use of Health and Social Services. *Community Mental Health Journal*, 57(5), 948–959. <https://doi.org/10.1007/s10597-020-00693-6>

Fleury, M.J., Grenier, G., Sabetti, J., Bertrand, K., Clement, M., & Brochu, S. (2021). Met and unmet needs of homeless individuals at different stages of housing reintegration: A mixed-method investigation. *PLoS One*, 16(1), e0245088–e0245088. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0245088>

*# Fleury, M.J., Grenier, G., & Vallee, C. (2014). Evaluation of the implementation of the Montreal at home/chez soi project. *BMC Health Services Research*, 14(1), 557–557. <https://doi.org/10.1186/s12913-014-0557-6>

* Frederick, T., Daley, M., & Zahn, W. (2018). Peer support work to enhance services for youth experiencing homelessness. In *Mental Health and Addiction Interventions for Youth Experiencing Homelessness: Practical Strategies for Front-line Providers*. Kidd, S., Slesnick, N., Frederick, T., Karabanow, J., Gaetz, S. (2018). 247-261. Toronto: Canadian Observatory on Homelessness Press.

*# Fotheringham, S., Walsh, C. A., & Burrowes, A. (2014). "A place to rest": the role of transitional housing in ending homelessness for women in Calgary, Canada. *Gender, Place and Culture : a Journal of Feminist Geography*, 21(7), 834–853. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2013.810605>

*# Forchuk, C., Russell, G., Richardson, J., Perreault, C., Hassan, H., Lucyk, B., & Gyamfi, S. (2022). Family matters in Canada: understanding and addressing family homelessness in Ontario. *BMC Public Health*, 22(1), 614–614. <https://doi.org/10.1186/s12889-022-13028-9>

Fortin, R., Jackson, S. F., Maher, J., & Moravac, C. (2015). I WAS HERE: young mothers who have experienced homelessness use Photovoice and participatory qualitative analysis to demonstrate strengths and assets. *Global Health Promotion*, 22(1), 8–20. <https://doi.org/10.1177/1757975914528960>

- *# Francis, J., & Hiebert, D. (2014). Shaky foundations: Refugees in Vancouver's housing market: Shaky foundations. *The Canadian Geographer*, 58(1), 63–78. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2013.12056.x>
- * Farrugia, D. & Gerrard, J. (2016). Academic knowledge and contemporary poverty: The politics of homelessness research. *Sage Journals*. 50, 267-284.
- # Gadermann, A.A., Hubble, A. M., Russell, L. B., Thomson, K. C., Norena, M., Rossa-Roccor, V., Hwang, S. W., Aubry, T., Karim, M. E., Farrell, S., & Palepu, A. (2021). Understanding subjective quality of life in homeless and vulnerably housed individuals: The role of housing, health, substance use, and social support. *SSM - Mental Health*, 1, 100021–. <https://doi.org/10.1016/j.ssmmh.2021.100021>
- *# Gaetz, S., O'Grady, B., & Kidd, S. (2016). *Without a Home : The National Youth Homelessness Survey*. Canadian Observatory on Homelessness Press.
- *# Gaetz, S., Dej, E., & Richter, T. (2016). *Homelessness Canada in the State of 2016*. Canadian Observatory on Homelessness Press.
- *# Gaetz, S., Scott, F., & Gulliver, T. (2013). *Housing First in Canada: Supporting Communities to End Homelessness*. Homeless Hub. <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/HousingFirstInCanada.pdf>
- # Goering, P.N., Streiner, D. L., Adair, C., Aubry, T., Barker, J., Distasio, J., Hwang, S. W., Komaroff, J., Latimer, E., Somers, J., & Zabkiewicz, D. M. (2011). The At Home/Chez Soi trial protocol: a pragmatic, multi-site, randomised controlled trial of a Housing First intervention for homeless individuals with mental illness in five Canadian cities. *BMJ Open*, 1(2), e000323–e000323. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2011-000323>
- * Gouvernement du Canada. (2018). *Stratégie nationale sur le logement*. Consulté le 15 mars 2022 à l'adresse <https://www.placetocallhome.ca/what-is-the-strategy>
- *# Greater Victoria Coalition to End Homelessness. (2019). *Community Plan to End Homelessness in the Capital Region: 2019 - 2024*. <https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/Finalized%20Community%20Plan%20-%20Victoria.pdf>
- # Grenier, A., Sussman, T., Barken, R., Bourgeois-Guérin, V., & Rothwell, D. (2016). "Growing Old" in Shelters and "On the Street": Experiences of Older Homeless People. *Journal of Gerontological Social Work*, 59(6), 458–477. <https://doi.org/10.1080/01634372.2016.1235067>
- # Grewal, E.K., Campbell, R. B., Booth, G. L., McBrien, K. A., Hwang, S. W., O'Campo, P., & Campbell, D. J. T. (2021). Using concept mapping to prioritize barriers to diabetes care and self-management for those who experience homelessness. *International Journal for Equity in Health*, 20(1), 1–158. <https://doi.org/10.1186/s12939-021-01494-3>
- * Grimard, C., Côté, P.B., & MacDonald, S.A. (2021). *L'itinérance En Bref: Mieux Comprendre Le Passage à la Rue*. Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales. https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/05/Ebook_itinerance_en_bref-1.pdf
- # Gurstein, P., & Small, D. (2005). From Housing to Home: Reflexive Management for those Deemed Hard to House. *Housing Studies*, 20(5), 717–735. <https://doi.org/10.1080/02673030500213953>

* Gray, A.P., Richer, F., & Harper, S. (2016). Individual- and community-level determinants of Inuit youth mental wellness. *Canadian Journal of Public Health*, 107(3), e251–e257. <https://doi.org/10.17269/CJPH.107.5342>

Hainstock, M., & Masuda, J. R. (2019). “We have a roof over our head, but we have to eat too:” Exploring shifting foodscapes from homelessness into Housing First in Kingston, Ontario. *Health & Place*, 59, 102197–102197. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2019.102197>

Halifax, D., Viva, N., Yurichuk, F., Meeks, J., & Khandor, E. (2008). Photovoice in a Toronto Community Partnership: Exploring the Social Determinants of Health With Homeless People. *Progress in Community Health Partnerships*, 2(2), 129–136. <https://doi.org/10.1353/cpr.0.0015>

* Hankivsky, O. (2014). *Intersectionality 101*. Vancouver: The Institute for Intersectionality Research & Policy, Simon Fraser University.

Harris, M., Gadermann, A., Norena, M., To, M., Hubley, A. M., Aubry, T., Hwang, S., & Palepu, A. (2018). Residential moves and its association with substance use, healthcare needs, and acute care use among homeless and vulnerably housed persons in Canada. *International Journal of Public Health*, 64(3), 399–409. <https://doi.org/10.1007/s00038-018-1167-6>

*# Hasford, J., Nelson, G., Worton, S. K., Macnaughton, E., MacLeod, T., Piat, M., Tsemberis, S., Stergiopoulos, V., Distasio, J., Aubry, T., & Goering, P. (2019). Knowledge translation and implementation of Housing First in Canada: A qualitative assessment of capacity building needs for an evidence-based program. *Evaluation and Program Planning*, 75, 1–9. <https://doi.org/10.1016/j.evalprogplan.2019.03.001>

Hasham, A. (2013, June 20). “We need more affordable housing:” About 200,000 Canadians use shelters annually, national survey finds. Advocates say the only solution is better access to low-rent units. *Toronto Star*. <https://www.proquest.com/docview/1369814570?parentSessionId=4NU38T20NJ3Wfuo%2F2kvPtm31rwj0qQzTaldFV81B8fs%3D&pg-origsite=primo&accountid=11233>

*# Hatch, J., & Werner, A. (2014). *The Lived Experience Circle: An Advisory Committee of the At Home/Chez Soi Project’s Winnipeg Site*. Institute of Urban Studies. <https://winnspace.uwinnipeg.ca/bitstream/handle/10680/784/14%2010%2024%20LEC%20InBrief%20FINAL.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

*# HelpSeeker Technologies. (2021). *Abbotsford BC Housing Needs Report*. https://www.abbotsford.ca/sites/default/files/2021-04/2021%20Housing%20Needs%20Report_0.pdf

Henwood, B.F., Stanhope, V., & Padgett, D. K. (2010). The Role of Housing: A Comparison of Front-Line Provider Views in Housing First and Traditional Programs. *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research*, 38(2), 77–85. <https://doi.org/10.1007/s10488-010-0303-2>

Hiebert, D., D’Addario, S., & Sherrell, K. (2005). The Profile of Absolute and Relative Homelessness Among Immigrants, Refugees, and Refugee Claimants in the GVRD. *National Secretariat on Homelessness*. <http://www.urbancentre.utoronto.ca/pdfs/elibrary/HLN-among-Immigrants-Vancou.pdf>

*# Hiebert, D. (2017). Immigrants and Refugees in the Housing Markets of Montreal, Toronto and Vancouver, 2011. *Canadian Journal of Urban Research*, 26(2), 52–78.

*# Hill, T., & Tamminen, K. A. (2020). Examining the Library as a Site for Intervention: A Mixed-Methods Case Study Evaluation of the “Innovative Solutions to Homelessness” Project. *Journal of Library Administration*, 60(5), 470–492. <https://doi.org/10.1080/01930826.2020.1729626>

Homeward Trust & City of Edmonton. (2017). A Place to Call Home: Edmonton’s Updated Plan to Prevent and End Homelessness. <http://endhomelessnessyeg.ca/wp-content/uploads/2017/07/Edmonton-Full-Booklet-web.pdf>

* Houle, Marie-Josée. (2022, Apr 22). Séance de discussion avec la défenseure fédérale du logement. Commission canadienne des droits de la personne <https://www.youtube.com/watch?v=FKeXlCNOxOQ>

*# Humphries, J. & Canham, S. L. (2021). Conceptualizing the shelter and housing needs and solutions of homeless older adults. *Housing Studies*, 36(2), 157–179. <https://doi.org/10.1080/02673037.2019.1687854>

*# Hwang, S.W., Kirst, M. J., Chiu, S., Tolomiczenko, G., Kiss, A., Cowan, L., & Levinson, W. (2009). Multidimensional Social Support and the Health of Homeless Individuals. *Journal of Urban Health*, 86(5), 791–803. <https://doi.org/10.1007/s11524-009-9388-x>

*# Hwang, S.W., Stergiopoulos, V., O’Campo, P., & Gozdzik, A. (2012). Ending homelessness among people with mental illness: the At Home/Chez Soi randomized trial of a Housing First intervention in Toronto. *BMC Public Health*, 12(1), 787–787. <https://doi.org/10.1186/1471-2458-12-787>

*# Hwang, S.W., Martin, R. E., Tolomiczenko, G. S., & Hulchanski, J. D. (2003). The Relationship Between Housing Conditions and Health Status of Rooming House Residents in Toronto. *Canadian Journal of Public Health*, 94(6), 436–440. <https://doi.org/10.1007/BF03405081>

Ibrahim, D. (2018). Violent victimization, discrimination and perceptions of safety: An immigrant perspective, Canada, 2014. *Juristat*, 1–27.

*# Ion, A., Greene, J., Masching, R., Poitras, M., Brownlee, P., St. Denys, R., Greene, S., Jackson, R., Worthington, C., Amirault, M., Nyman, S., & Anaquod, J. (2018). Stable homes, strong families: reimagining housing policies and programs for Indigenous peoples living with and affected by HIV and AIDS in Canada. *Housing and Society*, 45(2), 118–138. <https://doi.org/10.1080/08882746.2018.1496696>

* Indigenous and Northern Affairs Canada. (2017). Evaluation of On-Reserve Housing. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1506018589105/1555328867826>

*# Ives, N., Hanley, J., Walsh, C. A., & Este, D. (2014). Transnational elements of newcomer women’s housing insecurity: remittances and social networks. *Transnational Social Review : a Social Work Journal*, 4(2-3), 152–167. <https://doi.org/10.1080/21931674.2014.950107>

*# Jacob, J., Goodyear, T., Coulaud, P., Hoong, P., Ti, L., & Knight, R. (2021). “I want to feel young again”: experiences and perspectives of young people who inject drugs living with hepatitis C in Vancouver, Canada. *Canadian Journal of Public Health*, 112(5), 947–956. <https://doi.org/10.17269/s41997-021-00535-2>

*# Jadidzadeh, A., & Kneebone, R. (2018). Patterns and Intensity of Use of Homeless Shelters in Toronto. *Canadian Public Policy*, 44(4), 342–355. <https://doi.org/10.3138/cpp.2018-013>

* Jarrett, H. (2016) Nothing about us without us: Lived experience leaders from across the country call for inclusion in the design of Canada's National Housing Strategy. Hines, K., Meehan, T., and Paradis, E. (Eds), *Homeless Hub*, June 28.

Jaworsky, D., Gadermann, A., Duhoux, A., Naismith, T. E., Norena, M., To, M. J., Hwang, S. W., & Palepu, A. (2016). Residential Stability Reduces Unmet Health Care Needs and Emergency Department Utilization among a Cohort of Homeless and Vulnerably Housed Persons in Canada. *Journal of Urban Health*, 93(4), 666–681. <https://doi.org/10.1007/s11524-016-0065-6>

*# Jones, A., & Teixeira, C. (2015). Housing Experiences of Single Mothers in Kelowna's Rental Housing Market. *Canadian Journal of Urban Research*, 24(2), 117–137.

Jones, A.A., Gicas, K. M., Seyedin, S., Willi, T. S., Leonova, O., Vila-Rodriguez, F., Procyshyn, R. M., Smith, G. N., Schmitt, T. A., Vertinsky, A. T., Buchanan, T., Rauscher, A., Lang, D. J., MacEwan, G. W., Lima, V. D., Montaner, J. S. G., Panenka, W. J., Barr, A. M., Thornton, A. E., & Honer, W. G. (2020). Associations of substance use, psychosis, and mortality among people living in precarious housing or homelessness: A longitudinal, community-based study in Vancouver, Canada. *PLoS Medicine*, 17(7), e1003172–e1003172. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1003172>

*# Jones, M.E., Shier, M.L., & Graham, J.R. (2012). Intimate Relationships as Routes into and out of Homelessness: Insights from a Canadian City. *Journal of Social Policy*, 41(1), 101–117. <https://doi.org/10.1017/S0047279411000572>

*# Kahan, D., Lamanna, D., Rajakulendran, T., Noble, A., & Stergiopoulos, V. (2020). Implementing a trauma-informed intervention for homeless female survivors of gender-based violence: Lessons learned in a large Canadian urban centre. *Health & Social Care in the Community*, 28(3), 823–832. <https://doi.org/10.1111/hsc.12913>

Kaltsidis, G., Grenier, G., Cao, Z., & Fleury, M.-J. (2020). Change in Housing Status among Homeless and Formerly Homeless Individuals in Quebec, Canada: A Profile Study. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(17), 6254–. <https://doi.org/10.3390/ijerph17176254>

Kaltsidis, G., Grenier, G., Cao, Z., Bertrand, K., & Fleury, M. (2022). Predictors of change in housing status over 12 months among individuals using emergency shelters, temporary housing or permanent housing in Quebec, Canada. *Health & Social Care in the Community*, 30(2), 631–643. <https://doi.org/10.1111/hsc.13168>

Kaltsidis, G., Grenier, G., Cao, Z., L'Esperance, N., & Fleury, M.-J. (2021). Typology of changes in quality of life over 12 months among currently or formerly homeless individuals using different housing services in Quebec, Canada. *Health and Quality of Life Outcomes*, 19(1), 128–128. <https://doi.org/10.1186/s12955-021-01768-y>

Karabanow, J., Hughes, J., & Hadley, C. (2011). Building community the story of Supportive Housing for Young Mothers (SHYM) : final report. External Research Program, Canada Mortgage and Housing Corporation.

*# Karabanow, J., Kidd, S., Frederick, T., & Hughes, J. (2018). Homeless Youth and the Search for Stability. Wilfrid Laurier University Press.

Karabanow, J. (2008). Getting off the Street: Exploring the Processes of Young People's Street Exits. *The American Behavioral Scientist* (Beverly Hills), 51(6), 772–788. <https://doi.org/10.1177/0002764207311987>

Katz, A.S., Zerger, S., & Hwang, S. W. (2017). Housing First the conversation: discourse, policy and the limits of the possible. *Critical Public Health*, 27(1), 139–147. <https://doi.org/10.1080/09581596.2016.1167838>

*# Kauppi, C., Pallard, H., Faries, E., Montgomery, P., & Hankard, M. (2018). Homelessness in the City of Greater Sudbury: 2018 Enumeration. City of Greater Sudbury. <https://pub-greatersudbury.escribemeetings.com/filestream.ashx?documentid=5159>

Kauppi, C., O'Grady, B., Schiff, R., Martin, F., & Ontario Municipal Social Services. (2017). Homelessness and Hidden Homelessness in Rural and Northern Ontario. Guelph, ON: Rural Ontario Institute.

Keller, C., Goering, P., Hume, C., Macnaughton, E., O'Campo, P., Sarang, A., Thomson, M., Vallée, C., Watson, A., & Tsemberis, S. (2013). Initial Implementation of Housing First in Five Canadian Cities: How Do You Make the Shoe Fit, When One Size Does Not Fit All? *American Journal of Psychiatric Rehabilitation*, 16(4), 275–289. <https://doi.org/10.1080/15487768.2013.847761>

*# Kennedy, J., Forchuk, C., Arku, G., & Buzzelli, M. (2016). Service providers' perspectives and residents' experiences with the implementation of "Housing First" program in the city of London, Ontario, Canada. *Housing and Society*, 43(2), 82–102. <https://doi.org/10.1080/08882746.2017.1293429>

Kennedy, J., Arku, G., & Cleave, E. (2017). The experiences of front-line service providers of Housing First programme delivery in three communities in Ontario, Canada. *International Journal of Housing Policy*, 17(3), 396–416. <https://doi.org/10.1080/14616718.2016.1248528>

*# Kennelly, J. (2015). "You're making our city look bad:" Olympic security, neoliberal urbanization, and homeless youth. *Ethnography*, 16(1), 3–24. <https://doi.org/10.1177/1466138113513526>

Kerman, N., & Sylvestre, J. (2020). Surviving versus living life: Capabilities and service use among adults with mental health problems and histories of homelessness. *Health & Social Care in the Community*, 28(2), 414–422. <https://doi.org/10.1111/hsc.12873>

*# Kerman, N., Sylvestre, J., Aubry, T., & Distasio, J. (2018). The effects of housing stability on service use among homeless adults with mental illness in a randomized controlled trial of Housing First. *BMC Health Services Research*, 18(1), 190–190. <https://doi.org/10.1186/s12913-018-3028-7>

*# Kerman, N., Aubry, T., Adair, C. E., Distasio, J., Latimer, E., Somers, J., & Stergiopoulos, V. (2020). Effectiveness of Housing First for Homeless Adults with Mental Illness Who Frequently Use Emergency Departments in a Multisite Randomized Controlled Trial. *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research*, 47(4), 515–525. <https://doi.org/10.1007/s10488-020-01008-3>

- *# Khan, B.M., Reid, N., Brown, R., Kozloff, N., & Stergiopoulos, V. (2020). Engaging Adults Experiencing Homelessness in Recovery Education: A Qualitative Analysis of Individual and Program Level Enabling Factors. *Frontiers in Psychiatry*, 11, 779–779. <https://doi.org/10.3389/fpsy.2020.00779>
- *# Kidd, S.A., Thistle, J., Beaulieu, T., O’Grady, B., & Gaetz, S. (2019). A national study of Indigenous youth homelessness in Canada. *Public Health (London)*, 176, 163–171. <https://doi.org/10.1016/j.puhe.2018.06.012>
- *# Kidd, S.A., & Davidson, L. (2006). Youth Homelessness: A Call for Partnerships between Research and Policy. *Canadian Journal of Public Health*, 97(6), 445–447. <https://doi.org/10.1007/BF03405225>
- *# Kidd, S.A., Kirkpatrick, H., & George, L. (2011). Getting to know Mark, a homeless alcohol-dependent artist, as he finds his way out of the river. *Addiction Research & Theory*, 19(2), 102–111. <https://doi.org/10.3109/16066359.2010.500063>
- # Kidd, S.A., Karabanow, J., Hughes, J., & Frederick, T. (2013). Brief report: Youth pathways out of homelessness – Preliminary findings. *Journal of Adolescence (London, England.)*, 36(6), 1035–1037. <https://doi.org/10.1016/j.adolescence.2013.08.009>
- *# Kidd, S.A., Frederick, T., Karabanow, J., Hughes, J., Naylor, T., & Barbic, S. (2015). A Mixed Methods Study of Recently Homeless Youth Efforts to Sustain Housing and Stability. *Child & Adolescent Social Work Journal*, 33(3), 207–218. <https://doi.org/10.1007/s10560-015-0424-2>
- *# Kidd, S.A., Vitopoulos, N., Frederick, T., Daley, M., Peters, K., Clarc, K., Cohen, S., Gutierrez, R., Leon, S., & McKenzie, K. (2019). Peer Support in the Homeless Youth Context: Requirements, Design, and Outcomes. *Child & Adolescent Social Work Journal*, 36(6), 641–654. <https://doi.org/10.1007/s10560-019-00610-1>
- *# Kidd, S.A., Vitopoulos, N., Frederick, T., Leon, S., Karabanow, J., & McKenzie, K. (2019). More Than Four Walls and a Roof Needed: A Complex Tertiary Prevention Approach for Recently Homeless Youth. *American Journal of Orthopsychiatry*, 89(2), 248–257. <https://doi.org/10.1037/ort0000335>
- *# Kidd, S.A., Vitopoulos, N., Frederick, T., Leon, S., Wang, W., Mushquash, C., & McKenzie, K. (2020). Trialing the Feasibility of a Critical Time Intervention for Youth Transitioning Out of Homelessness. *American Journal of Orthopsychiatry*, 90(5), 535–545. <https://doi.org/10.1037/ort0000454>
- # Kirst, M., Zerger, S., Wise Harris, D., Plenert, E., & Stergiopoulos, V. (2014). The promise of recovery: narratives of hope among homeless individuals with mental illness participating in a Housing First randomised controlled trial in Toronto, Canada. *BMJ Open*, 4(3), e004379–e004379. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2013-004379>
- # Kirst, M., Zerger, S., Misir, V., Hwang, S., & Stergiopoulos, V. (2014). The impact of a Housing First randomized controlled trial on substance use problems among homeless individuals with mental illness. *Drug and Alcohol Dependence*, 146, 24–29. <https://doi.org/10.1016/j.drugalcdep.2014.10.019>

*# Kirst, M., Friesdorf, R., Ta, M., Amiri, A., Hwang, S. W., Stergiopoulos, V., & O'Campo, P. (2020). Patterns and effects of social integration on housing stability, mental health and substance use outcomes among participants in a randomized controlled Housing First trial. *Social Science & Medicine* (1982), 265, 113481–113481. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2020.113481>

*# Kishigami, N., Nagy, M., & Lee, M. (2008). Homeless Inuit in Montreal. *Etudes Inuit*, 32(1), 73–90. <https://doi.org/10.7202/029820ar>

*# Klodawsky, F., Aubry, T., & Farrell, S. (2006). Care and the Lives of Homeless Youth in Neoliberal Times in Canada. *Gender, Place and Culture : a Journal of Feminist Geography*, 13(4), 419–436. <https://doi.org/10.1080/09663690600808577>

Kohut, C., & Patterson, M. (2022). Being homeless at the “End” of homelessness navigating the symbolic and social boundaries of Housing First. *The Canadian Review of Sociology*, 59(1), 59–75. <https://doi.org/10.1111/cars.12369>

Kozloff, N., Stergiopoulos, V., Cheung, A., & Goering, P. N. (2016). Housing First for Homeless Youth with Mental Illness: Analysis from a HOUSING FIRST FOR HOMELESS YOUTH WITH MENTAL ILLNESS: ANALYSIS FROM A RANDOMIZED CONTROLLED TRIAL. *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, 55(10), S149–S149. <https://doi.org/10.1016/j.jaac.2016.09.154>

*# Lachaud, J., Mejia-Lancheros, C., Nisenbaum, R., Stergiopoulos, V., O'Campo, P., & Hwang, S. W. (2021). Housing First and Severe Mental Disorders: The Challenge of Exiting Homelessness. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 693(1), 178–192. <https://doi.org/10.1177/0002716220987220>

*# Lachaud, J., Mejia-Lancheros, C., Durbin, A., Nisenbaum, R., Wang, R., O'Campo, P., Stergiopoulos, V., & Hwang, S. W. (2021). The Effect of a Housing First Intervention on Acute Health Care Utilization among Homeless Adults with Mental Illness: Long-term Outcomes of the At Home/Chez-Soi Randomized Pragmatic Trial. *Journal of Urban Health*, 98(4), 505–515. <https://doi.org/10.1007/s11524-021-00550-1>

*# Lalonde, J., Thomson, A. E., Duncan, K., & Roger, K. (2021). Hearing their voices: Youths' experiences of unstable housing and homelessness post-care. *Qualitative Social Work : QSW : Research and Practice*, 20(4), 1043–1058. <https://doi.org/10.1177/1473325020923022>

*# Latchford, C. (2006). Gimme Shelter in 2006: A Personal and Political Account of the Women's Shelter Movement. *Canadian Woman Studies*, 25(1/2).

Latimer, E.A., Rabouin, D., Cao, Z., Ly, A., Powell, G., Aubry, T., Distasio, J., Hwang, S. W., Somers, J. M., Bayoumi, A. M., Mitton, C., Moodie, E. E. M., & Goering, P. N. (2020). Cost-Effectiveness of Housing First With Assertive Community Treatment: Results From the Canadian At Home/Chez Soi Trial. *Psychiatric Services* (Washington, D.C.), 71(10), 1020–1030. <https://doi.org/10.1176/appi.ps.202000029>

* Latimer, E.A., Bordeleau, F., & Méthot, C. (2018). Besoins exprimés et préférences en matière de logement des utilisateurs autochtones de ressources communautaires sur l'île de Montréal. Montreal Urban Aboriginal Strategy NETWORK, the Movement to end Homelessness in Montreal and the Secrétariat aux affaires autochtones. <http://reseaumtlnetwork.com/network-documents-and-reports/?lang=en>

- *# Lazarus, L., Chettiar, J., Deering, K., Nabess, R., & Shannon, K. (2011). Risky health environments: Women sex workers' struggles to find safe, secure and non-exploitative housing in Canada's poorest postal code. *Social Science & Medicine* (1982), 73(11), 1600–1607. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2011.09.015>
- *# Leblanc, C. (2021). Réflexion sur les personnes qui vivent dans la rue sans avoir recours aux refuges: une réalité souvent négligée dans la mise en place d'actions et de politiques sociales en itinérance. In Grimard, C., Côté, P.B., Macdonald, S.A. (Eds.) *L'itinérance en bref: mieux comprendre le passage à la rue*. Montréal: Université de Montréal.
- *# Leviten-Reid, C., & Lake, A. (2016). Building Affordable Rental Housing for Seniors: Policy Insights From Canada. *Journal of Housing for the Elderly*, 30(3), 253–270. <https://doi.org/10.1080/02763893.2016.1198738>
- *# Leviten-Reid, C., Matthew, R., & Wardley, L. (2020). Sense of community belonging: exploring the impact of housing quality, affordability, and safety among renter households. *Journal of Community Practice*, 28(1), 18–35. <https://doi.org/10.1080/10705422.2020.1718050>
- *# Leviten-Reid, C., & Parker, B. (2018). Left out? Housing insecurity for one-person, low-income, non-senior households in Cape Breton Regional Municipality. *The Canadian Geographer*, 62(4), 470–481. <https://doi.org/10.1111/cag.12459>
- *# Logan, J. & Murdie, R. (2014). Home in Canada? The Settlement Experiences of Tibetans in Parkdale, Toronto. *Journal of International Migration and Integration*, 17(1), 95–113. <https://doi.org/10.1007/s12134-014-0382-0>
- * Loignon, C., Dupéré, S., Godrie, B. & Leblanc, C. (2018). Dés-élitiser la recherche pour favoriser l'équité en santé. Les recherches participative avec des publics en situation de pauvreté en santé publique. *Éthique publique*, 20(2), 1-13.
- # Luong, L., Lachaud, J., Kouyoumdjian, F. G., Hwang, S. W., & Mejia-Lancheros, C. (2020). The impact of a Housing First intervention and health-related risk factors on incarceration among people with experiences of homelessness and mental illness in Canada. *Canadian Journal of Public Health*, 112(2), 270–279. <https://doi.org/10.17269/s41997-020-00433-z>
- *# MacDonald, S.A., & Gaulin, D. (2020). The invisibility of rural homelessness in a Canadian context. *Journal of Social Distress and Homeless*, 29(2), 169–183. <https://doi.org/10.1080/10530789.2019.1688540>
- # MacKinnon, L., & Socias, M. E. (2021). Housing First A housing model rooted in harm reduction with potential to transform health care access for highly marginalized Canadians. *Canadian Family Physician*, 67(7), 481–483. <https://doi.org/10.46747/cfp.6707481>
- # Macnaughton, E.L., Goering, P. N., & Nelson, G. B. (2012). Exploring the Value of Mixed Methods Within the At Home/Chez Soi Housing First Project: A Strategy to Evaluate the Implementation of a Complex Population Health Intervention for People With Mental Illness Who Have Been Homeless. *Canadian Journal of Public Health*, 103(Suppl 1), S57–S62. <https://doi.org/10.1007/BF03404461>

Magwood, O., Leki, V. Y., Kpade, V., Saad, A., Alkhateeb, Q., Gebremeskel, A., Rehman, A., Hannigan, T., Pinto, N., Sun, A. H., Kendall, C., Kozloff, N., Tweed, E. J., Ponka, D., & Pottie, K. (2019). Common trust and personal safety issues: A systematic review on the acceptability of health and social interventions for persons with lived experience of homelessness. *PLoS One*, 14(12), e0226306–e0226306. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0226306>

* Malenfant, J. & Smith, C. (2021). Creating Conditions for Lived and Living Experience to Transform Research. *Parity* 35(06), 31-33.

*# Marshall, C.A., Tjörnstrand, C., Downs, E., Devries, R., & Drake, F. (2021). “Nobody cares about you as a group of people”: a mixed methods study of women living in congregate social housing in Ontario, Canada. *Housing and Society*, 48(1), 21–42. <https://doi.org/10.1080/08882746.2020.1793285>

*# McCartney, S., Herskovits, J., & Hintelmann, L. (2020). Developing occupant-based understandings of crowding: a study of residential self-assessment in Eabametoong First Nation. *Journal of Housing and the Built Environment*, 36(2), 645–662. <https://doi.org/10.1007/s10901-020-09768-y>

* McLean, I., & Wathen, C.N. (2022). Planning shelter service spaces and structure for resilience: a spatial analysis of women’s shelters during COVID-19. *International Journal on Homelessness*, 2(1), 68-79.

McParland, K., Rousseau-Thomas, J., & Schiff, J. W. (2019). A Critical Review of Research and Policy in Youth-Focused Housing First. *Canadian Review of Social Policy* (1987), 79, 50

Meij, E., Haartsen, T., & Meijering, L. (2020). “Everywhere they are trying to hide poverty. I hate it!”: Spatial practices of the urban poor in Calgary, Canada. *Geoforum*, 117, 206–215. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.10.002>.

Mejia-Lancheros, C., Lachaud, J., To, M. J., Lee, P., Nisenbaum, R., O’Campo, P., Stergiopoulos, V., & Hwang, S. W. (2021). The Long-Term Effects of a Housing First Intervention on Primary Care and Non-Primary Care Physician Visits Among Homeless Adults with Mental Illness: A 7-Year RCT Follow-Up. *Journal of Primary Care & Community Health*, 12, 215013272110271–21501327211027102. <https://doi.org/10.1177/21501327211027102>

Milaney, K., Kamran, H., & Williams, N. (2020). A Portrait of Late Life Homelessness in Calgary, Alberta. *Canadian Journal on Aging*, 39(1), 42–51. <https://doi.org/10.1017/S0714980819000229>

*# Milaney, K., Williams, N., Lockerbie, S. L., Dutton, D. J., & Hyshka, E. (2020). Recognizing and responding to women experiencing homelessness with gendered and trauma-informed care. *BMC Public Health*, 20(1), 397–397. <https://doi.org/10.1186/s12889-020-8353-1>

Miller, P., Donahue, P., Este, D., & Hofer, M. (2004). Experiences of being homeless or at risk of being homeless among Canadian youths. *Adolescence*, 39(156), 735–755.

Moledina, A., Magwood, O., Agbata, E., Hung, J., Saad, A., Thavorn, K., & Pottie, K. (2021). A comprehensive review of prioritised interventions to improve the health and wellbeing of persons with lived experience of homelessness. *Campbell Systematic Review*, 17(2). <https://doi.org/10.1002/cl2.1154>

- *# Monari, E., Booth, R., Harerimana, B., & Forchuk, C. (2020). The Experiences of Migration among Homeless Male and Female Psychiatric Survivors. *Issues in Mental Health Nursing*, 41(6), 467–475. <https://doi.org/10.1080/01612840.2019.1701154>
- # Moore, E., & Skaburskis, A. (2004). Canada's increasing housing affordability burdens. *Housing Studies*, 19(3), 395–413. <https://doi.org/10.1080/0267303042000204296>
- # Moos, M., Vinodrai, T., Revington, N., & Seasons, M. (2018). Planning for Mixed Use: Affordable for Whom? *Journal of the American Planning Association*, 84(1), 7–20. <https://doi.org/10.1080/01944363.2017.1406315>
- # Morisseau-Guillot, R., Aubin, D., Deschênes, J.-M., Gioia, M., Malla, A., Bauco, P., Dupont, M.-È., & Abdel-Baki, A. (2019). A Promising Route Towards Improvement of Homeless Young People's Access to Mental Health Services: The Creation and Evolution of an Outreach Service Network in Montréal. *Community Mental Health Journal*, 56(2), 258–270. <https://doi.org/10.1007/s10597-019-00456-y>
- # Morrell-Bellai, T. Goering, P., & Katherine, B. (2000). Becoming and Remaining Homeless: A Qualitative Investigation. *Issues in Mental Health Nursing*, 21(6), 581–604. <https://doi.org/10.1080/01612840050110290>
- # Murdie, R. (2010). Precarious Beginnings: The Housing Situation of Canada's Refugees. *Canadian Issues*, 47-51.
- *# Murdie, R. (2008). Pathways to Housing: The Experiences of Sponsored Refugees and Refugee Claimants in Accessing Permanent Housing in Toronto. *Journal of International Migration and Integration*, 9(1), 81–101. <https://doi.org/10.1007/s12134-008-0045-0>
- # Namian, D. (2020). Governing homelessness through instruments: a critical perspective on Housing First's policy instrumentation. *Critical Policy Studies*, 14(3), 303–318. <https://doi.org/10.1080/19460171.2019.1598881>
- # Namian, D. (2022). Homemaking among the “chronically homeless”: a critical policy ethnography of Housing First. *Housing Studies*, 37(2), 332–349. <https://doi.org/10.1080/02673037.2021.2009777>
- Nasmith, T.E., Gadermann, A., Jaworsky, D., Norena, M., To, M. J., Hwang, S. W., & Palepu, A. (2021). Clinically significant substance use and residential stability among homeless or vulnerably housed persons in Canada: a longitudinal cohort study. *Journal of Public Health*, 43(3), 532–540. <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdaa018>
- *# Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. (2019). Réclamer notre pouvoir et notre place : Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. <https://www.mmiwg-ffada.ca/final-report/>
- *# Association des femmes autochtones du Canada (2018). First Nation's Housing Strategy Indigenous Women, Girls, and LBGTQ2S: Engaging a National Framework for Housing Policy Final Report. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Housing/IndigenousPeoples/CSO/NWAC - First Nations Housing Strategy.pdf>
- *# Nelson, A. (2020). Nothing about us without us: Centering lived experience and revolutionary care in efforts to end and prevent homelessness in Canada. *Radical Housing Journal* 2(2), 83-100.

- # Nelson, G., Aubry, T., Tsemberis, S., & Macnaughton, E. (2020). Psychology and Public Policy: The Story of a Canadian Housing First Project for Homeless People With Mental Illness. *Canadian Psychology*, 61(3), 257–268. <https://doi.org/10.1037/cap0000206>
- # Nelson, G., Caplan, R., MacLeod, T., Macnaughton, E., Cherner, R., Aubry, T., Méthot, C., Latimer, E., Piat, M., Plenert, E., McCullough, S., Zell, S., Patterson, M., Stergiopoulos, V., & Goering, P. (2017). What Happens After the Demonstration Phase? The Sustainability of Canada's At Home/Chez Soi Housing First Programs for Homeless Persons with Mental Illness. *American Journal of Community Psychology*, 59(1-2), 144–157. <https://doi.org/10.1002/ajcp.12119>
- *# Nelson, G., Macnaughton, E., Curwood, S. E., Egalité, N., Voronka, J., Fleury, M.-J., Kirst, M., Flowers, L., Patterson, M., Dudley, M., Piat, M., & Goering, P. (2016). Collaboration and involvement of persons with lived experience in planning Canada's At Home/Chez Soi project. *Health & Social Care in the Community*, 24(2), 184–193. <https://doi.org/10.1111/hsc.12197>
- # Nelson, G., Stefancic, A., Rae, J., Townley, G., Tsemberis, S., Macnaughton, E., Aubry, T., Distasio, J., Hurtubise, R., Patterson, M., Stergiopoulos, V., Piat, M., & Goering, P. (2014). Early implementation evaluation of a multi-site Housing First intervention for homeless people with mental illness: A mixed methods approach. *Evaluation and Program Planning*, 43, 16–26. <https://doi.org/10.1016/j.evalprogplan.2013.10.004>
- *# Nichols, N., & Braimoh, J. (2018). Community Safety, Housing Precariousness and Processes of Exclusion: An Institutional Ethnography from the Standpoints of Youth in an “Unsafe” Urban Neighbourhood. *Critical Sociology*, 44(1), 157–172. <https://doi.org/10.1177/0896920516658941>
- *# Nixon, J. (2012). *An Exploration of How Homelessness Affects Indigenous Women*. ProQuest Dissertations Publishing.
- # O'Campo, P., Stergiopoulos, V., Nir, P., Levy, M., Misir, V., Chum, A., Arbach, B., Nisenbaum, R., To, M. J., & Hwang, S. W. (2016). How did a Housing First intervention improve health and social outcomes among homeless adults with mental illness in Toronto? Two-year outcomes from a randomised trial. *BMJ Open*, 6(9), e010581–e010581. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2015-010581>
- *# O'Neil, K., Aubrecht, K., & Keefe, J. (2021). Dimensions of Housing Insecurity for Older Women Living with a Low Income. *Journal of Aging and Environment*, 35(1), 1–27. <https://doi.org/10.1080/26892618.2020.1744498>
- # Olson, M., & Pauly, B. (2021). Homeless encampments: connecting public health and human rights. *Canadian Journal of Public Health*, 112(6), 988–991. <https://doi.org/10.17269/s41997-021-00581-w>
- *# Osuji, J., & Hirst, S. (2015). History of abuse and the experience of homelessness: a framework for assisting women overcome housing instability. *Housing, Care and Support*, 18(3/4), 89–100. <https://doi.org/10.1108/HCS-03-2015-0004>
- # Oudshoorn, A., Benbow, S., & Meyer, M. (2019). Resettlement of Syrian Refugees in Canada. *Journal of International Migration and Integration*, 21(3), 893–908. <https://doi.org/10.1007/s12134-019-00695-8>

Pakzad, S., Bourque, P.-É., Bourque, J., Aubry, T., Gallant, L., LeBlanc, S. R., & Tivendell, J. (2017). A Comparison of the Use of Physical and Mental Health Services by Homeless People With Severe Mental Health Problems in the Moncton Area Through the At Home/Chez Soi Program. *Canadian Journal of Community Mental Health*, 36(2), 77–105. <https://doi.org/10.7870/cjcmh-2017-024>

Palepu, A., Hubley, A. M., Russell, L. B., Gadermann, A. M., & Chinni, M. (2012). Quality of life themes in Canadian adults and street youth who are homeless or hard-to-house: A multi-site focus group study. *Health and Quality of Life Outcomes*, 10(1), 93–93. <https://doi.org/10.1186/1477-7525-10-93>

Palepu, A., Patterson, M. L., Moniruzzaman, A., Frankish, C. J., & Somers, J. (2013). Housing First Improves Residential Stability in Homeless Adults With Concurrent Substance Dependence and Mental Disorders. *American Journal of Public Health*, 103(S2), 30–36. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2013.301628>

Paradis, E. (2018). Homelessness “in Their Horizon”: A Rights-Based, Feminist Study of Inadequate Housing and Risk of Homelessness among Families in Toronto’s Aging Rental High-Rises. In Paradis, E., Klodawsky, F., Andrew, C., & Siltanen, J. (Eds.) *Toward Equity and Inclusion in Canadian Cities* (p. 180-205). Montreal : McGill-Queen’s University Press.

*# Paradis, E. (2018). If You Build It, They Will Claim: Rights-Based Participation and Accountability in Canada’s National Housing Strategy. The National Consultation on a Human Rights-Based Approach to Housing. <https://maytree.com/wp-content/uploads/Paradis-submission-Rights-based-participation-and-accountability-1-June-2018.pdf>

*# Parkdale People’s Economy. (2018). Parkdale Community Benefits Framework Full Report November 2018 Guide for Development without Displacement. <https://parkdalecommunityeconomies.files.wordpress.com/2018/11/parkdale-community-benefits-framework1.pdf>

*# Parpouchi, M., Moniruzzaman, A., Rezansoff, S. N., Russolillo, A., & Somers, J. M. (2018). The effect of Housing First on adherence to methadone maintenance treatment. *The International Journal of Drug Policy*, 56, 73–80. <https://doi.org/10.1016/j.drugpo.2018.03.012>

Parpouchi, M., Moniruzzaman, A., & Somers, J. M. (2021). The association between experiencing homelessness in childhood or youth and adult housing stability in Housing First. *BMC Psychiatry*, 21(1), 138–138. <https://doi.org/10.1186/s12888-021-03142-0>

*# Patterson, M., Rezansoff, S., Currie, L., & Somers, J. M. (2013). Trajectories of recovery among homeless adults with mental illness who participated in a randomised controlled trial of Housing First: a longitudinal, narrative analysis. *BMJ Open*, 3(9). <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2013-003442>

*# Patterson, M., Moniruzzaman, A., & Somers, J. M. (2014). Community Participation and Belonging Among Formerly Homeless Adults with Mental Illness After 12 months of Housing First in Vancouver, British Columbia: A Randomized Controlled Trial. *Community Mental Health Journal*, 50(5), 604–611. <https://doi.org/10.1007/s10597-013-9672-9>

Perreault, M., Jaimes, A., Rabouin, D., White, N. D., & Milton, D. (2013). A vacation for the homeless: evaluating a collaborative community respite programme in Canada through clients' perspectives. *Health & Social Care in the Community*, 21(2), 159–170. <https://doi.org/10.1111/hsc.12004>

Perreault, M., Riva, M., Dufresne, P., & Fletcher, C. (2020). Overcrowding and sense of home in the Canadian Arctic. *Housing Studies*, 35(2), 353–375. <https://doi.org/10.1080/02673037.2019.1602720>

Peters, E., & Christensen, J. (2016). *Indigenous Homelessness: Perspectives from Canada, Australia, and New Zealand*. University of Manitoba Press.

*# Phipps, E., Butt, T., Desjardins, N., Schonauer, M., Schlonies, R., & Masuda, J. R. (2021). Lessons from a rural housing crisis: grounded insights for intersectoral action on health inequities. *Social Science & Medicine* (1982), 270, 113416–113416. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2020.113416>

*# Phipps, E., & Masuda, J. R. (2018). Towards equity-focused intersectoral practice (Equip) in children's environmental health and housing: the transformational story of RentSafe. *Canadian Journal of Public Health*, 109(3), 379–385. <https://doi.org/10.17269/s41997-018-0094-x>

*# Piat, M., Macnaughton, E., Egalité, N., Goering, P. N., Nelson, G. B., Polvere, L., & Townley, G. (2013). Baseline consumer narratives of lived experience of the Mental Health Commission of Canada's At Home/Chez Soi Project: Cross-site report. Mental Health Commission of Canada.

* Pin, L., Levac, L., Rodenburg, E., & Hatt, K. (2021). Dangerous Disruptions to Housing: The COVID-related Experiences of People Living with Poverty in Rural and Small Urban Communities in Southern Ontario. <https://liveworkwell.ca/dangerous-disruptions-local-intersections-poverty-and-covid-19-guelph-wellington-and-dufferin-0>

* Pleace, N., & Quilgars, D. (2003). Led rather than leading? Research on homelessness in Britain. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 13, 187-196.

Polillo, A., Sylvestre, J., Kerman, N., Lee, C. M., Aubry, T., & Czechowski, K. (2018). The experiences of adolescents and young adults residing with their families in emergency shelters in Canada. *Journal of Children & Poverty*, 24(2), 89–107. <https://doi.org/10.1080/10796126.2018.1470438>

* Agence de la santé publique du Canada. (2018). Approches tenant compte des traumatismes et de la violence – politiques et pratiques. <https://www.canada.ca/en/public-health/services/publications/health-risks-safety/trauma-violence-informed-approaches-policy-practice.html>

Queiser, S., Maddox, R., Wilson, B., & Jesus-Bretschneider, A. (2020). Senior Poverty and Inequity: The Toronto Experience. Social Planning Toronto. https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/socialplanningtoronto/pages/2394/attachments/original/1596560165/Seniors_poverty_report_FINAL.pdf?1596560165

*# Réseau d'aide aux personnes seules et itinérance de Montréal (RAPSIM). (2016). L'itinérance à Montréal: Au-delà des chiffres Homelessness in Montréal: More than Numbers. <https://rapsim.org/2019/08/20/litinerance-a-montreal-au-dela-des-chiffres/>

- *# Reynolds, K., Isaak, C. A., DeBoer, T., Medved, M., Distasio, J., Katz, L. Y., & Sareen, J. (2016). Aging and Homelessness in a Canadian Context. *Canadian Journal of Community Mental Health*, 35(1), 1–13. <https://doi.org/10.7870/cjcmh-2015-016>
- # Safe at Home Working Group. (2017). Safe at Home: A Community-Based Action Plan to End and Prevent Homelessness in Whitehorse, Yukon. <https://yukon.ca/sites/yukon.ca/files/yhc/yhc-safe-at-home-end-homelessness-report.pdf>
- *# Sakamoto, I. (2010). Coming together: homeless women, housing and social support (with a special focus on the experiences of Aboriginal women and transwomen). Faculty of Social Work.
- * Sakamoto, I., Riccardi, J., Pylar, J., & Wood, N. (2007). Coming together: Arts-based community-based research with homeless women and Transwomen. *PsycEXTRA Dataset*. <https://doi.org/10.1037/e689962007-001>
- *# Schmidt, R., Hrenchuk, C., Bopp, J., & Poole, N. (2015). Trajectories of women’s homelessness in Canada’s 3 northern territories. *International Journal of Circumpolar Health*, 74(1), 29778–29778. <https://doi.org/10.3402/ijch.v74.29778>
- *# Schwan, K., Gaetz, S., French, D., Redman, M., Thistle, J., & Dej, E. (2018). What Would it Take? Youth Across Canada Speak Out on Youth Homelessness Prevention. Toronto, ON: Canadian Observatory on Homelessness Press.
- *# Schwan, K., Vaccaro, M., Reid, L., Ali, N., & Baig, K. (2021). The Pan-Canadian Women’s Housing & Homelessness Survey. Toronto, ON: Canadian Observatory on Homelessness.
- * Sesula, D., & Kassam, S. (2014). Lost in the Maze. Here to Help. <https://www.heretohelp.bc.ca/lost-in-the-maze>
- *# Shaikh, A. & Rawal, H. (2019). Interconnections among Homelessness, Family Separation, and Mental Health: Implications for Multi-Sectoral Social Services. *Journal of Social Service Research*, 45(4), 543–557. <https://doi.org/10.1080/01488376.2018.1481174>
- *# Shier, M., Jones, M. E., & Graham, J. R. (2011). Social Communities and Homelessness: A Broader Concept Analysis of Social Relationships and Homelessness. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 21(5), 455–474. <https://doi.org/10.1080/10911359.2011.566449>
- *# Shier, M., Jones, M. E., & Graham, J. R. (2011). Sociocultural Factors to Consider When Addressing the Vulnerability of Social Service Users: Insights From Women Experiencing Homelessness. *Affilia*, 26(4), 367–381. <https://doi.org/10.1177/0886109911428262>
- *# Shoemaker, E., Kendall, C. E., Mathew, C., Crispo, S., Welch, V., Andermann, A., Mott, S., Lalonde, C., Bloch, G., Mayhew, A., Aubry, T., Tugwell, P., Stergiopoulos, V., & Pottie, K. (2020). Establishing need and population priorities to improve the health of homeless and vulnerably housed women, youth, and men: A Delphi consensus study. *PLoS One*, 15(4), e0231758–e0231758. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0231758>
- *# Singer, R. (2004). Shelters - The Life Within: The Impact of Emergency Shelters on the Mental Health of Single Homeless Women. ProQuest Dissertations Publishing.

*# Sjollem, S., Hordyk, S., Walsh, C. A., Hanley, J., & Ives, N. (2012). Found poetry - Finding home: A qualitative study of homeless immigrant women. *Journal of Poetry Therapy*, 25(4), 205–217. <https://doi.org/10.1080/08893675.2012.736180>

*# Social Planning Council Resource Assistance for Youth, Inc. (2016). Here and Now: Winnipeg Plan to End Youth Homelessness. https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/28239_here_now_plan_report_FIN_WEB.pdf

*# Somers, J., Patterson, M. L., Moniruzzaman, A., Currie, L., Rezansoff, S. N., Palepu, A., & Fryer, K. (2013). Vancouver At Home: pragmatic randomized trials investigating Housing First for homeless and mentally ill adults. *Trials*, 14(1), 365–365. <https://doi.org/10.1186/1745-6215-14-365>

*# Sotomayor, L., Tarhan, D., Vieta, M., McCartney, S., & Mas, A. (2022). When students are house-poor: Urban universities, student marginality, and the hidden curriculum of student housing. *Cities*, 124. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2022.103572>

*# St. Arnault, D., & Merali, N. (2019). Refugee pathways out of homelessness in urban Alberta, Canada: implications for social justice-oriented counselling. *Counselling Psychology Quarterly*, 32(2), 227–245. <https://doi.org/10.1080/09515070.2018.1437540>

*# Statistics Canada. (2021, November 22). Housing Experiences in Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/46-28-0001/462800012021001-eng.htm>

*# Statistics Canada. (2021, June 15). A statistical portrait of Canada's diverse LGBTQ2+ Communities. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210615/dq210615a-eng.htm>

*# Stergiopoulos, V., O'Campo, P., Gozdzik, A., Jeyaratnam, J., Corneau, S., Sarang, A., & Hwang, S. W. (2012). Moving from rhetoric to reality: adapting Housing First for homeless individuals with mental illness from ethno-racial groups. *BMC Health Services Research*, 12(1), 345–345. <https://doi.org/10.1186/1472-6963-12-345>

Stergiopoulos, V., Gozdzik, A., Misir, V., Skosireva, A., Connelly, J., Sarang, A., Whisler, A., Hwang, S. W., O'Campo, P., & McKenzie, K. (2015). Effectiveness of Housing First with Intensive Case Management in an Ethnically Diverse Sample of Homeless Adults with Mental Illness: A Randomized Controlled Trial. *PloS One*, 10(7). <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0130281>

*# Stergiopoulos, V., Gozdzik, A., Misir, V., Skosireva, A., Sarang, A., Connelly, J., Whisler, A., & McKenzie, K. (2016). The effectiveness of a Housing First adaptation for ethnic minority groups: findings of a pragmatic randomized controlled trial. *BMC Public Health*, 16(1), 1110–1110. <https://doi.org/10.1186/s12889-016-3768-4>

*# Stergiopoulos, V., Gozdzik, A., Nisenbaum, R., Vasiliadis, H.-M., Chambers, C., McKenzie, K., & Misir, V. (2016). Racial-Ethnic Differences in Health Service Use in a Large Sample of Homeless Adults With Mental Illness From Five Canadian Cities. *Psychiatric Services*, 67(9), 1004–1011. <https://doi.org/10.1176/appi.ps.201500287>

*# Stergiopoulos, V., Gozdzik, A., Nisenbaum, R., Lamanna, D., Hwang, S. W., Tepper, J., & Wasylenki, D. (2017). Integrating Hospital and Community Care for Homeless People with Unmet Mental Health Needs: Program Rationale, Study Protocol and Sample Description of a Brief Multidisciplinary Case Management Intervention. *International Journal of Mental Health and Addiction*, 15(2), 362–378. <https://doi.org/10.1007/s11469-017-9731-5>

Stergiopoulos, V., Mejia-Lancheros, C., Nisenbaum, R., Wang, R., Lachaud, J., O'Campo, P., & Hwang, S. W. (2019). Long-term effects of rent supplements and mental health support services on housing and health outcomes of homeless adults with mental illness: extension study of the At Home/Chez Soi randomised controlled trial. *The Lancet. Psychiatry*, 6(11), 915–925. [https://doi.org/10.1016/S2215-0366\(19\)30371-2](https://doi.org/10.1016/S2215-0366(19)30371-2)

*# Stewart, M., Reutter, L., Letourneau, N., Makwarimba, E., & Hungler, K. (2010). Supporting Homeless Youth: Perspectives and Preferences. *Journal of Poverty*, 14(2), 145–165. <https://doi.org/10.1080/10875541003711631>

*# Sylvestre, J., Kerman, N., Polillo, A., Lee, C. M., Aubry, T., & Czechowski, K. (2018). A Qualitative Study of the Pathways Into and Impacts of Family Homelessness. *Journal of Family Issues*, 39(8), 2265–2285. <https://doi.org/10.1177/0192513X17746709>

*# Sylvestre, J., Klodawsky, F., Gogosis, E., Ecker, J., Polillo, A., Czechowski, K., Agha, A., Shankar, S., To, M., Gadermann, A., Palepu, A., & Hwang, S. (2018). Perceptions of Housing and Shelter among People with Histories of Unstable Housing in three Cities in Canada: A Qualitative Study. *American Journal of Community Psychology*, 61(3-4), 445–458. <https://doi.org/10.1002/ajcp.12243>

*# Sylvestre, J., Kerman, N., Polillo, A., Lee, C. M., & Aubry, T. (2017). A Profile of Families in the Emergency Family Homeless Shelter System in Ottawa, Ontario, Canada. *Canadian Journal of Urban Research*, 26(1), 40–51. <http://www.jstor.org/stable/26204939>

Teixeira, C. (2014). Living on the “edge of the suburbs” of Vancouver: A case study of the housing experiences and coping strategies of recent immigrants in Surrey and Richmond. *The Canadian Geographer*, 58(2), 168-187. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2013.12055.x>

*# Teixeira, C. (2011). Finding a Home of Their Own: Immigrant Housing Experiences in Central Okanagan, British Columbia, and Policy Recommendations for Change. *International Journal of Migration and Integration*, 12(2), 173-197. <https://doi.org/10.1007/s12134-011-0181-9>

*# Teixeira, C. (2009). New immigrant settlement in a mid-sized city: a case study of housing barriers and coping strategies in Kelowna, British Columbia. *The Canadian Geographer*, 53(3), 323-339. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0064.2009.00266.x>

Teixeira, C. (2008). Barriers and outcomes in the housing searches of new immigrants and refugees: a case study of “Black” Africans in Toronto’s rental market. *Journal of Housing and the Built Environment*, 23(4), 253-276. <https://doi.org/10.1007/s10901-008-9118-9>

*# Teixeira, C. & Drolet, J L. (2018). Settlement and housing experiences of recent immigrants in small- and mid-sized cities in the interior of British Columbia (Canada). *Journal of Housing and the Built Environment*, 33(1), 19-43. <https://doi.org/10.1007/s10901-017-9550-9>

Teixeira, C. & Li, W. (2009). Introduction: Immigrant and Refugee Experiences in North American Cities. *Journal of Immigrant and Refugee Studies*. 7(3), 221-227. <https://doi.org/10.1080/15562940903150030>

*# Thulien, N. S., Gastaldo, D., Hwang, S. W. & McCay, E. (2018). The elusive goal of social integration: A critical examination of the socio-economic and psychosocial consequences experienced by homeless young people who obtain housing. *Canadian Journal of Public Health*, 109(1), 89-98. <https://doi.org/10.17269/s41997-018-0029-6>

To, M., Palepu, A., Matheson, F. I., Ecker, J., Farrell, S., Hwang, S. W., & Werb, D. (2016). The effect of incarceration on housing stability among homeless and vulnerably housed individuals in three Canadian cities: A prospective cohort study. *Canadian Journal of Public Health*, 107(6), 550–555. <https://doi.org/10.17269/CJPH.107.5607>

* Tuck, E., & Yang, K. W. (2014). R-words: Refusing research. In D. Paris & M. T. Winn, Eds., *Humanizing research: Decolonizing qualitative inquiry with youth and communities*, pp. 223-248. Thousand Oaks, CA: SAGE.

Turner, A. (2018). Kelowna's Journey Home Strategy: Community Report. https://www.journeyhome.ca/wp-content/uploads/2019/04/journey_home_community_report_web_version-reduced.pdf

Turner, A., Buchnea, A., French, D., Mifsud, A., Hansen, C., Escamilla, C.C., & DiFalco, A. (2019). Red Deer Community Housing & Homelessness 5 Year Integrated Plan: Technical Report. The City of Red Deer. <https://www.reddeer.ca/media/reddeerca/about-red-deer/social-well-being-and-community-initiatives/housing-and-homelessness/CHHIPTechnicalReport.pdf>

Turner, A., & Lyall, K. (2019). Lethbridge Community Wellbeing Needs Assessment Report. City of Lethbridge. <https://www.lethbridge.ca/living-here/Our-Community/Documents/Lethbridge%20Community%20Wellbeing%20Needs%20Assessment%20Report.pdf>

Turner, A., & Systems Planning Collective. (2019). Everyone is Home: A 5-Year Plan to End Chronic and Episodic Homelessness in Regina - Technical Report. <http://endhomelessnessregina.ca/wp-content/uploads/2019/06/P2EH-Full-Final-0610.pdf>

Turner Drake & Partners LTD., & Upland Planning & Design. (2021). Affordable Housing Needs & Supply Study. Colchester County. <https://www.colchester.ca/planning/3329-final-report-truro-colchester-housing-needs/file>

Tutty, L.M., Ogden, C., Giurgiu, B., & Weaver-Dunlop, G. (2013). I Built My House of Hope: Abused Women and Pathways Into Homelessness. *Violence Against Women*, 19(12), 1498–1517. <https://doi.org/10.1177/1077801213517514>.

* Organisation des Nations Unies. (2007). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones Consultée le 1er avril 2022 à l'adresse <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/declaration-on-the-rights-of-indigenous-peoples.html>

* Organisation des Nations Unies. (1966). Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels Consulté le 18 avril 2022 à l'adresse https://www.ohchr.org/en/instruments_mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights

- # Teixeira, C. & Li, W. (2009). Introduction: Immigrant and Refugee Experiences in North American Cities. *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, 7(3), 221-227. <https://doi.org/10.1080/15562940903150030>
- *# Thulien, N. S., Gastaldo, D., Hwang, S. W. & McCay, E. (2018). The elusive goal of social integration: A critical examination of the socio-economic and psychosocial consequences
- *# Vandenbeld Giles, M., Kusenbach, M., & Boccagni, P. (2020). Not a home: Shelter families living in Canadian motels. *Current Sociology*, 68(5), 701–718. <https://doi.org/10.1177/0011392120927739>
- *# Voronka, J., Wise Harris, D., Grant, J., Komaroff, J., Boyle, D., & Kennedy, A. (2014). Un/Helpful Help and Its Discontents: Peer Researchers Paying Attention to Street Life Narratives to Inform Social Work Policy and Practice. *Social Work in Mental Health*, 12(3), 249–279. <https://doi.org/10.1080/15332985.2013.875504>
- *# Waldbrook, N. (2013). Formerly Homeless, Older Women’s Experiences with Health, Housing, and Aging. *Journal of Women & Aging*, 25(4), 337–357. <https://doi.org/10.1080/08952841.2013.816213>
- *# Walsh, C.A., Hanley, J., Ives, N., & Hordyk, S. R. (2015). Exploring the Experiences of Newcomer Women with Insecure Housing in Montréal Canada. *Journal of International Migration and Integration*, 17(3), 887–904. <https://doi.org/10.1007/s12134-015-0444-y>
- # Waterston, S., Grueger, B., & Samson, L. (2015). Housing need in canada: Healthy lives start at home. *Paediatrics & Child Health*, 20(7), 1-7.
- *# Weeks, L.E., & LeBlanc, K. (2010). Housing Concerns of Vulnerable Older Canadians. *Canadian Journal on Aging*, 29(3), 189–110. <https://doi.org/10.1017/S0714980810000310>
- *# Whitzman, C. (2021). Pan-Canadian voice for women’s housing: Progress on 2018 Six calls to action. *The Pan-Canadian Voice for Women’s Housing*. <https://atira.bc.ca/wp-content/uploads/Pan-Canadian-Voice-for-Women-update-on-calls-report.pdf>
- *# Wershler, J.L., & Ronis, S. T. (2015). Psychosocial characteristics and service needs of Canadian suburban male youth at risk for homelessness. *Children and Youth Services Review*, 55, 29–36. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2015.05.009>
- # Woodhall-Melnik, J., Dunn, J. R., Svenson, S., Hamilton-Wright, S., Patterson, C., Waterfield, D., Kirst, M., & Matheson, F. I. (2017). Finding a Place to Start: Exploring Meanings of Housing Stability in Hamilton’s Male Housing First Participants. *Housing, Theory, and Society*, 34(3), 359–375. <https://doi.org/10.1080/14036096.2016.1266382>
- * Yarbrough, D. (2020). “Nothing About Us Without Us”: Reading Protests against Oppressive Knowledge Production as Guidelines for Solidarity Research. *Journal of Contemporary Ethnography* 49(1): 58-85. <https://doi.org/10.1177/0891241619857134>
- *# Young, M.G., Abbott, N., & Goebel, E. (2017). Telling their story of homelessness: voices of Victoria’s Tent City. *Journal of Social Distress and Homeless*, 26(2), 79–89. <https://doi.org/10.1080/10530789.2017.1324358>

*# Young, M.G., & Manion, K. (2017). Harm reduction through Housing First: an assessment of the Emergency Warming Centre in Inuvik, Canada. *Harm Reduction Journal*, 14(1), 8–8. <https://doi.org/10.1186/s12954-016-0128-8>

Zerger, S., Pridham, K.F., Jeyaratnam, J., Connelly, J., Hwang, S., O'Campo, P., & Stergiopoulos, V. (2014). The Role and Meaning of Interim Housing in Housing First Programs for People Experiencing Homelessness and Mental Illness. *American Journal of Orthopsychiatry*, 84(4), 431–437. <https://doi.org/10.1037/h0099842>

Zerger, S., Pridham, K. F., Jeyaratnam, J., Hwang, S. W., O'Campo, P., Kohli, J., & Stergiopoulos, V. (2014). Understanding Housing Delays and Relocations Within the Housing First Model. *The Journal of Behavioral Health Services & Research*, 43(1), 38–53. <https://doi.org/10.1007/s11414-014-9408-9>

